



Investir dans les populations rurales

Royaume du Maroc

Programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM), phase I

Rapport de conception finale

Volume I: Rapport principal et appendices

Date du document: 29/09/2014
No. du Projet: 1727
No. du rapport: 3553-MA

Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Équivalents en monnaie	iii
Poids et mesures	iii
Sigles et acronymes	iv
1. Carte de la zone du programme	vi
2. Carte des communes rurales ciblées par le programme dans la province de Sefrou	vii
3. Carte des communes rurales ciblées par le programme dans la province d'Azilal	viii
4. Carte de la distribution spatiale des filières arboricoles dans la province de Sefrou	ix
5. Carte de la distribution spatiale des filières arboricoles dans la zone d'Azilal	ix
Résumé	xi
Cadre logique	xvi
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national et développement rural	1
B. Justification	5
II. Description du programme	6
A. Systèmes de production	6
B. Organisation sociale	7
C. Valorisation et marchés des produits agricoles	8
D. Procédures de mise en oeuvre des Projets PMV-Pilier II	11
E. Zone d'intervention, ciblage et groupe cible	12
F. Objectifs de développement et indicateurs d'impact	13
G. Effets et Composantes	13
H. Enseignements tirés et conformité aux politiques du FIDA	27
III. Execution du programme	29
A. Approche	29
B. Cadre organisationnel	31
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	32
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	33
E. Supervision	34
F. Identification et atténuation des risques	34
IV. Coûts, financement, avantages et durabilité du programme	37
A. Coûts du programme	37
B. Financement du programme	37
C. Résumé des avantages et analyse économique	38
D. Durabilité	40

Liste des Tableaux

Tableau 1: Principaux risques et mesures d'atténuation	36
Tableau 2: Coûts du Programme par composante et sous-composante (en MAD et US\$)	37
Tableau 3: Plan de financement par composante (en millions \$US)	37
Tableau 4: Sensibilité du TRE au changement des bénéfices/coûts du Programme	39

Appendices

Appendice 1: Antécédents du pays et contexte rural	41
Appendice 2: Pauvreté, ciblage et parité hommes-femmes	45
Appendice 3: Performance du pays et enseignements tirés	53
Appendice 4: Description détaillée du programme	55
Appendice 5: Aspects institutionnels et dispositifs relatifs à l'exécution	73
Appendice 6: Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	77
Appendice 7: Gestion financière et dispositifs de décaissement	81
Appendice 8: Passation des marchés	85
Appendice 9: Coût et financement du programme	89
Appendice 10: Analyse économique et financière	95
Appendice 11: Manuel d'exécution du programme - version préliminaire	103
Appendice 12: Respect des politiques du FIDA	111
Appendice 13: Teneur du fichier "cycle de vie" du programme	113

Documents de travail (volume II)

Document de travail 1: Développement et valorisation des filières agricoles	
Document de travail 2: Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification	
Document de travail 3: Analyse économique et financière	
Document de travail 4: Etude d'impact environnemental et social (NEES)	
Document de travail 5: Manuel d'Exécution du Programme (version préliminaire)	
Document de travail 6: Coûts du Programme	

Équivalents en monnaie

Unité monétaire	=	Dirham Marocain (MAD)
1,00 USD	=	8,19 MAD (avril 2014)
1,00 Euro	=	11,2114 MAD
1,00 USD	=	0,7299 Euro
1,00 Euro	=	1,3701 USD

Poids et mesures

1 kilogramme	=	1 000 g
1 000 kg	=	2,204 livres
1 kilomètre (km)	=	0,62 mille
1 mètre	=	1,09 yards
1 mètre carré	=	10.76 pieds carrés
1 acre	=	0,405 hectare
1 hectare	=	2,47 acres

Sigles et acronymes

ABHS	Agence du bassin hydraulique de Sefrou
ADA	Agence pour le développement agricole
AGR	Activité génératrice de revenus
ANOC	Association nationale ovine et caprine
ASAP	Adaptation for smallholder agriculture programme
AUEA	Association d'usagers de l'eau agricole
BM	Banque mondiale
CES	Conservation des eaux et des sols
CNP	Comité national de pilotage
DDERZM	Direction de développement de l'espace rural et des zones montagneuses
DF	Direction des finances
DEFR	Direction de l'enseignement, formation et recherche
DIAEA	Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DPET	Direction provinciale de l'équipement et du transport
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DREFLCD	Direction régionale des eaux et forêts-lutte contre la désertification
FDA	Fonds de développement agricole
FIDA	Fonds international de développement agricole
GID	Gestion informatisée des dépenses
HCEFLCD	Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification
HCP	Haut-Commissariat au Plan
IDH	Indice de développement humain
INDH	Initiative Nationale de Développement Humain
INRA	Institut national de la recherche agronomique
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
MCA	Millennium Challenge Account
MCC	Millennium Challenge Corporation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODCO	Office du développement de la coopération
ONCA	Office national du conseil agricole
ONSSA	Office national de sécurité et de santé alimentaire
ONG	Organisation non gouvernementale
ORMVA	Office régional de mise en valeur agricole
PAM	Plantes aromatiques et médicinales
PAR	Plan agricole régional
PIB	Produit intérieur brut
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PMV	Plan Maroc Vert
PTBA	Plan de travail et budget annuel
SAU	Superficie agricole utile
S&E	Suivi-évaluation
SFDA	Société financière pour le développement agricole
SMOP	Service de mise en œuvre des projets
SNEES	Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité entre les sexes
SVA	Service de vulgarisation agricole
UCCP	Unité de coordination centrale du programme
UGPP	Unité de gestion provinciale du programme

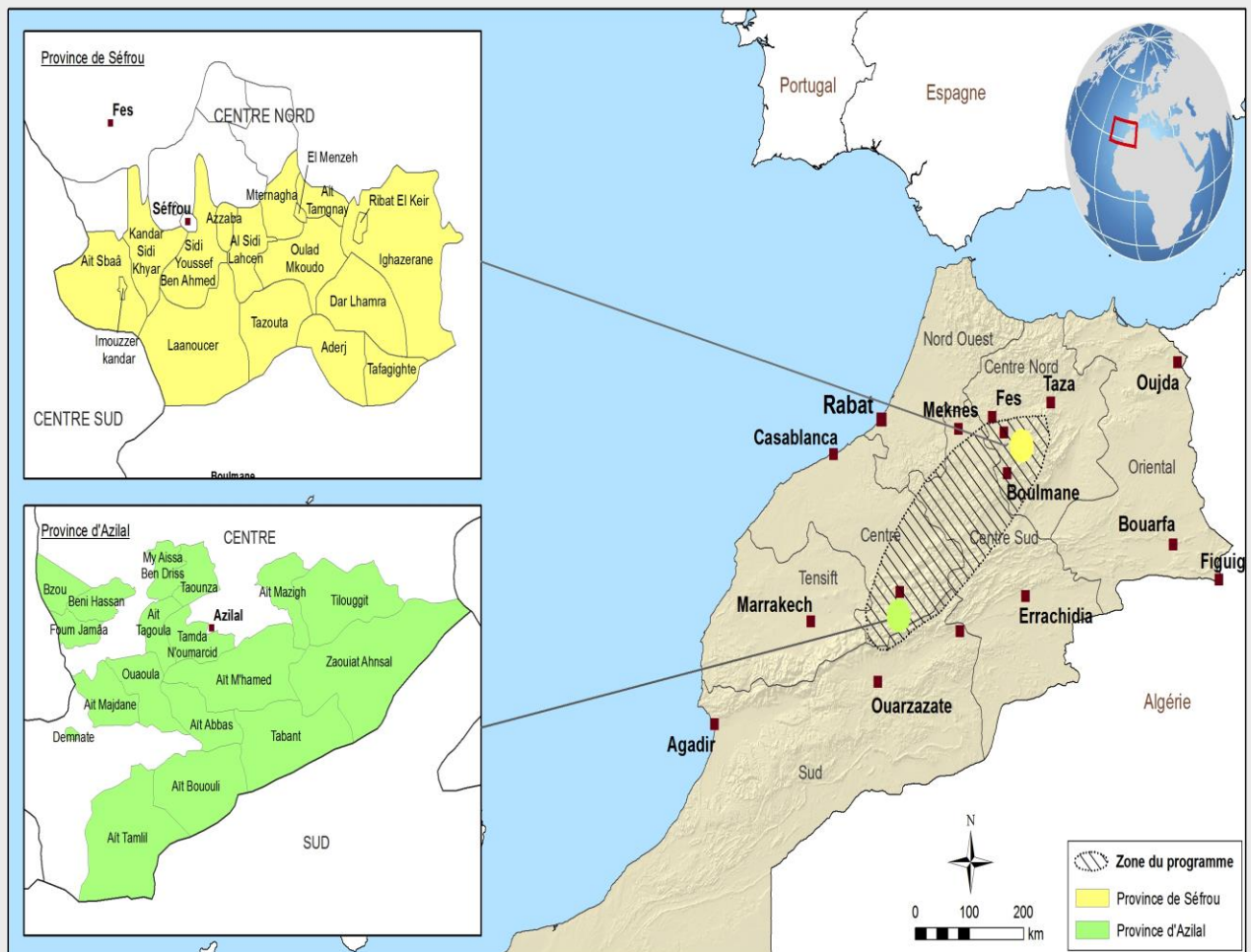
USD Dollar des Etats-Unis

1. Carte de la zone du programme

Royaume du Maroc

Programme de développement rural dans les zones de montagne

Mission de conception détaillée: Phase I du programme. Localisation de la zone et limites des communes rurales des provinces de Séfrou et Azilal

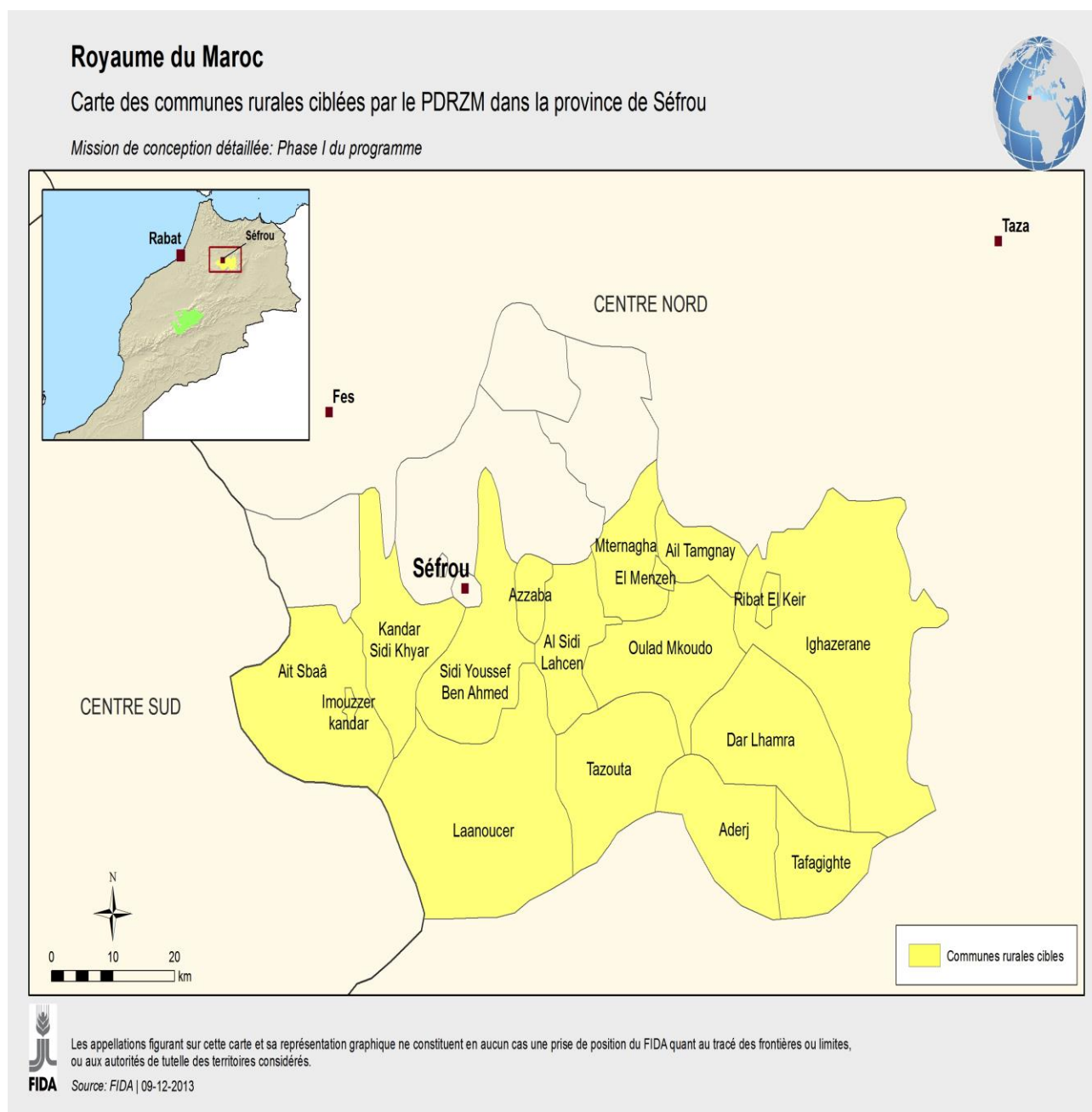


FIDA

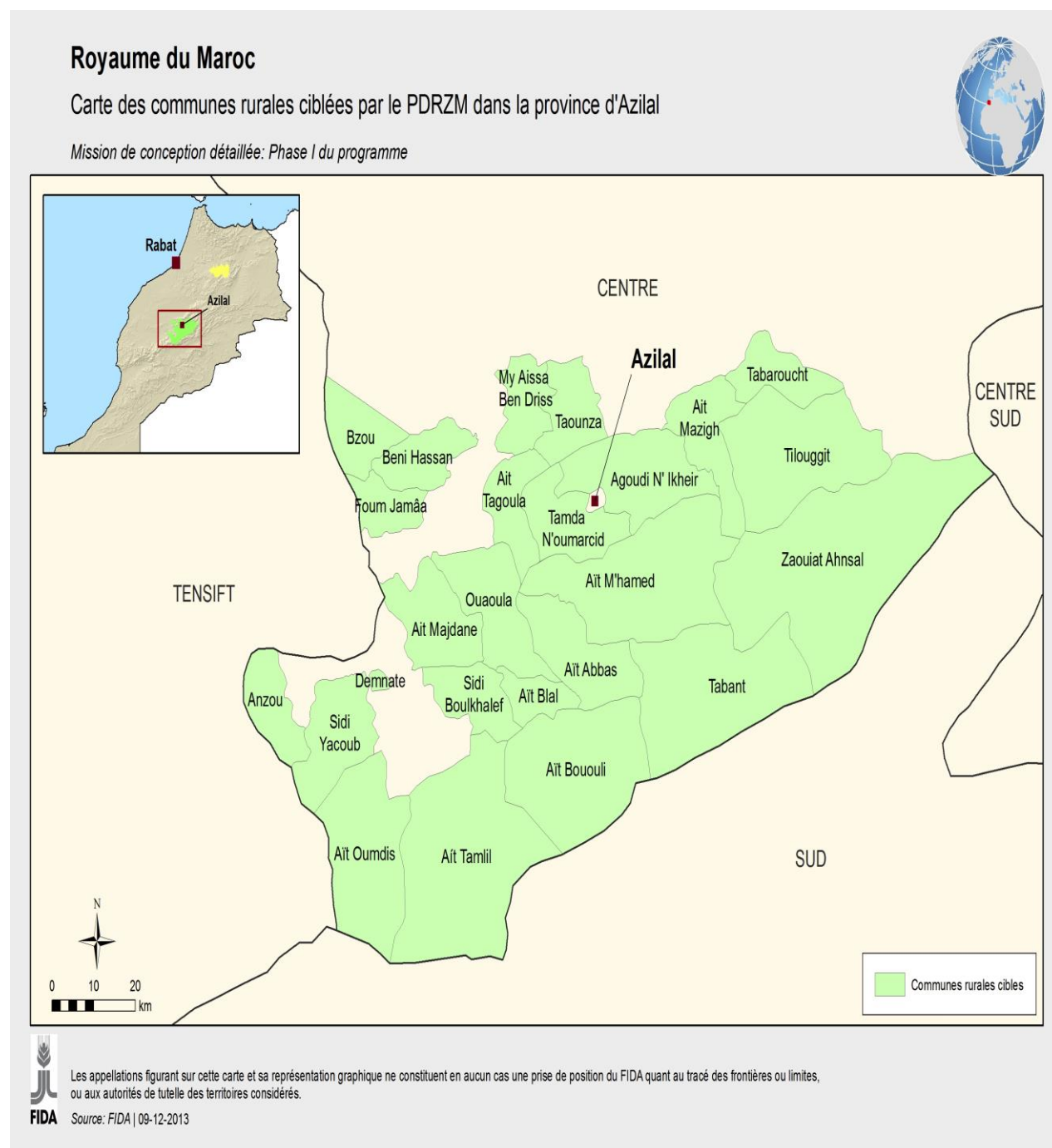
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA | 09-12-2013

2. Carte des communes rurales ciblées par le programme dans la province de Séfrou



3. Carte des communes rurales ciblées par le programme dans la province d'Azilal



Résumé¹

Contexte National

Au niveau institutionnel, dès 2008, le Ministère de l'agriculture a été réorganisé, une nouvelle stratégie de développement agricole (**Plan Maroc Vert**) et une initiative Nationale de Développement Humain (INDH) ont été mises en œuvre. De nouvelles directions sont en place : l'Agence pour le Développement Agricole (ADA) chargée du Pilotage des projets du Plan Maroc Vert (PMV); la Direction de Développement de l'Espace Rural des Zones de Montagne (DDERZM) dont la stratégie est finalisée et, l'office national de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA). En 2012, une nouvelle stratégie du conseil agricole a été engagée avec la création d'un Office National du Conseil Agricole (ONCA) et, la préparation d'un cadre légal pour le développement du conseil agricole privé.

Les projets PMV-Pilier II sont basés sur l'**agrégation solidaire** qui vise à garantir leur durabilité. Le processus de leur mise en œuvre est décrit au paragraphe II. D. Dans le cadre du PMV, l'Etat a également mis en place des **subventions et aides** (aides universelles et aux projets d'agrégation) à travers le **Fonds de Développement Agricole (FDA)** dont les procédures sont décrites au paragraphe I. A (points 16 à 19) du rapport principal et à l'appendice 10 (paragraphe C-points 16 à 25).

Au Maroc, **le marché des produits agricoles** se caractérise par un manque d'organisation, la prédominance d'intermédiaires et une méconnaissance par les producteurs des débouchés et des prix. L'insuffisance des unités de valorisation et l'absence de services pour donner plus de valeur ajoutée aux produits se traduisent par des manques à gagner pour les petits agriculteurs. Le Gouvernement a engagé des réformes qui visent à la fois, la professionnalisation des intervenants et **l'implication du secteur privé** dans la gestion et le développement des produits pour une meilleure fixation des prix (Voir paragraphe I. C). De même, le cadre juridique relatif aux statuts des coopératives a été révisé (Voir appendice 1, points 25 à 31) (Source : <http://www.odco.gov.ma>).

Le Crédit Agricole du Maroc (CAM) constitue la principale institution financière du secteur. Faisant partie du CAM **La création de Tamwil El Fellah (SFDA)** est justifiée par le fait qu'au Maroc, la faible bancarisation du monde rural (6% des ménages) et l'absence de titres fonciers sont des freins à l'accès au crédit bancaire pour les petites et moyennes exploitations agricoles. La population visée par Tamwil El Fellah s'inscrit dans le cadre des objectifs du PMV qui table sur la réhabilitation des petites exploitations agricoles relevant du pilier-II. (Voir Appendice 1, points 32 à 34) (Source: <http://www.fellah-trade.com/fr/info-filiere/accompagnement/aides-financieres>).

Au Maroc, les zones de montagne sont menacées par l'érosion et la désertification et sont devenues vulnérables aux effets du **changement climatique (CC)**. Le gouvernement a mis en œuvre de nombreuses mesures d'atténuation et d'adaptation au moyen de stratégies, de plans nationaux et sectoriels. Un consortium de la **recherche développement** (représenté par l'INRA, l'ICARDA et d'autres institutions nationales) accompagne les projets dans leur mise en œuvre.

En milieu rural, **l'incidence de la pauvreté** varie selon les régions. Le gouvernement Marocain n'a pas entrepris d'enquête sur la pauvreté depuis 2007 mais, le Haut-Commissariat au Plan (HCP), a estimé en 2007 un taux national de pauvreté à 9% et un taux de vulnérabilité de 17% et rapporte qu'entre 2004 et 2007, la pauvreté a baissé de 41% dans les communes rurales ciblées par l'INDH, contre 28% dans le reste des communes rurales. Cependant cette dynamique ne s'est pas opérée dans les mêmes proportions et certaines communes rurales des zones de montagne constituent

¹ Composition de la mission: La mission de conception finale était composée du côté FIDA de : Mr Ghachem Kadari, consultant en développement rural (Chef de mission), Mr Mohamed Milourhmane, point focal/FIDA au Maroc, Mr Majid Benabdellah, consultant économiste/analyste financier, Mr Amar Kaanane, consultant, spécialiste filières. Mr Abdelhamid Abdouli, CPM/FIDA a participé aux travaux de la mission du 26 mars au 4 avril 2014 et à la réunion de restitution le 2 avril 2014. Du côté du GEF, la mission était composée de Mr Rosario Sapienza, consultant en développement rural, (chef de mission), Mr Ali Lansari, spécialiste en agronomie, et Mme Fatima Arib, consultante socio-économiste. Mr Jacopo Monzini, du programme environnement et changement climatique/FIDA a participé aux travaux de la mission à Rabat du 16 au 23 mars 2014. MM. Monzini et Benabdellah ont accompagné la mission GEF sur le terrain respectivement du 24 au 26 mars 2014 et du 24 au 29 mars 2014.

encore des poches de pauvreté qui dépassent 1fois et ½ la moyenne nationale rurale. (Voir appendice 2 ; Source: <http://www.hcp.ma> et les résultats de l'étude intitulée « *Acute Multidimensional Poverty: a new index for developing countries*, source : <http://www.ophi.org.uk/wp-content/uploads/ophi-wp38.pdf>).

Le Programme

Le programme est destiné à soutenir, sur le **moyen et long terme**, le développement des zones de montagne dans le cadre de la vision stratégique du Gouvernement à 2030. Le programme agira sur la durée, en vue d'obtenir une masse critique de résultats susceptibles de contribuer significativement au développement durable de ces zones (Coordination des projets FIDA, synergies et complémentarités avec les PTF, partenariat entre le secteur privé et les acteurs du monde rural et nouveaux modes de financement pour le développement des zones de montagne).

Justification

Les systèmes de production dans les zones de montagne sont caractérisés par une diversification des cultures et une intégration (au niveau de l'exploitation agricole) entre les cultures annuelles, l'arboriculture et l'élevage. Malgré la prédominance des céréales, celles-ci ne sont pas adaptées aux zones de montagne et ceci a amené le MAPM à envisager des programmes de reconversion vers l'arboriculture, beaucoup plus rentable et mieux adaptée à ces écosystèmes. Mais, le développement des filières agricoles au Maroc connaît encore de nombreuses contraintes liées à : i) des besoins importants en formation, ii) des difficultés d'accès aux financements et aux marchés pour les petits producteurs, iii) l'analphabétisme notamment chez les femmes et, iv) la gestion de l'eau, des sols, des parcours et dans l'utilisation des engrais et pesticides (Voir détails au Parag. II. A).

Stratégie et approche

Le programme est aligné **avec les orientations du PMV-Pilier II** (agriculture solidaire) et les **objectifs stratégiques du FIDA (COSOP)** dont la pertinence a été validée par la partie marocaine au-delà de 2014 et, son extension jusqu'à 2020, couvrant ainsi les deux prochains cycles PBAS. La stratégie du programme est basée sur le **partenariat avec le secteur privé** pour le développement de l'ensemble des maillons des chaînes de valeur afin d'améliorer l'accès à des marchés rémunérateurs. L'agrégation est l'un des fondements du Plan Maroc Vert. C'est un modèle novateur d'organisation des agriculteurs autour d'acteurs privés ou d'organisations professionnelles à forte capacité managériale, en vue de capter le maximum de valeur ajoutée tout au long de la chaîne de valeurs. **L'intégration des femmes** est justifiée dans le cadre d'un développement durable du capital humain et de l'équité hommes-femmes au vu de sa participation au niveau des différents maillons de la chaîne de valeurs. Le programme encouragera la mise en place des organisations féminines, appuiera leur représentativité dans les organisations existantes et propose également une série d'actions et activités ciblant particulièrement les femmes (Voir appendice 2).

Zone d'intervention, ciblage et groupe cible.

Le programme est prévu sur une période de 15 ans répartis en 3 phases de 5 années chacune. **Le** passage d'une phase à l'autre se fera après évaluation en fin de phase, sur la base de déclencheurs (**Triggers**) dont les indicateurs sont précisés en appendice 6 et dans le cadre logique.

La zone du programme couvre les provinces de Séfrou et Azilal, où la zone montagneuse représente 80% de la superficie totale des 2 provinces. Le programme interviendra dans 32 communes rurales qui affichent des taux cumulés de pauvreté et de vulnérabilité estimés à environ 40%. (Voir appendice 2).

Le ciblage se situe principalement aux niveaux: i) géographique à forte incidence de pauvreté et vulnérabilité; ii) socio-économique, dans les communes rurales où les taux de pauvreté et de vulnérabilité sont élevés; iii) environnemental, dans les zones où la dégradation des sols est importante et les effets du CC affectent le capital productif des populations démunies et; iv) selon le genre pour l'accès au programme des jeunes au chômage et des femmes chefs de ménages pauvres et vulnérable et pour favoriser la parité hommes-femmes (Voir appendice 2).

La typologie des groupes cibles au niveau des 2 provinces est la suivante: i) petits et moyens agriculteurs disposant de 3 ha au maximum en irrigué et 20 ha en pluvial; ii) petits et moyens éleveurs disposant d'un effectif de 50 têtes d'ovins ou caprins au maximum; iii) apiculteurs disposant d'un savoir-faire et n'ayant pas encore les ruches ainsi que ceux ayant moins de 30 ruches par adhérent en groupement de 15 adhérents et plus; iv) les « sans terre », les jeunes et les femmes ayant des qualifications pour réaliser des petits projets au titre des PME et activités génératrices de revenus.

Les Bénéficiaires de la phase 1 du programme, sont estimés à environ 385'000 hab. (64'000 ménages²) dont 180.500 bénéficiaires directs (30'000 ménages) et 205'000 indirects (34'000 ménages), soit environ 45% de la population totale des 2 provinces (Voir appendice 2).

Objectifs

L'objectif global du Programme est de contribuer à réduire la pauvreté (de 30% à 2030) et améliorer les conditions de vie des populations rurales des zones de montagne. **L'objectif spécifique** est de renforcer les populations cibles pour améliorer leurs revenus et leur résilience aux effets du CC, à travers la mise à niveau des chaînes de valeur basées sur la gestion durable des ressources naturelles et la diversification de l'économie locale (voir paragraphe II. B et le cadre logique).

Composantes

La Phase 1 du programme comprend deux composantes techniques et un dispositif de coordination, gestion et suivi-évaluation.

Pour la composante I : «Développement et valorisation des filières agricoles», les actions du programme se focaliseront en amont sur l'amélioration des techniques de production et en aval, sur la réduction des pertes post-récoltes, l'amélioration du stockage, le conditionnement et la commercialisation des produits (process, marketing). Concernant les unités de valorisation retenues par le programme, des **agrégateurs potentiels** seront sollicités. Pour les filières animales, le programme interviendra pour renforcer les capacités des groupements d'éleveurs avec l'appui de l'ANOC et de l'ONSSA pour la santé animale, sélection génétique, prophylaxie, etc. En aval, des groupements de femmes (à Sefrou) seront appuyés dans la commercialisation du lait dans le cadre d'un partenariat avec un agrégateur privé (Centrale laitière/groupe Danone). Les coopératives apicoles seront appuyées dans la valorisation du miel et des produits et sous-produits de la ruche avec la construction d'une plate-forme de commercialisation. (Voir appendice 4 et le DT1).

Pour la composante II: «Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification », l'accent sera mis sur la gestion économe de l'eau et de l'énergie. Les associations des usagers de l'eau agricole (AUEA) seront renforcées en vue de les rendre capable de gérer leur vie associative de façon satisfaisante et autonome et, les petits producteurs pour utiliser rationnellement les pesticides, engrais et les énergies renouvelables (solaire) dans un souci de protection des sols et de l'environnement. **En matière d'adaptation au CC**, une typologie de petits projets innovants simples et éligibles au financement sera mise en place en vue de tester des activités d'intérêt communautaire, axées sur l'utilisation durable des ressources naturelles. L'objectif est de montrer la faisabilité économique et écologique de ces opérations pilotes, dans le but de les mettre à l'échelle sur les marchés extérieurs en vue de générer des revenus supplémentaires et renforcer la résilience de la population cible au CC. (Voir appendice 4 et le DT2).

Exécution du programme

Le PDRZM sera placé sous la tutelle administrative du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime (MAPM) à travers l'agence de développement agricole (ADA) pour la 1^{ère} phase (2015-2019) qui sera dédiée au développement des filières. La coordination sera assurée par une unité centrale de coordination du programme (**UCCP**) logée au niveau de l'ADA et relayée sur le terrain par une unité de gestion au niveau de chaque province (**UGPP**). Le directeur provincial de l'agriculture (DPA) de chaque province assurera le rôle de directeur du programme et de sous ordonnateur pour la mise en œuvre des activités. Les DRA assureront la coordination et le suivi au niveau régional (Voir paragraphes III. B à E et les appendices 5 à 8).

² Sur la base de 6 personnes par ménage.

Coûts et financements

Le coût total du programme sur 15 ans est d'environ 150 millions dollars US (\$US). Le coût total de la phase 1 sur cinq (5) ans est estimé à 50 millions \$US soit environ 410 millions de MAD. Le coût de base est estimé à près de 45 millions \$US ou environ 370 millions de MAD soit 91 % des coûts totaux. Les imprévus physiques et financiers atteignent près de 5 millions \$US ou environ 40 millions de MAD soit 8% des coûts totaux. Les coûts d'investissements représentent (avec 43 millions \$US), 96% des coûts de base. Les coûts de fonctionnement ne représentent que 4% des coûts de base.

Le financement comprend : i) une contribution du FIDA de 26 millions dollars US (51%) sous forme de prêt à taux ordinaire et un montant de 500'000 USD sous forme de don ; ii) une contribution du Gouvernement, estimée à 13 millions \$US (27%) ; iii) un cofinancement par 2 dons, l'un du GEF de 6,5 millions \$US (13%) et l'autre de l'ASAP de 2 millions \$US (4%) et, iv) la contribution des bénéficiaires pour 2 millions \$US (4%) (Voir paragraphe IV. A, l'appendice 9 et le Costab).

Le don du FIDA est destiné à engager en 2014 des opérations préalables à la mise en œuvre du Programme par le renforcement des capacités des partenaires nationaux, la préparation des plans participatifs des filières, l'appui à la DDERZM et la mise en place du système de suivi évaluation (voir appendice 11-paragraphe III. Point 17 et l'accord de don approuvé en septembre 2013).

La valeur ajoutée des financements ASAP et GEF permettra aux populations d'acquérir les connaissances nécessaires (économie d'énergie, d'eau, conservations des sols, diversification des activités, etc.), pour se prémunir contre les risques du CC et de disposer de moyens plus résilients pour y faire face (voir paragraphe II. G-points 111 à 151, l'appendice 4 et le DT2).

Bénéfices & risques

Sur la base des hypothèses retenues, **le taux interne de rentabilité économique (TRE) du Programme est de 16,6 %**. Ce TRE, largement supérieur au coût d'opportunité du capital, est satisfaisant car une partie des bénéfices additionnels n'a pas été considérée (Voir appendice 9 et 10). Le risque principal dans l'exécution des projets FIDA au Maroc est lié aux capacités de gestion des organisations professionnelles agricoles, pour lesquelles, il sera développé un programme de renforcement des capacités à la fois technique et institutionnel. Pour le risque lié aux procédures de décaissements, le FIDA a entrepris une évaluation en 2013 et des améliorations sont en cours (voir paragraphe III. D, points 192 à 194 et appendice 6). Pour les risques climatiques, la mise sur le marché d'un produit d'assurance pour l'agriculture (multirisque climatique) est une innovation (Source : www.guide-assurance.ma). Les risques ont été revus et corrigés puisqu'ils comprennent également ceux liés aux aléas climatiques. Le tableau d'identification et d'atténuation des risques est donné au Paragraphe III. F.

Environnement

L'introduction de l'énergie solaire dans l'irrigation économe d'eau, les bonnes pratiques (champs-écoles) en amont et en aval de chaque filière vont renforcer la résilience des petits agriculteurs et éleveurs pour faire face aux effets du CC, protéger leur capital productif et diversifier leurs sources de revenus. Le Programme est de nature à induire des effets positifs aussi bien sur l'environnement et la résilience au CC qu'au niveau socio-économique. Par conséquent, et en accord avec les procédures du FIDA en matière d'évaluation environnementale et sociale, et tenant compte du travail de la mission sur le terrain et de la conception des différentes composantes, **le Programme peut être classé dans la catégorie B** (Voir DT4: Note d'impact environnemental et social du programme).

Gestion des savoirs, apprentissage et innovations

Le Maroc a énormément capitalisé en matière de gestion des connaissances. Le programme va engager la duplication des connaissances déjà acquises et développer un réseau de gestion des savoirs au niveau national avec les organismes de conseil agricole et de recherche (ONCA, INRA, ICARDA) ainsi que ceux du SNU (FAO, UNDP, ONUDI, etc.), sur les innovations introduites (valorisation, gestion de l'eau et des ressources naturelles, etc.). Les financements GEF et ASAP permettront d'assurer la transmission des connaissances et bonnes pratiques, contre la vulnérabilité climatique à travers des ateliers régionaux et nationaux et les réseaux, institutions (WB) et portails pionniers en matière de développement et de partage des connaissances sur le CC. Le programme

est en lui-même, une innovation car il se différencie de l'approche projet menée jusqu'à présent dans le pays et va permettre de renforcer la coordination, la synergie et les échanges d'expérience entre les projets en cours financés par le FIDA et ceux des autres partenaires techniques et financiers.

Durabilité

La stratégie pour assurer la durabilité après programme repose sur : i) l'autonomisation des petits agriculteurs, éleveurs et apiculteurs formés et organisés en groupements, coopératives et associations d'élevage; ii) l'appui de l'ANOC en tant qu'agrégateur de la filière ovine/caprine, de l'amont à l'aval et; iii) le développement du partenariat avec le secteur privé pour la valorisation des filières agricoles. La durabilité économique du programme est confirmée par la forte demande tant au niveau régional, national et même international des principales productions agricoles. Elle sera renforcée par Tamwil Al Fellah (SFDA) pour le financement rural, notamment pour les besoins en ressources financières des porteurs de petits et moyens projets agricoles. De plus, avec l'ADA en tant que tutelle du programme, la synergie sera développée avec les autres projets du PMV-Pilier II.

Cadre logique

Synthèse	Indicateurs clés de performance	Moyen de vérification	Hypothèses (H)/Risques (R)
I. Objectif global			
Réduire la pauvreté, la vulnérabilité et améliorer les conditions de vie des populations rurales des zones de montagne.	<ul style="list-style-type: none"> La pauvreté rurale est réduite de 30% en 2030 (à la fin de la 3^{ème} phase du programme). La prévalence de la malnutrition chronique en milieu rural chez les enfants de la zone de moins de 5 ans a diminué de 12.4 à 10 à Sefrou et de 11.7 à 10 à Azilal à la fin de la 1^{ère} phase du programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes SYGRI de référence et d'impact Enquêtes OMS/UNICEF Statistiques nationales 	<ul style="list-style-type: none"> Conditions macro-économiques s'améliorent
II. Objectif spécifique de développement			
-Renforcer les populations cibles pour améliorer leurs productivité et leur résilience au effets du CC.	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre des agriculteurs qui ont reçu un crédit pour l'acquisition de techniques plus résilientes a augmenté (ASAP) 70% des exploitations agricoles appuyées par le programme ont augmenté la productivité des filières cibles d'au moins 20% 40% des coopératives appuyées par le programme sont autonomes 	<ul style="list-style-type: none"> Statistiques du Gouvernement Interviews/focus groups Revue à mi-parcours et rapport d'achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> H. GOVT poursuit sa politique sur le changement climatique R. Sécheresse récurrente et augmentation des effets du CC (grêle, intempéries, etc.)
Composante 1: Développement et valorisation des filières agricoles			
Effet 1: La production et la valorisation des produits ont augmenté	<ul style="list-style-type: none"> La production pour les filières cibles a augmenté d'au moins 30% dans la zone du programme à la fin de la 1^{ère} phase du programme Les produits valorisés ont contribué à une augmentation d'au moins 20% des revenus des producteurs/trices organisées en coopératives 50% au moins des petits producteurs/trices ont bénéficié des services, de financement rural, conseils agricoles et techniques plus résilientes (ASAP) 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes et audit des coopératives Rapports d'avancement du programme MTR/ Rapport achèvement Statistiques nationales 	<ul style="list-style-type: none"> H. les bénéficiaires participent aux formations
Produit 1.1. Les pertes post-récoltes sont réduites et les produits sont mieux valorisés	<ul style="list-style-type: none"> le nombre de producteurs en partenariat avec les agrégateurs privés a augmenté d'au moins 30% 70% des produits valorisés des filières cibles correspondent aux standard des marchés de référence Les pertes post-récoltes sont réduites d'au moins 70% a la fin de la phase 1 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes Rapports d'avancement du Programme Statistiques nationales 	<ul style="list-style-type: none"> H. les bénéficiaires participent à la valorisation des produits
Produit 1.2 : Les produits des filières animales sont labélisés et certifiés	<ul style="list-style-type: none"> Les groupements d'éleveurs encadrés par l'ANOC ont augmenté de 30% au moins La marge bénéficiaire des coopératives apicoles a augmenté de 20% au moins 80% de la production de lait est récupérée par l'agrégateur privé et les revenus des femmes ont augmenté 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes focus groupes Rapports d'avancement du programme Statistiques nationales MTR/ Rapport achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> R. Sécheresse récurrente
Produit 1.3 : La consolidation des infrastructures rurales renforce la résilience des systèmes de production	<ul style="list-style-type: none"> Les AUEA récupèrent au moins 70% des redevances liées à la gestion de l'eau 80% des sites de production sont désenclavés et les communes assurent l'entretien des pistes. Le nombre d'agriculteurs qui bénéficie d'infrastructures rurales adaptées au CC. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport SE Rapports MTR et achèvement Les plans de gestion et entretien mis en place Statistiques nationales 	<ul style="list-style-type: none"> H. les AUEA bien formés aux techniques de gestion de l'eau

Composante 2: Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au CC et diversification

Effet 2: La résilience au CC dans les zones cibles a augmenté	<ul style="list-style-type: none"> • La productivité (MAD/ha) des filières cibles a augmenté d'au moins 30% • La demande des produits locaux améliorés a augmenté d'au moins 15% • Au moins 24'000 ha sont gérés avec les nouvelles pratiques liées à l'adaptation au CC (ASAP) • Les superficies gérées avec les nouvelles pratiques liées à l'adaptation au CC ont augmenté d'au moins 50% (ASAP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Statistiques nationales • Rapports SE • Rapports MTR/achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> • H. les études et contrats sont réalisés dans les délais
Produit 2.1: L'utilisation des ressources naturelles est optimisée et les services éco-systémiques sont restaurés	<ul style="list-style-type: none"> • Variation positive de l'index de Agro-efficience des systèmes productifs par au moins 70% des producteurs • Variation positive de l'index de vulnérabilité des écosystèmes (i.e. RUSLE³) 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes • Statistiques nationales • Rapports SE • MTR/ Rapport achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> • H. Les groupements sont bien formés dans la gestion des infrastructures
Produit: 2.2: Les technologies d'adaptation aux CC en agriculture et les pratiques de diversification des productions et métiers sont disponibles aux bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Variation positive de l'index de diversité agricole locale • Variation positive de l'index de diversité des métiers ruraux (éclatée selon le genre) • La demande de conseil agricole en matière d'adaptation au CC dans les zones cibles a augmenté d'au moins 30% 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes • Statistiques nationales • Rapports SE • MTR/ Rapport achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> • H. les institutions sont disponibles à travailler ensemble
Gestion du programme			
La gestion du programme est efficiente	<ul style="list-style-type: none"> • Le dispositif de suivi-évaluation est opérationnel, les indicateurs (selon le Genre) sont disponibles et le taux de décaissement a atteint 100% à la fin de la phase 1 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports S/E • MTR/Rapport d'achèvement • Rapport évaluation fin de phase 	<ul style="list-style-type: none"> • H. Le dispositif de SE est opérationnel • Les instruments du programme sont fonctionnels

³ Revised Universal Soil Loss Equation

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national et développement rural

1. Le Maroc est un pays à revenu intermédiaire avec une population estimée à 32,3 millions d'habitants en 2012 (dont 50% sont des femmes) avec un taux de croissance démographique moyen en nette baisse (1,05%). La population rurale représente près de 42% de la population totale. La croissance économique au Maroc se distingue par une forte volatilité due aux variations de la production agricole, dépendante des conditions climatiques et a rarement dépassé 5%. Entre 2007 et 2013, elle a connu une tendance annuelle moyenne de 4,5%. L'inflation a connu une hausse de 2,3% entre janvier et juillet 2013. Le taux de chômage global est de 9%.

(Source: Rapport http://www.finances.gov.ma/depf/publications/rapport/ref_2013_fr.pdf).

2. Le secteur agricole demeure un secteur important dans les équilibres macro-économiques et le développement économique et social du pays. Le secteur contribue à hauteur de 14% du PIB⁴, et de 23% du volume des exportations et emploie 43% de la population active (environ 4 millions de personnes). Dans les zones rurales, il constitue le principal pourvoyeur d'emplois (80% des revenus des 14 millions de ruraux). Les performances du secteur agricole sont reflétées par les taux de couverture des besoins alimentaires de la production nationale: viandes 80%, fruits et légumes 100%; lait 82%; céréales 62%, sucre 47%, beurre 31%; huiles alimentaires 21%.

3. Si en milieu rural, environ 75% des populations pauvres tirent leurs revenus de l'agriculture, l'incidence de la pauvreté rurale varie selon les régions. Malgré les efforts de l'Etat, les zones de montagne restent parmi les zones les plus pauvres du Maroc⁵. Ces zones représentent près de 19 millions d'ha. La sous-zone du Moyen Atlas central se distingue par l'importance des précipitations et du couvert forestier.

4. Les populations des zones de montagne sont estimées à 30% de la population totale avec une densité⁶ de 40 hab/km². Elles vivent essentiellement, de l'agriculture, de l'élevage et des produits des forêts. La main d'œuvre agricole féminine représente près de 57% du total. La dégradation des écosystèmes forestiers est de plus en plus inquiétante malgré les mesures de conservation prises par l'Etat.

5. Les zones de montagne sont des écosystèmes fragiles menacés par les phénomènes d'érosion et de désertification et sont depuis ces 20 dernières années devenues vulnérables aux effets du CC. Les projections climatiques effectuées par différentes sources (FAO, Banque Mondiale, INRA, etc.), indiquent une fréquence accrue d'événements extrêmes comme la grêle ou la gelée, une croissance progressive de l'aridité en raison de la diminution des précipitations (de -10 à -20%)⁷ et des températures plus élevées (de +2 à +3°C)⁸. Les effets négatifs sur les rendements agricoles⁹, en particulier à partir de 2030, sont évalués par l'ICARDA à hauteur de 15 à 20% de réduction¹⁰. Les phénomènes climatiques extrêmes (inondations, grêle, etc.) occasionnent de nombreux dégâts sur les cultures et affectent le plus souvent le capital productif des petits agriculteurs, éleveurs et l'accélération de la dégradation des ressources naturelles.

⁴ Dont 4% pour l'agro-industrie.

⁵ Parmi les provinces les plus pauvres au Maroc, on retrouve en partie ou en totalité celles situées dans des zones de montagne et parmi elles, certaines affichent des taux de pauvreté en milieu rural qui dépassent 1fois et ½ la moyenne nationale.

⁶ La densité moyenne nationale est estimée à 37 ha/km².

⁷ Schilling et Al. Climate change, vulnerability and adaptation in North Africa with focus on Morocco. 2012. Research Group Climate Change and Security (CLISEC), Institute of Geography and Klima Campus, University of Hamburg.

⁸ Schilling et Al. Climate change, vulnerability and adaptation in North Africa with focus on Morocco. 2012. Research Group Climate Change and Security (CLISEC), Institute of Geography and Klima Campus, University of Hamburg.

⁹ Gommès et Al. Impact des changements climatiques sur les rendements agricoles au Maroc. INRA/FAO/World Bank. 2009

¹⁰ Dahane et Al. A Review of Available Knowledge on Land Degradation in Morocco. ICARDA, 2012.

6. L'utilisation de l'espace rural est dominée par l'élevage extensif, l'arboriculture et le maraîchage. L'augmentation du cheptel et l'intensification agricole ont pour conséquences la sédentarisation des éleveurs, la mise en culture des zones de parcours avec une utilisation excessive des engrais et pesticides, l'empiétement sur le domaine forestier et une forte pression sur la nappe phréatique. Les projections climatiques prévoient une augmentation des températures moyennes, une baisse des précipitations, une plus grande variabilité climatique et des ressources hydriques de plus en plus déficitaires.

Plan Maroc Vert (PMV)

7. Initié en 2008, le PMV constitue la nouvelle stratégie de développement agricole en vue : i) d'imprimer au secteur agricole une dynamique d'évolution harmonieuse, équilibrée et évolutive qui tienne compte de ses spécificités ; et ii) d'exploiter les marges de progrès et valoriser au mieux les potentialités. La stratégie du PMV est articulée autour d'une approche globale qui couvre l'ensemble des acteurs selon leurs objectifs propres. Elle repose d'ailleurs sur deux piliers majeurs : l'agriculture moderne (Pilier I) et l'agriculture solidaire (Pilier II).

8. Le Plan Maroc Vert prévoit, dans le cadre de son Pilier II, un accompagnement solidaire de la petite agriculture avec comme principaux objectifs : i) La modernisation solidaire de la petite agriculture afin de lutter contre la pauvreté et l'intégration de ces axes dans une stratégie de développement rural intégré et, ii) de développement de sources alternatives de revenu. Entre 600.000 et 800.000 exploitants sont concernés par cette stratégie. Les investissements prévus sont estimés entre 15 et Md de dirhams et trois millions de ruraux devraient voir leurs conditions de vie améliorées.

9. Parmi les outils stratégiques retenus pour la mise en œuvre de la stratégie, on peut citer : i) L'amélioration de la productivité et de la valorisation à travers des actions d'encadrement (formation / vulgarisation) et de développement rural ; ii) L'appui à la reconversion vers des secteurs porteurs ; iii) La mise en gestion déléguée des fonctions d'animation/encadrement des petits exploitants ; iv) Le développement d'outils d'agrégation sociale ; v) Une structure d'appui aux projets de reconversion¹¹, d'intensification¹² et aux projets de diversification¹³ et ; vi) La mise en œuvre des innovations institutionnelles qui s'imposent pour affronter les défis de l'eau.

10. **L'agrégation est l'un des fondements du Plan Maroc Vert.** C'est un modèle novateur d'organisation des agriculteurs autour d'**acteurs privés ou d'organisations professionnelles à forte capacité managériale**. C'est un **partenariat gagnant-gagnant** entre l'amont productif et l'aval commercial et industriel qui permet notamment de dépasser les contraintes liées à la fragmentation des structures foncières tout en assurant aux exploitations agrégées de bénéficier des techniques modernes de production et du financement et d'accéder au marché intérieur et extérieur.

11. Le choix de **l'agrégation comme mode privilégié pour la mise en œuvre des projets** du Plan Maroc Vert a été dicté par les raisons suivantes : (i) Une solution attractive et compétitive d'extension du périmètre agricole face à une offre limitée du foncier en milieu rural. (ii) Optimiser le lien entre le marché, l'amont productif et toute la chaîne de valeurs à travers les compétences de l'agrégateur en matière de connaissance de marchés et le lien logistique à coût compétitif entre la production et le marché de destination. (iii) Généraliser les bonnes techniques moyennant les équipes d'encadrement mobilisées par l'agrégateur, d'une part et les unités de production en propre gérées par l'agrégateur et constituant des plateformes de démonstration, d'autre part. (iv) Permettre aux petits exploitants d'accéder au financement à travers les possibilités de financement direct des exploitants par les banques sur la base des contrats d'agrégation et/ou les avances et les intrants octroyés par l'agrégateur aux agrégés. (v) Partager les risques entre l'agrégateur et les agrégés du fait que le risque de la production est principalement pris en charge par les agrégés, alors que le

¹¹ 50-70 projets pour une population cible de 30 à 40 000 exploitants

¹² 100-150 projets soit 1.2 millions de ruraux

¹³ 100 -150 projets pour 300 000 exploitants

risque de la commercialisation est principalement pris en charge par l'agrégateur. Le recours à des assurances adaptées permet de juguler ces risques par les deux parties.

12. Pour l'agrégateur, ce modèle d'organisation lui permet d'accéder à une large assiette foncière sans mobilisation de capitaux ; de sécuriser une base plus large d'approvisionnement pour les unités agroindustrielles avec des volumes plus réguliers et de meilleure qualité et de développer ses capacités commerciales pour conquérir de nouveaux marchés. Pour leur part, les agriculteurs agrégés sont en mesure d'améliorer leurs revenus grâce au système d'agrégation qui leur permet de mieux valoriser la production à travers l'amélioration de la qualité de la production et l'accès à un marché fiable ; d'acquérir de nouvelles compétences et de nouvelles technologies, d'accéder à des intrants plus performants; d'accéder à des financements plus adaptés et d'avoir l'opportunité de reconversion dans des filières plus rémunératrices.

13. Le modèle d'agrégation solidaire se base généralement sur deux niveaux : un **1er niveau pour l'organisation de l'amont productif** (coopératives) et un **2ème niveau pour la gestion des unités de valorisation** (GIE). Autre avantage de l'agrégation, **l'amélioration des conditions de mise en marché** des produits agricoles via, entre autres, l'organisation logistique et le développement des techniques d'emballage, de stockage, de regroupement, de conditionnement, de transformation et de conservation. Ce **troisième niveau** peut être assuré par un consortium regroupant quelques **GIE** ou par un opérateur/**agrégateur privé**. A cet effet, la loi¹⁴ sur l'agrégation agricole a pour objectif d'assurer une agrégation juste et équitable dans le processus d'accompagnement des petits et moyens producteurs à l'instar de la coopérative agricole (COPAG).

14. A ce jour, quarante-deux (42) conventions d'agrégation ont été signées au profit de 57'800 bénéficiaires, d'un coût global de 5,3 milliards de dirhams. Ces conventions se répartissent en 33 projets de filières végétales (3,8 milliards de dirhams) et 9 de filières animales (1,5 milliard de dirhams). Les projections du Plan Maroc Vert prévoit la mise place de mille agrégateurs à l'horizon 2020.

15. A titre d'exemple, on peut citer quelques **cas d'agrégation réussis**:

- le modèle de la coopérative agricole COPAG (Souss-Massa-Draa) repose sur la mise en place d'unités de conditionnement, de transformation et de valorisation des produits laitiers et des fruits. L'atout de ce modèle de business réside dans l'encadrement technique, la formation, l'approvisionnement en intrants (engrais, produits phytosanitaires) pour le compte des producteurs et la commercialisation des produits. En somme, la COPAG a pris toutes les mesures à même de soutenir les producteurs dans l'amélioration de la productivité, de la qualité et la valorisation des produits. Actuellement, la COPAG sert comme agrégateur pour 181 producteurs.
- L'agrégateur Naturalim SA, société à capitaux espagnols (Séfrou) au capital de 28,2 millions de MAD, sert comme agrégateur pour 500 agrégés en production des pois chiches. Selon la convention, elle assurera aux producteurs l'approvisionnement en intrants, les analyses du sol, l'encadrement technique, la formation, l'assistance pour le développement de nouvelles variétés. Elle s'est engagée aussi à prendre en charge la collecte et la valorisation de la production dans son unité de conditionnement ainsi que la commercialisation.
- Dans la filière lait (province de Moulay Yacoub), l'unité de valorisation du lait «Domaine Douiet» s'est engagée à investir 136 millions de MAD pour agréger plusieurs dizaines d'éleveurs de vaches laitières.
- Dans la filière céréales (province de Séfrou), l'unité de stockage « SCAB Fellah » s'est engagée à servir comme agrégateur pour 103 agriculteurs, avec un investissement de 46 millions de MAD.
- l'Office de commercialisation et d'exportation (OCE, 30 millions MAD) est engagé pour agréger 500 agriculteurs producteurs de pommier et couvrira 1'170 ha répartis sur quatre communes

¹⁴ La loi a été adoptée par le Parlement du Royaume du Maroc et publiée dans sa version arabe au Bulletin officiel du 9 août 2012.

rurales d'Azilal (Naour, Aghbala, Tizi N'Isly, Boutferda). Cet agrégateur s'est engagé à mettre sur place un projet de développement de la filière pommier par la création d'une pépinière de production de plants de rosacés (pommier), la réalisation d'aménagements hydro-agricoles de petites moyennes irrigations, la création de trois centres de collecte, l'acquisition de deux camions pour le transport de la production, la réalisation de deux unités d'entreposage frigorifique, la prise en charge des opérations de transport, de stockage et de commercialisation.

16. **Subventions et aides financières.** Dans la mesure où les projets PMV relevant du pilier-II s'adressent à la petite paysannerie pauvre, située dans des zones défavorisées, mais dont les exploitations offrent de réelles opportunités de modernisation et d'amélioration des revenus, **l'Etat prend en charge**, par le biais d'une intervention directe¹⁵, sur le budget délégué aux agences d'exécution, **une grande partie des investissements** requis pour le développement intégré de la filière concernée, **à l'amont et aval** et qui varie **entre 80 et 90%**. Le reste (10 à 20%), correspond à la participation des bénéficiaires, essentiellement pour l'entretien des aménagements, constructions et équipements réalisés et par la mise à disposition des parcelles de terrain nécessaires aux unités de valorisation. Par ailleurs, une fois terminée cette phase d'intervention directe correspondant à la durée du projet (2 à 4 ans)¹⁶, les petits agriculteurs peuvent s'adresser pour le financement de leurs activités productives, au crédit agricole, et plus spécialement à sa filiale, la société financière de développement agricole (SFDA), créée pour octroyer des prêts à ces petits agriculteurs sans exiger de garanties foncières qu'ils ne possèdent généralement pas. En outre, ils bénéficient, à titre d'incitation à l'investissement, des aides financières instituées dans le cadre du **Fonds de Développement Agricole (FDA)** (Source : <http://www.agriculture.gov.ma/sites/default/files/manuel-fda-2013>).

17. Le FDA s'est donné comme objectif de promouvoir l'investissement privé dans le secteur agricole et de l'orienter, à travers des subventions et primes ciblées, vers des activités permettant une meilleure exploitation du potentiel agricole national. Le FDA constitue un instrument essentiel de l'application de la politique gouvernementale dans le secteur agricole et un levier d'investissement contribuant à l'essor général de l'économie et l'amélioration des revenus des petits agriculteurs et petits éleveurs.

18. Le système des aides financières de l'Etat instituées dans le cadre du FDA a été fondamentalement révisé afin de lui permettre d'améliorer son rôle primordial dans l'expansion des investissements agricoles, et de contribuer efficacement à l'atteinte des objectifs du PMV dans l'ensemble des filières de production concernées. Le nouveau système de subventions agricoles mis en place propose d'abord l'instauration de nouvelles aides en conformité avec les engagements pris dans le cadre des **contrats-programmes** signés entre l'Etat et les interprofessions des principales filières de production, ainsi que le **renforcement des aides** allouées à certaines rubriques, mais également un encouragement et une **forte incitation à l'agrégation**. On y distingue¹⁷ :

- **Le régime des aides universelles**, ouvert à tous les agriculteurs, éleveurs et investisseurs dans le secteur agricole et déclinées par type d'investissement (aménagements hydro-agricoles, améliorations foncières, collecte des eaux pluviales, acquisition de matériel agricole, semences certifiées et boutures agréées, analyses de laboratoire, plantations fruitières, filets de protection des cultures maraîchères et des plantations fruitières, promotion des exportations, amélioration génétique des espèces animales, acquisition de matériel d'élevage, construction de bâtiments d'élevage, centres de collecte de lait et unités de valorisation des productions végétales et animales).

¹⁵ Mais confiée à des structures spécialisées (entreprises privées de travaux, bureaux d'études privés, prestataires de services de conseil et de renforcement de capacités, etc.).

¹⁶ Ils peuvent le faire aussi avant pour des investissements et dépenses non couvertes par les projets.

¹⁷ Voir le document intitulé « Fonds de développement agricole, les aides financières de l'Etat pour l'encouragement des investissements agricoles », ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime, édition avril 2013. Document sur le FDA, à consulter dans le fichier "cycle de vie" du programme.

- **Le régime des aides aux projets d'agrégation** qui bénéficie à la fois à l'agrégateur promoteur d'un projet d'agrégation agréé et aux petits agriculteurs/éleveurs agrégés dans le cadre de ce projet. Il se compose d'aides pour l'aménagement agricole, l'équipement en matériel agricole et les unités de valorisation, avec des taux et des plafonds supérieurs à ceux du régime des aides universelles¹⁸, ainsi que de subventions forfaitaires. Ces dernières permettent de contribuer au financement des actions entreprises par l'agrégateur au profit des agrégés, notamment en matière d'organisation professionnelle, d'encadrement et d'accès aux nouvelles technologies et sont calculées par ha ou nombre de têtes agrégées.

19. Le système des aides financières à l'agrégation qui s'intègre dans le système des aides de l'Etat instituées dans le cadre du FDA a été fondamentalement révisé pour la mise en œuvre du PMV. On distingue les phases suivantes¹⁹ :

- **Phase d'identification** : cette phase consiste à identifier des projets d'agrégation potentiels. Il s'agit, soit de projets entrepris à titre individuel disposant ou prévoyant une unité de valorisation, soit d'offre de projets nécessitant un opérateur remplissant le rôle d'agrégateur. Cette phase débouche sur l'établissement de la cartographie des projets d'agrégation potentiels par région selon les filières.
- **Phase de préparation** : Cette phase consiste en la préparation du dossier du projet avec l'agrégateur et notamment le business plan du projet, le programme d'investissement prévu dans le cadre du projet, les interventions de l'agrégateur auprès des agrégés et l'identification des agrégés intéressés. Une fois finalisé par les services du ministère de l'Agriculture et l'Agence pour le Développement Agricole, le projet est validé par le comité des investissements présidé par le Ministre de l'Agriculture.
- **Phase d'établissement d'une convention d'agrégation** : Afin de préciser les engagements de l'agrégateur (les investissements à réaliser, les interventions auprès des agrégés, le nombre de producteurs à agréger, la superficie ou le cheptel à agréger et les objectifs de productivité à atteindre), les projets d'agrégation font l'objet d'une convention conclue entre l'agrégateur, d'une part et l'Agence pour le Développement Agricole et la Direction Régionale de l'Agriculture concernée, d'autre part.
- **Phase de contractualisation** : Durant cette phase, des contrats d'agrégation sont négociés et conclus entre l'agrégateur et les agrégés. Ces contrats servent de base à l'octroi de l'attestation d'agrégation à l'agrégateur et aux agrégés, afin de leur permettre de bénéficier des aides de l'Etat spécifiques à l'agrégation.
- **Phase de mise en œuvre** : Il s'agit de la mise en œuvre du projet conformément aux termes de la convention signée avec l'Etat et des contrats d'agrégation signés avec les agrégés à travers notamment la réalisation du programme d'investissement prévu dans le cadre du projet. La mise en œuvre des opérations et interventions de l'agrégateur auprès des agrégés conformément au contrat d'agrégation (encadrement technique, approvisionnement en intrants

B. Justification

20. Les zones de montagne au Maroc offrent de multiples opportunités de développement rural en matière agricole et non agricole avec des spéculations à haute valeur ajoutée, un marché local en expansion et des possibilités d'exportation (si les conditions sont remplies en termes de valorisation et de marchés). De plus, le cadre réglementaire est propice pour une agriculture durable et responsable et le FIDA a acquis une bonne expérience dans le développement des zones de montagne, dans la mesure où la quasi-totalité de ses projets y a été consacrée.

21. Le programme agira sur la durée en vue d'obtenir une masse critique de résultats susceptibles de contribuer significativement au développement durable de la région. Le programme se caractérisera par la prise en compte globale de tous les volets du développement du territoire rural concerné, aussi bien socioéconomiques qu'environnementaux.

¹⁸ Sauf pour les unités de valorisation pour lesquelles les taux sont les mêmes et les plafonds presque les mêmes.

¹⁹ Idem que point 13 ci-dessus.

22. A travers les fonds GEF et ASAP, le programme vise également à appuyer la croissance durable et la préservation de l'environnement par la réduction des pertes post-récolte, l'optimisation dans l'utilisation des inputs et des ressources naturelles ainsi que par la promotion de la diversification dans la production agricole.
23. Le programme permettra aux bénéficiaires de répondre aux adversités climatiques en augmentant la productivité et l'efficacité générale du capital naturel disponible par des investissements diversifiés en milieu rural (AGR, emplois verts et création d'équipes métiers, valorisation des sous-produits et des produits dérivés, utilisation de sources d'énergie renouvelable, renforcement des filières agricoles peu valorisées, etc.).
24. Le programme aura un impact beaucoup plus large et intense que la somme des projets pris individuellement, de par l'ampleur de ses objectifs stratégiques, l'envergure géographique de son action et l'importance des investissements prévus. Il s'agit de renforcer les synergies avec les interventions futures des autres PTF, développer un partenariat entre les différents acteurs du monde rural et renforcer les capacités des organisations professionnelles agricoles.

II. Description du programme

A. Systèmes de production

25. Les systèmes de production dans les zones de montagne sont caractérisés par une intégration polyculture-élevage, une diversification des cultures et une intégration, au niveau de l'exploitation agricole, entre les cultures annuelles telles que les céréales (largement prépondérantes), les fourrages et le maraîchage (d'extension très limitée en irrigué), les légumineuses, et l'élevage.
26. Malgré la prédominance des céréales dans les systèmes de culture, celles-ci ne sont pas adaptées aux caractéristiques de ces zones. La stratégie globale du MAPM, en adéquation avec le développement des régions, s'est orientée vers le développement de la vocation des terres agricoles et dans cette optique, les zones montagneuses sont, par excellence, à vocation arboricole. En effet, la qualité agronomique moyenne des sols, la nature accidentée du relief et le climat rigoureux ne favorisent pas les cultures céréalières qui donnent de faibles rendements et accentuent les risques d'érosion. Ces limites dictent nécessairement une stratégie de développement de l'arboriculture fruitière en zone de montagne par reconversion des terres céréalières en spéculations fruitières. Ceci a amené le MAPM à envisager pour ces zones des programmes de reconversion vers l'arboriculture, beaucoup plus rentable et mieux adaptée à ces écosystèmes.
27. L'intégration du système de production se traduit d'une part, par la pratique de la jachère, l'utilisation des chaumes, la fauche d'herbes en vue de constituer du foin, l'utilisation de l'orge, du son de blé et de la paille pour subvenir aux besoins alimentaires des animaux, et d'autre part par l'épandage du fumier produit par les animaux pour fertiliser les champs, notamment pour les cultures maraîchères et arboricoles.
28. L'élevage joue un rôle déterminant en tant que capital productif et facilement mobilisable qui assure une disponibilité d'argent pour les frais d'alimentation du ménage et pour les frais occasionnels et imprévisibles ainsi que pour le financement des autres activités de l'exploitation. Le capital d'élevage constitue donc une soupape de sécurité pour l'économie de l'exploitation. En dehors des activités agricoles principales, les femmes pratiquent le petit élevage et l'artisanat.
29. L'intégration des sous-systèmes de cultures et d'élevage est manifeste lorsqu'on observe la provenance des fonds finançant les différents frais engagés dans les différentes activités. Il apparaît clairement que les cultures annuelles, l'arboriculture et l'élevage sont étroitement liés. En effet, le financement d'une dépense dans une activité est toujours fait à partir de recettes générées par une autre activité. Seule la céréaliculture ne fournit aucun revenu mais est maintenue pour l'autoconsommation (alimentation familiale et alimentation du troupeau). Le maraîchage est destiné surtout à l'autoconsommation et la vente limitée sur les souks avoisinants. Le système de production

fonctionne donc grâce aux flux monétaires entre toutes les composantes du système de production et la stratégie des agriculteurs est basée sur l'utilisation rationnelle de ces flux.

30. Mais, les systèmes de production se sont profondément modifiés au cours des dix dernières années. Les changements se sont accentués depuis le lancement du Plan Maroc Vert qui a apporté des nouveautés dans le système du financement agricole, et des aides et encouragements à l'investissement. On note de plus en plus une certaine intégration au marché des exploitations agricoles. On peut dire que les prémisses d'une spécialisation des zones de montagne en arboriculture fruitière sont déjà amorcées (surtout pour le pommier). De plus, les nouveaux investisseurs en zone de montagne ont créé un bouleversement des systèmes de production et des mentalités, accéléré par le PMV. Compte tenu de la dynamique des systèmes de production que connaît la région, il y a lieu de souligner les effets positifs de ces investissements sur l'économie locale d'une part, et les bénéfices des externalités environnementales et sociales. Bien entendu, il y a les risques liés aux aléas climatiques et aux fluctuations du marché.

31. L'arrivée de ces investisseurs a permis de véhiculer le progrès scientifique et technologique. De nouveaux concepts de gestion des exploitations et de cultures sont également introduits. On est passé d'une agriculture pluviale de subsistance à une agriculture moderne spécialisée, basée sur l'arboriculture fruitière (pommier, prunier, abricotier, cerisier) conduite sous système d'irrigation de goutte à goutte. On constate qu'au fil du temps, les territoires des zones de montagne étudiées connaissent des transformations profondes dues au changement économique, politique et social et aussi au progrès technologique. En effet, les productions se sont diversifiées et les investissements ont augmenté. L'extension de l'irrigation par pompage des vergers de rosacées révèle un nouveau mode d'agriculture intensive orientée vers le marché et la diminution du système de transhumance au profit de la sédentarisation ont permis une nouvelle organisation spatiale des territoires et illustre l'évolution des zones de montagne qui sont aujourd'hui non seulement des territoires de production mais aussi des territoires d'activités extra-agricoles liées essentiellement aux flux financiers engendrés par l'émigration d'une part et les travaux dans le secteur du commerce et du bâtiment d'autre part. Ainsi, la structure des revenus des exploitations agricoles est dominée de 20 à 25 % par les recettes des activités extra-agricoles (salaire des femmes de ménage en ville, émigration, commerce, etc.).

B. Organisation sociale

32. Sur le plan de l'organisation sociale, les jeunes ruraux sont de plus en plus conscients des enjeux que représente la montagne pour l'avenir du pays en tant que « château d'eau du Maroc ». La société civile commence à s'organiser pour devenir porte-parole des populations et promouvoir la culture locale et préserver les ressources naturelles. Les associations se sont multipliées, mais elles ne jouent pas encore pleinement leur rôle dans l'encadrement, la sensibilisation, la prospection de projets et de financements et la négociation avec les institutions en tant qu'interlocuteurs des agriculteurs pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de développement au niveau régional et local.

33. L'exploitation des ressources forestières pose des problèmes. L'acquisition de bois de chauffage se pose avec acuité principalement en hiver. L'érosion des terres en pente est commune à tous les sites. Elle est due au surpâturage et aux techniques de travail du sol. Aussi, l'organisation sociale coutumière autour de la Jmaâ s'avère extrêmement importante dans les domaines de l'utilisation et la gestion de la forêt et des parcours collectifs. Du coup, le concept de **l'autogestion participative des ressources naturelles** s'impose de lui-même en vue d'en rationaliser l'utilisation, de maintenir la cohésion et la solidarité sociale des ruraux, de promouvoir leur autonomisation en prenant en main la responsabilité de la durabilité des systèmes de production existants au niveau du terroir et des ressources naturelles.

34. En effet, l'existence d'une forte intensité de rapports de proximité soutient la capacité d'une économie locale à répondre aux enjeux de développement. A contrario, la déstructuration de ces rapports peut entraîner une perte de dynamisme. Ce rôle des liens de proximité semble notamment

important dans le cas de l'agriculture de montagne. En effet, dans les zones de montagne, la question de la proximité entre agriculteurs est très sensible du fait qu'ils partagent encore largement un même héritage culturel, les mêmes us et coutumes, l'usage et la gestion des ressources naturelles. Ce partage entraîne une forte proximité entre les agriculteurs. Cette proximité organisationnelle et relationnelle se traduit par l'existence d'un capital confiance issu de relations interpersonnelles développées sur le long terme.

C. Valorisation et marchés des produits agricoles

35. Les projets développés dans le cadre du Plan Maroc Vert sont bâtis sur le principe de l'agrégation comme outil de développement du secteur agricole dans les zones de montagne. Leur mise en œuvre réside dans la création d'un partenariat gagnant-gagnant entre l'amont productif et l'aval commercial et/ou industriel. **L'agrégation constitue une solution** pour contourner la problématique de l'exiguïté des exploitations et pour faire face au manque d'organisation dans le secteur agricole en zones de montagne. En effet, les petits agriculteurs qui constituent la majorité des exploitations agricoles au Maroc (70% ont moins de 2 ha) ont des capacités techniques et managériales faibles et ne possèdent pas les moyens financiers pour moderniser leur système de production et commercialisation. De leur côté, les agro-industries qui ne s'impliquent que rarement dans l'amont agricole, souffrent d'un approvisionnement irrégulier en matière première tant sur le plan quantitatif et qualitatif.

36. Les projets Pilier II s'inscrivent dans le cadre des **Plans Agricoles Régionaux** qui renseignent sur les orientations stratégiques et les filières phares en matière de développement agricole des régions. Ces projets sont entrepris selon une approche participative, se basent sur une agrégation sociale au sein d'un périmètre bien délimité et visent à développer une filière donnée avec une intégration amont-aval, tout en veillant à la bonne gestion des ressources naturelles.

37. Les agriculteurs partenaires (femmes et hommes) adhérant au projet sont regroupés en organisations professionnelles (associations, coopératives ou groupements). Ces organisations assurent le rôle de représentant vis-à-vis de l'administration prennent en charge, en tant qu'agrégateurs sociaux, la gestion du périmètre concerné par le projet, la gestion des unités de valorisation et les opérations de commercialisation. Ce type d'organisation n'exclut pas la possibilité d'associer un agrégateur privé au projet pilier-II dans un cadre contractuel avec les organisations professionnelles concernées afin de contribuer à une meilleure valorisation et commercialisation de la production issue du projet.

38. **Le terroir reste un produit-phare du Pilier II.** En vue de le promouvoir, l'ADA a initié en 2013 un programme de mise à niveau de 50 groupements d'exploitants, en vue d'améliorer la production et la qualité des produits et de perfectionner le mode de gouvernance des différentes organisations d'agriculteurs. A cet égard plusieurs actions ont été menées notamment dans ce sens le développement de partenariat de valorisation et commercialisation avec des opérateurs privés. Ainsi 200 produits ont été référencés dans les grandes et moyennes surfaces au profit de 29 groupements. En termes de labélisation, 15 signes distinctifs d'origine de qualité ont été reconnus (argan, safran, huile d'olive, la rose de Kalâat Magouna, la clémentine, le fromage de chèvre, les dattes et les grenades). Sous un autre volet, 139 unités de valorisation ont été créées (trituration, conditionnement et les centres de collecte du lait).

39. Dans la zone du programme, **les études de marché** relatives aux produits des filières agricoles ne sont pas nombreuses. Parmi les études identifiées, on peut citer: i) une étude²⁰ de la chaîne des valeurs de la filière pomme à Azilal ; ii) une étude²¹ de la chaîne des valeurs de la filière amande à l'échelle du Maroc ; iii) une étude²² sur la caractérisation, les modes de valorisation et de

²⁰ Rapport d'examen pour l'accès au grade d'Ingénieur Principal

²¹ Rapport : Analyse de la chaîne des valeurs des filières de l'amandier et du figuier, MCA, Maroc, juillet 2011

²² Rapport : étude du circuit de commercialisation et proposition d'une stratégie d'écoulement des produits finis du noyer, Fellah Conseil, Mai 2013.

commercialisation des produits du noyer du Haut Atlas et ; iv) une étude sur le caroubier à Azilal et une autre sur la production du lait à Séfrou. Aussi, on peut résumer les principaux points comme suit :

40. **Pour l'amande**, la superficie cultivée couvre 146'000 ha pour une production de près de 118'500 MT d'amandes en coque ; ce qui correspondrait à 23'940 MT d'amandes décortiquées. La production a presque doublé en 11 ans. Dans la province d'Azilal, la production en amande avec coque est de 8'750 T et 1'750 T sans coque alors que pour Séfrou, ces productions sont de 2'700 T et 540 T respectivement. Pour la province d'Azilal le pourcentage en production aussi bien en amande avec coque ou sans coque représente 8,5% de la production totale. Le marché de l'amande au Maroc est contrasté de par la diversité des utilisations de l'amande et aussi par la multiplicité des acteurs y intervenant. Les marchés de l'amande sont liés à l'utilisation mais aussi à la destination. Les modes de ventes et de commercialisation sont diverses selon les acteurs/marchés. Pour les producteurs, la commercialisation s'opère selon le mode directe ou vente sur pied. Généralement, les ventes sur pied sont opérées par des grossistes qui possèdent des moyens financiers importants et qui souhaitent dégager plus de marges tout en recourant au risque de chute de prix. Un risque qu'ils arrivent à gérer grâce à l'opération de stockage. Les ventes sur pieds sont un mode qui a été identifié surtout sur les grandes exploitations. Le recours à la vente sur pied augmente selon l'intensification. Environ 1/3 des producteurs modernes recourent à la vente sur pied contre 12% en semi intensif et seulement 4,6% en semi traditionnels. Chez les producteurs traditionnels, cette pratique est totalement absente. Pour la partie commercialisée, 37% d'amande est vendu directement en coque, 10% d'amande coque est vendue après stockage et le reste (29%) est vendu après concassage. Le tableau ci-dessous donne les prix moyen selon le produit.

Prix moyen de l'agriculteur selon le mode vente

Mode de vente	Prix (MAD/kg)
Vente en coque sans stockage	6,8
Vente en coque après stockage	8,5
Amande décortiquée /concassée	42

41. A l'international, le Maroc exporte très peu d'amandes. La production du pays suffit à peine à approvisionner le marché intérieur à des prix plus élevés que ceux du marché mondial à cause du tarif protecteur à l'importation. La quasi-totalité des exportations porte sur le faible pourcentage (environ 4%) d'amandes amères décortiquées produites au Maroc. Elles sont exportées pour la plupart en Allemagne pour être mélangées avec des amandes californiennes dans la fabrication de massepain et de pâte d'amande pour leur donner une saveur plus prononcée.

42. **Pour la pomme**, la production annuelle moyenne s'élève à environ 50'000 tonnes/an à Séfrou alors qu'elle n'est que de 6'000 tonnes/an à Azilal. Pour la commercialisation de la pomme, aucune étude n'a été réalisée pour Séfrou. Pour Azilal, la commercialisation des pommes se fait selon trois circuits. Selon le circuit empruntés, la pommes est vendue jusqu'à 1 à 2 mois avant la récolte, pour être mise en marché de 15 jours à 6 mois après la récolte. Les conséquences sur la formation des marges sont importantes. Ces marges varient de 2.16 à 3.22 MAD/kg selon le circuit de commercialisation. Le stockage dans des chambres froides entraine un gain net de 1,50 MAD/kg.

43. **Pour la noix**, la superficie est d'environ 4'500 ha avec une production de 11'000 tonnes en 2010 en noix non décortiquées. Le noyer est une espèce adaptée aux conditions pédoclimatiques de la haute montagne d'Azilal qui recèle un grand potentiel de production de noix constituant une source de revenus importante. La culture du noyer dans la région couvre une superficie de 730 ha, soit 16% de la superficie nationale. Les plants issus de semis transmettent une diversité génétique importante. La production en noix en coques est estimée à 3'000 Tonnes. Au Maroc, le circuit de la commercialisation de la noix est contrasté de par la diversité des utilisateurs que par la multiplicité des intervenants. Sur les marchés, on trouve surtout la noix en coque, les cerneaux de noix et l'huile de noix. Ces produits sont utilisés comme fruits secs consommés directement ou comme ingrédients de pâtisseries et de cuisine, ou produits transformés (glaces et autres). Une étude a été réalisée sur l'évolution de la marge brute et de la valeur ajoutée le long de la filière de la noix au niveau du Haut Atlas (source Fellah Conseil, Mai 2013). Il fort probable que les résultats de cette étude seront

proches du cas d'Azilal. Les résultats de cette étude ont montrés qu'au niveau du producteur, les prix de vente varient considérablement au cours de l'année, selon les périodes, les événements et les fêtes religieuses. A titre indicatif, le tableau ci-dessous montre les prix moyens de vente en fonction de l'acteur en équivalent de un kg de cerneaux (Moyenne annuelle des prix de vente de la noix en équivalent d'un kg de cerneaux = 333 pièces de noix en coques).

Acteur	Prix MAD/kg cerneaux
Producteur	68
Collecteur	90
Grossiste	102
Détaillant	115

Source: Fellah Conseil 2013

44. Il est à noter que le prix de vente de la noix au bout de la chaîne est multiplié par un facteur de 1,7 par rapport au prix de vente du producteur. La marge brute par segment de la filière de la noix au Haut Atlas est présentée dans le tableau ci-dessous :

Acteur	Marge Brute/Acteur/année (MAD)
Producteurs	5'067
Collecteurs	154'989
Grossistes	436'645
Détaillants	5'000

45. L'étude a montré que la valeur ajoutée du producteur n'est que de 5'800 MAD alors que celles des grossistes et de collecteurs sont respectivement de 437'000 et 155'000 MAD.

46. **Pour le caroube**, le Maroc est le deuxième pays producteur mondial. Le caroubier occupe une superficie de 30'000 ha. Il est localisé dans les plaines et les moyennes montagnes du Rif, du Moyen Atlas, du Haut Atlas et de l'Anti-Atlas et sous des bioclimats de type humide, sub-humide, semi-aride et aride côtier à variantes chaude et tempérée. Il est souvent en association avec l'olivier, le lentisque, le thuya ou l'arganier. La production du caroubier dépend essentiellement des précipitations. Elle est estimée à 25'000 T en gousses (4'800 T en graines). Elle n'a pas cessé d'augmenter depuis une quinzaine d'années. Dans la zone du programme (Azilal), la production est estimée à 5'000 tonnes en 2013, les projections du Plan du Maroc Vert pilier II prévoient une production en caroube dans la région d'Azilal de 26'000 tonnes/an en 2020.

47. Les prix de vente des caroubes varient selon les mois (5 MAD/Kg au mois d'août - septembre jusqu' à 9 MAD au mois de Avril-juillet) et selon les régions (3 à 4 MAD/kg dans le Rif, 5 à 9 MAD/kg ailleurs). Les graines seules sont vendues entre 22 et 32 MAD/kg. Il existe au Maroc une vingtaine d'unités de concassage, de transformation et de production de la gomme dont la capacité dépasse les 80 000 tonnes. A noter qu'il n'existe aucune unité de transformation dans la province d'Azilal. Les marchés de commercialisation se trouvent en trois régions commerciales: Marrakech, Agadir et Fès.

48. **Pour le lait** à Sefrou, la production annuelle en lait est estimée à 20 millions de litres/an, dont 4,5 millions commercialisés par le secteur organisé, soit 20% de la production totale. Le reste est transformé en lait caillé, « petit lait » et beurre. La collecte de cette production est assurée par 18 centres qui disposent d'une capacité de 29'000 litres/jour. Toutefois, le secteur souffre de plusieurs contraintes dont un coût de production très élevé qui varie de 2,28 MAD/l à 2,45 MAD/l comparé au prix de vente de 3,70 MAD/l à 3,20 MAD /l selon la qualité du lait, soit une marge brute qui varie de 1,08 DH/l à 1,42 DH/l, une dominance du colportage qui représente 82% du lait produit, l'insuffisance d'infrastructures pour la commercialisation, la production d'un lait de qualité et un faible taux d'encadrement des éleveurs.

49. Au Maroc, **les circuits de commercialisation des produits agricoles sont mal organisés**. Les circuits sont souvent traditionnels et induisent souvent des pertes post-récoltes élevées et une augmentation des prix des produits du simple au triple. Ces faiblesses peuvent être résumées comme suit:

- Inadéquation des technologies post-récoltes ;
- Nombre élevé d'intermédiaires ;
- Intégration faible entre producteurs et marchés et producteurs et transformateurs ;
- Moyens de transport inadéquats (notamment réfrigéré) ;
- Manque ou insuffisance des infrastructures adéquates relatives aux technologies post-récoltes tel que le triage, le calibrage, le stockage, l'emballage et le conditionnement ;
- faible dispositif assurance qualité ;

50. Tout cela, engendre un manque à gagner pour les producteurs. Il est évident que l'amélioration des circuits de commercialisation à travers la valorisation et la mise en place de technologies post-récoltes (triage, calibrage, stockage et conditionnement) sont des moyens d'augmenter la valeur ajoutée des produits des filières agricoles en zones de montagne qui peuvent profiter aux populations vulnérables tel que les femmes, les jeunes et les petits agriculteurs d'une manière générale.

D. Procédures de mise en oeuvre des Projets PMV-Pilier II

51. **Les projets Pilier II s'inscrivent dans le cadre des Plans Agricoles Régionaux** qui renseignent sur les orientations stratégiques et les filières phares en matière de développement agricole des régions. Les projets émanent des agriculteurs, des coopératives, des associations locales, des DRA, des élus, des chambres d'agriculture, etc. Ces projets sont entrepris selon une **approche participative**, qui se basent sur une agrégation sociale au sein d'un périmètre bien délimité et visent à développer une filière donnée avec une intégration amont-aval, tout en veillant à la bonne gestion des ressources naturelles. Les fiches projets sont développées et structurées selon une procédure utilisant les principales phases du cycle de projet (identification du projet, formulation de l'avant-projet, évaluation ex ante, préparation à la mise en œuvre du projet, organisation et contractualisation).

52. Les projets reposent sur une intervention de l'Etat moyennant un partenariat avec les bénéficiaires organisé dans le cadre d'organisations professionnelles. Ils s'appuient sur une agrégation sociale dans le cadre d'une vision filière de production intégrée. Aussi, ces projets sont des projets agricoles économiquement viables, socialement équitables et prennent en considération la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles.

53. Pour mieux cibler l'intervention de l'Etat dans le cadre du projet Pilier II, les critères d'éligibilité retenus sont les suivants :

- Projet s'inscrivant dans les orientations des Plans Agricoles Régionaux (PAR) ;
- Projet à caractère collectif (les projets individuels sont exclus) et émanant des besoins exprimés par les populations cibles qui s'engagent à contribuer **à hauteur d'au moins 20% du cout total du projet**;
- Projet s'inscrivant dans la dynamique de la lutte contre la pauvreté;
- Projet délimité par un périmètre dont la liste provisoire des bénéficiaires est établie;
- Projet respectant l'environnement;
- Projet qui prend en considération la dimension Genre;
- Projet intégrant l'écoulement de la production et le marché cible;
- Petits agriculteurs pauvres et/ou vulnérables dont **la moyenne de la superficie des bénéficiaires au niveau du périmètre ne peut dépasser 5ha.**

54. Le montage des projets du Plan Maroc Vert Pilier II est réalisé selon la démarche suivante :

Identification du projet

- Identification du périmètre
- Analyse du milieu physique et humain du périmètre
- Diagnostic participatif

- Identification des agriculteurs-partenaires de l'avant-projet

Formulation

- Elaboration du cadre logique
- Faisabilité sociale
- Faisabilité technique
- Faisabilité financière et économique
- Montage financier du projet
- Etude de marche et commercialisation
- Evaluation environnementale
- Elaboration du canevas projets
- Priorisation de l'avant-projet au niveau de la DRA

Evaluation, validation et Contractualisation

- Identification de l'organisation professionnelle porteuse du projet
- Etablissement de la liste définitive des bénéficiaires et identification des parcelles
- Définition du modèle d'agrégation et mise en place des structures d'agrégation

Mise en oeuvre et exécution

E. Zone d'intervention, ciblage et groupe cible

55. **Zone du programme.** Dans sa 1^{ère} phase d'exécution sur 5 ans (2015-2019), le programme couvrira les zones rurales de montagne au niveau des provinces de Séfrou et d'Azilal.

56. **Les critères de sélection des zones cibles** ont été définis en concertation avec le MAPM lors de la mission d'identification. Quatre (4) critères ont été retenus: i) taux de pauvreté et de vulnérabilité, ii) existence de potentialités à développer sous forme d'atouts socio-économique, infrastructurelle et climatique, iii) capacité institutionnelle à mettre en œuvre les activités et, iv) le nombre et la nature des programmes et projets existants dans la province.

57. **La stratégie de ciblage** du programme sera: i) géographique avec des interventions dans les zones agro-écologiques de montagne à forte incidence de pauvreté et de vulnérabilité; ii) socio-économique au niveau des communes rurales (CR), où les taux de pauvreté et de vulnérabilité sont élevés ou où des poches de pauvreté existent afin de réduire les écarts; iii) environnementale, dans des zones où la dégradation des ressources naturelles est importante soit sous les effets des changements climatiques et/ou des mauvaises pratiques agricoles affectant les populations les plus démunies et les vulnérables et; iv) selon le genre pour favoriser l'intégration des femmes et des jeunes la parité hommes-femmes.

58. Le programme ciblera divers groupes socio-économiques dont la typologie peut être présentée selon: i) la catégorie et le statut juridique des bénéficiaires (petits agriculteurs, petits éleveurs, petits apiculteurs des micro-entrepreneurs ruraux (hommes et femmes), petits entrepreneurs, porteurs d'initiatives économiques, des populations pauvres et vulnérables); ii) le positionnement dans les filières (producteurs, commerçants, artisans transformateurs, prestataires de services; et iii) la localisation (zone rurale, bassins de production, zones d'échanges commerciaux).

59. **La typologie des groupes cibles** au niveau des 2 provinces est la suivante:

- Petits et moyens agriculteurs disposant de 3 ha au maximum en irrigué et 20 ha en pluvial;
- Petits et moyens éleveurs disposant d'un effectif de 50 têtes d'ovins ou caprins au maximum;
- Apiculteurs disposant d'un savoir-faire et n'ayant pas encore les ruches ainsi que ceux ayant moins 30 ruches chacun en groupement de 15 adhérents et plus;
- Les « sans terre », les jeunes et les femmes ayant des qualifications pour réaliser des petits projets au titre des PME et activités génératrices de revenus.

60. **Le nombre total des bénéficiaires** durant la phase 1 du programme dans les deux provinces est estimé à environ 180'000 bénéficiaires directs (30'000 ménages) et 205'000 bénéficiaires indirects (32'500 ménages), soit au total 385'000 bénéficiaires directs et indirects (62'500 ménages) , environ 45% de la population totale des 2 provinces (Voir détails en appendice 2).

F. Objectifs de développement et indicateurs d'impact

61. **L'objectif global** du Programme est de contribuer à réduire la pauvreté (de 30% d'ici à 2030) et améliorer les conditions de vie des populations rurales des zones de montagne. L'objectif spécifique est de renforcer les populations cibles pour améliorer leurs revenus et leur résilience aux effets du CC, à travers la mise à niveau des chaînes de valeur basées sur la gestion durable des ressources naturelles et la diversification de l'économie locale. Les indicateurs de développement sont : i) les productions sont améliorées en quantité et qualité sans augmentation de la pression humaine sur les ressources naturelles; ii) les produits des filières cibles sont valorisés et les revenus des petits agriculteurs et éleveurs ont augmenté ; iii) les espaces verts non cultivés ou de cultures irriguées et non irriguées ont augmenté, iv) les groupes défavorisés, notamment les femmes et les « petits paysans sans terre » ont accès à des activités économiques en raison de la diversification de la production agricole et la création de nouveaux emplois ; v) les organisations professionnelles, les infrastructures rurales et les ressources naturelles sont mieux gérées, de façon durable et font face aux conséquences du changement climatique.

G. Effets et Composantes

Effets

62. Les effets attendus sont:

- Effet 1: L'augmentation de la production et la valorisation des produits ont amélioré les revenus des groupes cibles-
- Effet 2: La gestion des ressources naturelles et les activités de diversification renforcent la résilience des populations et des systèmes de production.

Composantes

63. Les objectifs du programme seront atteints par la mise en œuvre de 2 composantes techniques décrites comme suit:

- **Composante I**: «Développement et valorisation des filières agricoles»
- **Composante II**: « Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification »

Composante I «Développement et valorisation des filières agricoles»

64. Les zones montagneuses sont par excellence à vocation arboricole. Dans le cadre du PMV, le gouvernement a lancé plusieurs programmes de développement de l'arboriculture en zone de montagne. Les interventions du programme s'inscrivent dans le cadre d'une approche filière, par l'intégration synergique des différents maillons de la chaîne de valeurs (production, transformation, commercialisation et partenariats entre les différents acteurs de chaque filière). Le programme vise : i) l'amélioration de la **labellisation et commercialisation** des produits de terroir pour diversifier les revenus; ii) la **mise à niveau** du personnel pour gérer et entretenir les infrastructures; iii) la **formation des leaders** pour vulgariser les techniques innovantes, peu coûteuses et durables ; iv) **l'intégration des femmes** dans le cadre d'un développement durable du capital humain et de l'équité hommes-femmes et ; v) la **réhabilitation** du potentiel productif face aux effets du CC.

65. La composante I comprend 3 s/composantes : i) Filières végétales; ii) Filières animales» et iii) Infrastructures et aménagements hydro-agricoles.

S/Composante 1 «Filières végétales»

66. Le contexte agro-écologique et l'analyse SWOT en amont et aval des filières végétales sont donnés en appendice 4 et dans le DT1. Le diagnostic réalisé auprès des producteurs a révélé beaucoup d'insuffisances en amont et aval de ces filières dans : i) la conduite technique des cultures, ii) la gestion des ressources naturelles, iii) une quasi-absence de valorisation des productions et de stratégies de commerciales et, iv) des faiblesses dans l'organisation et la gestion administrative et financière des coopératives. Sur la base des résultats de la mission sur le terrain, les filières végétales identifiées sont :

- A Sefrou: le pommier, le prunier et le cerisier.
- A Azilal: le pommier, le noyer, l'amandier et le caroubier.

A SEFROU

67. **Pour le pommier**, les conditions climatiques sont favorables pour l'obtention de pommes de qualité, les ressources hydriques sont disponibles et les connaissances techniques et les pratiques des pomiculteurs sont assez bien avancées comparativement à d'autres régions pomicoles du Maroc. Les 2 aléas majeurs sont la gelée et la grêle. Les actions du programme vont se focaliser beaucoup plus sur la partie aval de la filière. La commercialisation des pommes dans cette région est vendue à 85% à des intermédiaires, 5% de la production est stockée dans des entrepôts frigorifiques à Agadir et 15 % est vendue directement par les producteurs au marché de gros d'Agadir. L'insuffisance du stockage induit des pertes importantes (30 à 40%) et affecte les capacités de négociation des producteurs pour tirer de bons prix de la vente de leur produit.

68. En amont, les actions porteront sur: i) une utilisation rationnelle des pesticides, des engrais et de l'eau d'irrigation dans un souci de protection de l'environnement, de préservation des ressources hydriques et de réduction des coûts de production; ii) une amélioration des techniques de taille, d'éclaircissage et de dates de récolte.

69. En aval, le stockage qui se fait dans des locaux non réfrigérés, induit un manque à gagner pour les producteurs (vente directe à des intermédiaires). Seulement 50% de la production en pommier est stockée dans des chambres froides ou à atmosphère contrôlée. Certains intermédiaires vont jusqu'à stocker les pommes en tas allongés et recouverts de vieux journaux et de plastique, ce qui nuit fortement à la qualité des pommes récoltées. A noter aussi, l'absence d'unités de valorisation des produits de cette filière, la méconnaissance de toutes les possibilités de valorisation de ces produits et le manque d'organisation des circuits de commercialisation. La transformation des pommes en produits de valeur ajoutée tel que le jus et vinaigre est encore artisanale. Aussi, un effort sera fait sur l'ensemble des maillons de la chaîne des valeurs de cette filière.

70. Dans ce cadre, le programme financera une unité de stockage frigorifique de pommes de 2'000 tonnes et une unité de transformation des pommes en jus et vinaigre (5T/J). Un effort sera fait également sur l'ensemble des maillons de la chaîne des valeurs, au niveau du triage, calibrage, emballage, conservation et commercialisation. **L'unité de transformation sera confiée à une coopérative de femmes** dont la mise en place sera appuyée par le programme. Des formations post-récoltes et sur les bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène seront dispensées aux membres des coopératives. (Les détails sont donnés à l'appendice 4 et au DT1).

71. **Pour le cerisier**, qui est une culture de haute montagne par excellence, de grandes opportunités existent: i) la cerise de Sefrou jouit d'une renommée nationale et culturelle; ii) la demande du marché dépasse l'offre; iii) le calibrage à l'emballage valoriserait mieux le produit et; iv) les variétés précoces peuvent être exportées en Europe avant la production de cette dernière.

72. En amont, les actions concerneront: i) l'élargissement de l'éventail variétal par le choix de variétés plus précoces et plus tardive que les variétés classiques actuellement en culture; ii) l'utilisation d'un matériel certifié indemne de maladies bactériennes; iii) l'adoption d'un itinéraire technique basé sur les bonnes pratiques agricoles en insistant sur les opérations taille, contrôle

phytosanitaire, gestion de l'irrigation, fertilisation et récolte. L'objectif est d'aboutir à un produit apprêté à une meilleure valorisation à l'aval.

73. En aval, le souci majeur des intervenants dans la filière cerise est la commercialisation, d'où la nécessité de conjuguer les efforts pour aboutir à une stratégie marketing de la filière qui répond aux attentes des agriculteurs. Le programme vise à : i) mettre en place des espaces d'échange et de partenariats entre les différentes régions concernées par le cerisier ; ii) mettre en commun les connaissances, les analyser, les améliorer et les diffuser et ; iii) identifier les opportunités offertes en matière de valorisation et commercialisation. Le programme financera les actions relatives à la commercialisation de ce produit à travers la mise en place des technologies post-récoltes tel que : techniques de récolte, triage, calibrage, emballage, transport, commercialisation et marketing.

74. **Pour le prunier**, le climat est favorable car ce dernier est moins exigeant en sol et en eau et contribue à réduire l'érosion des sols.

75. En amont, les actions viseront le financement de **75 ha de plantations nouvelles** et une optimisation des techniques utilisées (gestion de l'eau, taille et densités de plantation, récolte) pour l'obtention de fruits de gros calibres.

76. En aval, la seule technique de valorisation de ce produit est le séchage qui se fait dans des unités utilisant des séchoirs tunnels équipés de brûleurs à gas-oil. Malheureusement, les séchoirs de ces unités sont mal conçus. Les produits séchés dans ces tunnels sont souvent dépréciés par la fumée produite par ces brûleurs, ce qui conduit à un produit de mauvaise qualité, impropre à la consommation rendant ainsi sa commercialisation difficile. Dans ce cadre, le programme financera la **mise à niveau de l'unité de séchage de prunes** de Ain Timeguenai en modifiant le principe de fonctionnement des séchoirs (à air, ou en introduisant un aspirateur de fumée). De plus, des formations seront apportées au personnel de l'unité dans les techniques de séchage, les bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène et dans la commercialisation du produit fini.

A AZILAL

77. **Le pommier** a les mêmes atouts et contraintes que pour Sefrou, mais la filière se heurte aussi à des défaillances dans l'itinéraire technique. Cela amplifie le manque à gagner (en quantité et qualité) et le coût de production est élevé (mauvaise gestion des intrants, phytosanitaires notamment). Il y a également un manque d'infrastructures de stockage et l'absence d'unités agro-industrielles.

78. En amont, les actions viseront, l'extension des superficies par la **reconversion en pommier de 150 ha de sol céréalier** et, l'accompagnement des producteurs pour un produit de qualité à moindre coût.

79. En aval, le programme financera une **unité frigorifique supplémentaire de 600 tonnes**, une **station de conditionnement de 20 tonnes/j** et **deux unités de production de jus et de vinaigre** de pommes (5tonnes /J). Il appuiera la mise en place des signes distinctifs d'origine et de qualité et financera les formations dans le domaine des technologies post-récoltes et les bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène et de gestion pour le personnel des unités.

80. **La noix**, en tant que fruit sec non périssable joue un rôle de trésorerie chez le producteur. Elle occupe une place de choix dans les systèmes de cultures des hautes vallées de montagne du Maroc. La noyeraie d'Azilal, est constituée essentiellement d'arbres de semis qui lui confère une particularité de produit de terroir. Le noyer ne subit aucun entretien de la part des agriculteurs et par conséquent, 50% de la production n'est pas commercialisable. Ces pertes sont dues essentiellement aux maladies, (bactérienne notamment) et les ravageurs. Un itinéraire technique adapté permettrait aisément de réduire les pertes de qualité du produit.

81. En amont, les actions porteront sur : i) l'extension de **250 Ha de superficies supplémentaires** de noyer ; ii) le **renforcement des capacités** des producteurs et l'accompagnement de proximité pour **l'amélioration des rendements** et de la qualité des noix ; iii) la réhabilitation des noyers

existants en préservant leur caractère naturel ; iv) l'adoption d'itinéraires techniques adaptés aux systèmes de culture existants.

82. En aval, la filière est peu organisée et cela affecte le pouvoir de négociations des producteurs car la valeur ajoutée du produit profite plus aux intermédiaires. La production d'huile de noix se fait à l'échelle artisanale par des coopératives féminines utilisant du matériel non performant. Le concassage industriel et le conditionnement des cerneaux de noix est inexistant et se fait hors province. Le programme financera la mise en place d'une **unité d'enlèvement de brou, de séchage, de concassage et de conditionnement de noix de capacité 1,8 t/j** et le **renforcement de la coopérative Tikniouine d'huile de noix** (mise à niveau des équipements et locaux). Il accompagnera également les unités dans leur mise place pour obtenir les agréments nécessaires et appuiera la commercialisation du produit fini. **Les unités d'extraction de l'huile de noix et de concassage seront réservées aux groupements de femmes**. Le programme financera les formations dans les technologies post-récoltes et en bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène.

83. **L'amandier**, joue également un rôle important dans la trésorerie des petits agriculteurs durant les périodes de soudure. Cette spéculation revêt un intérêt particulier pour son développement vu son rôle dans la valorisation des terres marginales, mais aussi et surtout par le rôle de protection de l'environnement en tant qu'espèce de choix dans la conservation des sols et la lutte contre l'érosion. Toutefois, son développement en tant que filière est tributaire d'une politique nationale à mettre en place pour rééquilibrer les prix de l'amande sur le marché qui ont fléchi à cause des importations d'amandes à travers l'accord de libre-échange établi entre le Maroc et les USA. De plus, les rendements en pluvial étant précaires et faibles, la rentabilité de la culture n'est assurée que par des prix rémunérateurs sur le marché.

84. Le développement de la chaîne de valeur de l'amandier doit passer impérativement par une amélioration de l'itinéraire technique à l'amont de la filière pour augmenter les rendements et procurer un produit de qualité apte à la valorisation. Considérant les systèmes de culture existants et le milieu naturel de la culture de l'amandier, l'obtention de résultats appréciables à l'amont de la filière est tributaire de l'adoption d'un itinéraire technique simple, basé sur les bonnes pratiques agricoles adaptées au milieu d'Azilal.

85. Par conséquent, le développement de la filière suivrait deux voies: i) une approche pour valoriser le secteur traditionnel dans son contexte; et ii) une approche basée sur l'extension de nouvelles plantations avec des variétés performantes et adaptées à la région.

86. En amont, les actions du programme se focaliseront sur: i) **l'extension de 700 ha²³ de nouvelles plantations** d'amandier sur des terrains nus ou à culture céréalière non rentable, mais sous des conditions pluviométriques et édaphiques favorables; ii) les plantations de périmètres sur un espace continu, à l'image des périmètres MCA, en vue d'une prédisposition du design de plantation à une gestion commune aisée; iii) l'utilisation des variétés à floraison tardive, certifiées et performantes; iv) la mise en place d'ouvrages CES car les terrains sont en pente et sujets à l'érosion; v) le **renforcement des capacités** des producteurs sur l'entretien des jeunes plantations. Il est à noter que les agriculteurs concernés par ces nouvelles plantations connaissent peu sur la culture de l'amandier, ce qui nécessite le renforcement de leurs capacités.

87. En aval, la province d'Azilal est très connue par sa production d'amandes. Cette production est généralement vendue sans aucune valorisation. Cette situation prive les producteurs d'une valeur ajoutée potentielle qui profite plus aux intermédiaires. Le programme appuiera la **réalisation d'une unité de concassage et de conditionnement** de l'amande et de ses produits dérivés de 2t/j dans le cercle de Ait Mazigh, ainsi que les formations en relation avec les bonnes pratiques de fabrication, d'hygiène et de commercialisation.

²³ La DPA d'Azilal et l'ADA ont élaboré un projet de reconversion des céréales en plantations d'amandier dans ces communes sur 2'000 ha pour 830 bénéficiaires.

88. **Le caroube**²⁴ est considéré comme une espèce péri-forestière et présente d'énormes intérêts socio-économiques et écologiques. Grâce à son aptitude à développer différentes stratégies d'adaptation aux contraintes hydriques, cet arbre s'installe favorablement dans les zones arides et semi-arides. Cependant, la désorganisation de la filière constitue des obstacles majeurs au développement de la culture de cette espèce.

89. La problématique majeure du développement de la filière réside dans: i) les arbres de caroubier étant spontanés, ils couvrent les terrains de façon irrégulière par rapport à un verger d'arbres alignés; ii) la législation d'exploitation est sous le contrôle du HCEFLD, ce qui pose des problèmes d'entretien des arbres mais surtout de transport et commercialisation des gousses; iii) Les interactions continues entre la population et le département des Eaux et Forêts concernant les limites des parcelles privées et du domaine forestier; iv) le système d'exploitation pratiqué par les agriculteurs est plutôt un système de cueillette qu'un système de culture agronomique.

90. En amont, les actions à l'amont de la filière porteront sur: i) **l'extension de 500 ha²⁵ de nouvelles superficies** de caroubier en résolvant les contraintes liées au matériel végétal; ii) le renforcement des capacités des producteurs par des formations et l'accompagnement de proximité pour la gestion technique des caroubiers; iii) la réhabilitation des caroubiers existants en préservant leur caractère naturel.

91. En aval, la demande importante en produits locaux ouvre des opportunités de valorisation²⁶ de la production de cette filière. Le programme financera la **mise en place de deux unités de concassage et d'emballage et une unité de fabrication de gommier**. Il financera l'accompagnement dans leur mise place pour assurer l'acquisition des agréments. Il appuiera la commercialisation du produit fini et les formations en technologies post-récolte et les bonnes pratiques de fabrication et hygiène pour le personnel de ces unités.

92. **La mise en oeuvre de la s/composante 1 « filières végétales »**, sera confiée en amont à l'ONCA qui sera appuyée par de l'assistance et des équipes métiers pour le renforcement des capacités de proximité qui sera fait dans des « champs écoles ». Il est à noter que certaines études (i.e. CIHEAM: Cahiers Options Méditerranéennes), confirment le faible ratio agriculteurs/vulgarisateur. Il s'agit d'un taux d'encadrement moyen de 1 technicien pour près de 2 400 hectares de surface agricole utile ou de 1 technicien pour 427 exploitants agricoles. Les projets de valorisation des produits arboricoles retenus par le programme seront confiés à **des agrégateurs potentiels** (coopératives, secteur privé chambres d'agriculture ou d'industrie) qui vont gérer et assurer la commercialisation des produits agricoles de ces unités. *Les détails sont donnés à l'appendice 4 et dans le DT1.*

S/Composante 2 « Filières animales »

93. Les données relatives aux potentialités et contraintes des filières animales sont données en appendice 4 et dans le DT1. Les filières identifiées dans le cadre du programme sont, **les viandes rouges (ovine/caprine), l'apiculture et le lait**.

Viande rouge (ovine/caprine).

94. L'élevage est historiquement la principale source de revenus et emploie une grande partie de la population. De plus, les petits ruminants permettent de valoriser les ressources sylvo-pastorales ligneuses fort étendues en moyenne et haute montagne, ainsi que les ressources fourragères des jachères et des sous-produits des cultures.

²⁴ Le Maroc est le deuxième producteur mondial de graine de caroube après l'Espagne.

²⁵ La DPA d'Azilal et l'ADA ont élaboré un projet de reconversion de 2000 ha de sole céréalière en plantations de caroubier au profit de 912 bénéficiaires dans 16 communes rurales localisées dans la partie ouest de la province.

²⁶ La valorisation de la production estimée à 4'000 tonnes se fait à travers la transformation mais hors de la province d'Azilal.

95. La demande du marché pour les ovins et les caprins est importante, que ce soit au niveau local et provincial (souks hebdomadaires, Aïd) que régional (Fès, Béni Mellal) et national (Agadir pour les caprins d'Azilal, fêtes de l'Aïd). Au niveau national, le PMV accorde une grande importance au développement de la filière des viandes rouges, notamment ovine et caprine, comme en témoigne le contrat-programme signé entre le Gouvernement et la Fédération Interprofessionnelle des viandes rouges (FIVIR) (source : www.fivir.ma). De plus, il existe un cadre de regroupement des éleveurs, avec l'Association nationale des producteurs de viandes rouges (ANPVR), l'Association nationale des éleveurs d'ovins et de caprins (ANOC) et l'Organisations des éleveurs (coopératives d'élevage, groupement ANOC et autres en cours de création).

96. Toutefois, la filière ovine/caprine souffre d'insuffisances en matière: i) d'infrastructures d'élevage (points d'eau, abris); ii) de conduite de l'élevage (hygiène des locaux, alimentation, santé, reproduction, sélection); iii) d'accompagnement et de formation; iv) d'organisation en vue d'une meilleure gestion des contraintes climatiques et des ressources sylvo-pastorales et ; v) de valorisation et commercialisation des productions. Il faut également souligner la forte dépendance de l'élevage vis à vis des forêts et parcours en moyenne et haute montagne. Il y a également une forte intégration de l'élevage dans l'espace cultivé en zone de piémont et basse montagne (jachère, chaumes) avec une grande vulnérabilité aux épisodes de sécheresse et, la vulnérabilité de l'élevage, en zone de moyenne et haute montagne au froid hivernal et aux implications des chutes de neige.

97. L'état actuel de la conduite alimentaire indique que des progrès sont à faire à travers un programme de renforcement des capacités des éleveurs. L'appui pour l'achat groupé de l'aliment de bétail (notamment avec la construction de locaux de stockage pour les groupements et coopératives) serait de nature à réduire les coûts de la supplémentation. Toutefois, à long terme, étant donné l'importance des ressources sylvo-pastorales dans le bilan fourrager, la durabilité de la production des petits ruminants devra passer par l'amélioration de ces ressources ainsi que de la productivité des céréales et des cultures fourragères. Les pathologies dominantes sont celles causant des mortalités (entérotaxies) et les parasitoses internes et externes ayant des incidences économiques. Un renforcement de la prophylaxie est par conséquent nécessaire pour améliorer la productivité. Les actions prophylactiques sur les petits ruminants concernent les maladies contagieuses pour lesquelles existe un programme d'épidémiologie-surveillance.

98. Au niveau de chaque province, le programme appuiera le **renforcement des groupements d'éleveurs** existants et la création de nouveaux groupements, en **partenariat avec l'ANOC**, à travers notamment des actions de formation en matière de conduite des élevages, promotion des AGR, voyages d'échange ainsi que la construction de locaux pour le stockage d'aliment de bétail. Un partenariat sera également développé avec **l'ONSSA pour la prophylaxie** des troupeaux pour les éleveurs membres des groupements ANOC mais également ceux qui ne sont pas membres. Des plans d'amélioration des ressources fourragères sylvo-pastorales et cultivées et des démonstrations de fertilisation des pelouses de montagne, l'aménagement de points d'eau, démonstrations de plantation fourragères intercalaires seront mises en place dans les localités pilotes où les conditions requises sont réunies (adoption par un groupe d'agriculteurs disposant de parcelles sur un terroir pouvant être planté et respecté). *Les activités retenues dans la filière viande rouge (ovine/caprine) par province sont détaillées à l'appendice 4 et dans le DT1.*

Filière lait

99. Le Plan Maroc Vert préconise d'en faire une filière compétitive à l'horizon 2020. A cet effet, le Gouvernement et la Fédération Interprofessionnelle Marocaine du Lait (FIMALAIT) ont établi un contrat-programme (2010-2014) qui constitue le cadre de référence pour le développement et la mise à niveau de la filière. Ce programme vise le développement de la productivité pour atteindre les standards internationaux à travers l'augmentation massive de la production à des coûts compétitifs. L'intervention du programme ne concerne que la province de Séfrou qui possède des atouts dans le développement de la filière lait. La production laitière dans la région de Séfrou est estimée à 20 millions de litres et le volume du lait usiné n'est que de 7,2 millions de litres. Le reste de la production est transformé en petit lait, lait caillé ou beurre sans grande valeur ajoutée. Il existe actuellement huit

centres de collecte du lait, logés dans des bâtiments mal conçus qui ne répondent pas aux normes des bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène et ceci affecte la qualité du produit et par conséquent sa commercialisation. Dans ce cadre, le programme financera la **construction de locaux** pour les huit centres et les renforcera par des équipements de collecte (bidons inox) et de contrôle de la qualité du lait (lactodensimètre, etc.). Des **formations en bonnes pratiques** seront dispensées au personnel de ces centres. Chaque centre sera géré par une coopérative de production de lait. Le programme financera également la **construction de 8 magasins** pour le stockage d'aliment du bétail. La mise en oeuvre sera confiée à un agrégateur potentiel identifié, la Centrale laitière (Groupe Danone). Voir détails dans le DT1.

Filière miel

100. L'apiculture permet une grande diversification de la production qui généralement n'est pas encore bien exploitée, ni par les apiculteurs ni par leurs coopératives. L'apiculture est dans l'ensemble un secteur sensible à la vulnérabilité climatique. La qualité et la quantité du produit sont étroitement liées à l'état de santé de l'écosystème dans lequel opèrent les abeilles et les apiculteurs. *Les détails sont donnés au niveau de la composante II (Diversification et amélioration de la qualité des produits et sous-produits de la filière Miel) et à l'appendice 4).*

S/composante 3 : « Infrastructures et aménagements hydro-agricoles »

101. Les zones du programme se trouvent en haute montagne et sont localisées en amont des bassins hydrauliques des deux provinces. Elles possèdent des ressources en eau superficielles et souterraines importantes. Malgré les déficits en eau enregistrés dans l'ensemble des deux bassins, leurs PDAIRE²⁷ montrent qu'il y a un équilibre entre les apports et les demandes en eau d'irrigation. On note également l'existence d'une expérience importante en matière de conduite de cultures arboricoles et d'élevage. Les droits d'eau au niveau de ces zones sont à majorité liés à la terre ce qui assure l'exploitation de la ressource avec la terre et empêche la spéculation dans l'eau. Dans la province d'Azilal, le mode d'irrigation économe d'eau n'est pas encore bien introduit mais le besoin est pressenti par les petits agriculteurs. Les contraintes résident dans la procédure administrative pour l'établissement des dossiers de subventions et le manque de connaissances des mécanismes de gestion de l'irrigation. Dans cette province, les petits agriculteurs ne disposent pas de documents officiels attestant la propriété des exploitations, par conséquent il est difficile de présenter des demandes de subvention et de profiter des incitations à la reconversion en irrigation économe d'eau.

Aménagements hydro-agricoles

102. Le diagnostic des infrastructures d'irrigation des périmètres présentent des défaillances et nécessitent des interventions en vue d'améliorer l'efficacité du réseau et augmenter la ressource en eau disponible. De plus, au niveau de la zone de Sefrou, un nombre important de petits agriculteurs, se sont reconvertis en système goutte à goutte (40% de la superficie du périmètre), sans aucune formation dans le domaine de gestion de l'irrigation et continuent à irriguer leurs parcelles sans calendrier ni critères de besoins en eau. Les actions prévues portent sur : i) les **études sur les ressources en eau** dans chaque province ; ii) la construction **d'ouvrages de dérivation**, le captage de sources d'eau, la **réalisation de seguias en béton** et bassin d'accumulation; iii) le **drainage** et les équipements d'irrigation **goutte à goutte**. Dans le souci de développer des économies d'eau, ces aménagements seront menés en complémentarité et synergie avec les actions développées en ce sens dans la composante II. *Les détails sont donnés au niveau de la composante II ci-après, à l'appendice 4 et dans le DT2.*

²⁷ Plan Directeur d'Aménagement intégré des Ressources en eau.

Pistes rurales

103. Le programme vise la **réhabilitation et la stabilisation de 103 Km de pistes pour désenclaver les sites de production** dans les communes rurales de la province de Sefrou (13 km) et celles d'Azilal (90km). L'exécution des pistes sera faite sur la base d'une étude technique qui définira les caractéristiques et l'emplacement des ouvrages. Le contrôle de la qualité des travaux sera confié à un laboratoire. Un atelier sur l'entretien et la maintenance des pistes sera réalisé dans chaque province et regroupera tous les partenaires locaux afin de sensibiliser et de détailler les tâches de chacun sur les différents modes de gestion des pistes rurales.

104. *Les conditions de mise en oeuvre de la S/composante 3 sont données en appendice 4 et dans le DT1.*

Composante II « Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification

105. La composante II comprend deux s/composantes : i) Optimisation de l'utilisation des ressources naturelles et restauration des services éco-systémiques; ii) Technologies d'adaptation au CC et diversification.

106. La **sous-composante 1** aborde la **lutte contre la vulnérabilité climatique par l'efficience et l'optimisation de la production en amont et en aval** dans les filières agricoles identifiées et déjà objets d'investissements et considérées comme stratégiques dans les deux provinces de Sefrou et Azilal.

107. La **sous-composante 2** vise à promouvoir la **résilience au changement climatique par la diversification de la production** et de la répartition des activités économiques rurales grâce à un plus grand nombre de domaines et de sujets économiques par rapport aux catégories les plus vulnérables comme les femmes, les jeunes et les sans terre.

S/composante 1 « Optimisation de utilisation des ressources naturelles et restauration des services éco-systémiques »

108. Cette sous-composante permettra d'améliorer l'indicateur visant à mesurer la variation positive de l'index d'optimisation des systèmes de production par au moins 70% des producteurs. L'optimisation de l'index des systèmes de production sera mesurée en rapportant une série de paramètres tels que: i) le rapport coût-bénéfice en termes de qualité et quantité de la production, ii) la réduction des pertes post-récolte ; iii) la **réduction des coûts de gestion** des déchets, notamment par leur réutilisation ; iv) la réduction des coûts des intrants, les coûts de l'énergie, de l'eau, du transport, des produits phytosanitaires, etc. La variation positive de l'indice de vulnérabilité (RUSLE²⁸) peut être mesurée en calculant la diminution de la perte de sol en raison de l'augmentation des terres mises en culture, en particulier dans les zones à risque d'érosion plus élevé dans lesquelles les techniques d'irrigation optimisée sont adoptées.

Opérations spécifiques et assistées d'efficience énergétique

109. Les dépenses énergétiques dans le secteur agricole représentent l'un des aspects qui pèse le plus tout au long de la filière. L'optimisation des pratiques agricoles en matière d'énergie vise un double objectif: i) Réduire les coûts pour les petits agriculteurs et éleveurs ; ii) Introduire des pratiques durables par rapport aux effets du CC. En cohérence avec l'approche de cette composante, le programme réalisera des études préalables de faisabilité technique et économique ayant comme objet l'efficience énergétique des unités de réfrigération et de transformation déjà prévues par la composante 1 :

²⁸ Revised Universal Soil Loss Equation

- Etudes et réalisation d'un **système énergétique optimisé pour la réfrigération** et de conditionnement intégré pour unités de valorisation des sous-produits et produits dérivés pour les pommes (jus de pomme, vinaigre) ;
- Etude et réalisation d'un **système énergétique optimisé pour le séchage et la réhydratation des prunes** avec une unité de valorisation des sous-produits et produits dérivés des prunes (confiture et autres) ;
- **Reconversion à l'énergie solaire** pour des centres de production de miel et ses dérivés ;
- Etude et installation d'un système énergétique optimisé pour le **traitement du caroube**.

110. Une série d'interventions concernera Sefrou et Azilal sur **l'efficacité énergétique du pompage de l'eau des puits** qui sert à irriguer des portions de terrain avec le **système du goutte à goutte**. L'alimentation des puits en énergie solaire concernera à Sefrou, le secteur des prunes et le secteur des pommes. A Azilal, l'augmentation des parcelles cultivées autour des champs déjà irrigués avec la méthode gravitationnelle sera obtenue par un système de pompage à l'énergie solaire relié à un équipement goutte à goutte ainsi que par la création de petits bassins de recueillement des eaux. Les interventions seront accompagnées par :

- **Une assistance technique** à la manutention et à la gestion des installations, pour maintenir un haut degré d'efficacité et pour aider les bénéficiaires à les utiliser correctement;
- **La formation directe** des bénéficiaires afin que s'opère un transfert de compétences dans les technologies apportées;
- **La création "d'équipes métiers"** de jeunes et de femmes concernés par la constitution sur place de petites entreprises de services techniques pour l'installation et la manutention des équipements introduits par le programme en mode expérimental (voir détails sous composante II "Diversification des emplois « verts » liés à la résilience au CC");
- **Des échanges des compétences** acquises entre les bénéficiaires des installations provenant de régions différentes et employés dans des secteurs différents, afin qu'ils puissent apprécier les avantages respectifs obtenus par l'efficacité énergétique.

111. Enfin, le programme réalisera une **étude sur les subventions, produits financiers de microcrédit**, dirigés vers l'investissement dans le secteur de l'efficacité énergétique disponibles au Maroc, tant du côté du secteur public que privé. Ces produits et les modalités pour y accéder constitueront une partie intégrante du paquet d'informations et des contenus à transférer aux bénéficiaires des actions mentionnées ci-dessus.

Opérations spécifiques et assistées d'économie d'eau

112. L'objectif est l'amélioration des performances techniques de l'utilisation de l'eau et assurer la durabilité dans les périmètres irrigués par : (i) l'amélioration des pratiques de l'irrigation par un meilleur pilotage et une bonne gestion (ii) l'utilisation de techniques d'irrigation économes en eau, (iii) la constitution, l'encadrement et la formation des AUEA pour une meilleure appropriation et gestion des infrastructures d'irrigation. Pour atteindre ces objectifs, les actions prévues sont:

- **La réalisation d'une étude sur les ressources en eaux** souterraines au niveau des deux provinces.
- **La reconversion du système d'irrigation** à Azilal. Le programme prévoit la réalisation des équipements de tête (prise sur l'oued et forage en complément, station de tête, filtration et irrigation quant aux bénéficiaires qui seront regroupés en AUEA, ils se chargeront des équipements internes (équipement à la parcelle, rampes, goutteurs ...).
- **La gestion de l'irrigation**, par l'équipement de 6 à 7 exploitations totalisant 5 ha en matériel d'irrigation localisé. Ces exploitations vont servir de "champs écoles" pour d'autres actions de renforcement des capacités.
- **La formation-animation des AUEA**, pour les rendre capables de conduire une agriculture irriguée durable, rentable et de gérer leur vie associative de façon satisfaisante et autonome. Le contenu de cette formation sera conduit en modules de gestion technique et autres modules concernant l'irrigation goutte à goutte.

- **Des visites d'échanges** et de transfert de compétences entre les bénéficiaires des installations provenant de régions différentes (A Sefrou l'utilisation du système goutte à goutte est plus répandu qu'Azilal), pour apprécier et évaluer les avantages et promouvoir un auto-apprentissage horizontal des technologies introduites.

Optimisation des traitements phytosanitaires et pratiques agricoles adaptés au CC

113. Ce volet a pour finalité de développer des actions de sensibilisation et de formation des petits agriculteurs sur la lutte chimique et les alternatives de lutte intégrée. Pour cela, le programme appuiera l'ONSSA et l'ONCA dans leurs rôles respectifs d'organisation et de contrôle de la profession (vendeurs de produits phytosanitaires) et de conseil aux agriculteurs. L'utilisation excessive de produits chimiques tels que les pesticides et les engrais est un autre exemple de mauvaise pratique qui détermine des effets négatifs à la fois sur l'économie agricole avec la perte de biodiversité, l'érosion des sols et les conséquences sur la désertification. Une amélioration des compétences acquises entre les producteurs et leurs coopératives dans l'optimisation des techniques de production et l'utilisation rationnelle de produits phytopharmaceutiques conduira à accroître la marge de productivité des cultures et à réduire les coûts de production.

114. Aussi, des **actions d'accompagnement sur la gestion des pesticides et engrais** seront réalisées dans les deux provinces afin de réduire : i) la pollution de l'environnement en raison de l'utilisation excessive des intrants ; ii) les résidus dans les fruits ; et iii) le coût de production chez le producteur. Les interventions à mener sont :

- **Des appui-conseils** par les ingénieurs et techniciens des structures de proximité de l'ONCA ;
- **Des champs-écoles** organisés et conduits par les agriculteurs eux-mêmes et animés par les structures de proximité de l'ONCA ;
- **Une assistance technique** de proximité au niveau des exploitations agricoles et des unités de valorisation des productions dans l'optimisation de la consommation d'eau et d'énergie, notamment par l'utilisation de sources d'énergie renouvelables ;
- **Des équipes-métiers** organisées sous forme de coopératives de services constituées de jeunes techniciens pour la réalisation d'opérations techniques spécifiques et de fourniture de services divers pour les petits producteurs ;
- **Des visites d'échanges** entre agriculteurs, visant un transfert horizontal d'expériences (*peer to peer*) et une sensibilisation réciproque à la gestion des pesticides et des fertilisants.

115. Pour soutenir la prévention et la résilience dans les risques climatiques, **des postes météorologiques** seront réalisés pour l'achèvement du réseau de prélèvements déjà existants dans les régions prises en considération. Le renforcement du système de monitoring météorologique et climatique aboutira à une importante fonction préventive dans la lutte à la vulnérabilité climatique et dans la défense de la production agricole contre les effets du CC. Avec le réseau de postes météorologiques, le programme développera un **système de diffusion des informations** liées directement aux besoins des agriculteurs, en collaboration avec l'ONCA et qui s'appuieront sur les canaux radiophoniques, télévisuels et téléphoniques (sms).

S/composante 2 « Technologies d'adaptation au CC et diversification »

116. Cette sous-composante vise surtout à influencer sur : i) la variation positive de l'index de la production agricole locale ; ii) la variation positive de l'index des métiers ruraux (éclaté selon les genres) et ; iii) l'augmentation d'au moins 30% de la demande de conseil agricole en matière d'adaptation au CC dans les zones cibles.

117. Pour encourager l'adaptation progressive des cultures au CC et la résilience des communautés rurales aux phénomènes de vulnérabilité environnementale, il est nécessaire d'**introduire une approche systémique et intégrée** avec laquelle, le programme soutiendra les processus du développement rural. Une telle approche devra tenir compte, des facteurs suivants : i) le modèle traditionnel de la filière, la transformation et la commercialisation des produits, ii) la diversification des

pratiques fonctionnelles de la production agricole dans les filières phares, et iii) la diversification des pratiques de valorisation des productions « mineures ».

118. C'est en grande partie, à travers **la diversification des cultures et des savoirs** qui s'y rattachent, que la population rurale peut adapter ses propres pratiques culturelles et lutter contre la vulnérabilité climatique. Les avantages et les effets possibles de la diversification sont multiples : i) la répartition des risques (non seulement climatiques) entre les différentes cultures ; ii) la redistribution des revenus à un plus grand nombre de ruraux ; iii) le développement de compétences liées à la production, transformation et commercialisation, iv) un éventail plus large de produits qui représentent davantage le potentiel productif des régions de montagne.

119. La diversification et l'adaptation des technologies aux phénomènes du CC, en plus de représenter un instrument efficace de lutte contre la pauvreté et contre la marginalité économique de certaines franges de la population rurale (notamment les femmes, les jeunes et les sans terre), posent les bases pour un réaménagement de la pression anthropique sur des territoires fragiles, la surutilisation des nappes phréatiques et la raréfaction de la couverture végétale, suite à des pratiques de culture portées vers la monoculture intensive et réalisées au moyen d'un usage non optimisé des inputs.

120. La diversification de la production par rapport aux cultures principales préfère en outre des productions dont les caractéristiques répondent mieux que les autres aux phénomènes de vulnérabilité climatique en contribuant activement à la restauration de la biodiversité et aux phénomènes d'érosion et de désertification des sols. L'apiculture, la culture du caroubier, du noyer, des plantes aromatiques et médicinales (PAM), l'agriculture mixte qui intègre l'arboriculture et l'horticulture sont des domaines qui, bien que traditionnellement présents dans les régions d'intervention, se révèlent peu valorisés et insuffisamment répandus malgré leur potentiel. Miser sur le renforcement de ces filières « mineures » détourne en premier lieu l'attention sur les cultures plus exigeantes sur le plan des ressources naturelles, à cause de la quantité d'eau et d'énergie qu'elles exigent, de l'usage de produits phytosanitaires, et des modalités intensives et qui tendent à la monoculture qui appauvrissent le sol.

121. Cette sous-composante aborde les aspects de lutte contre la vulnérabilité climatique à travers le développement des volets suivants :

- Plans participatifs de gestion des ressources naturelles, pour l'adaptation des filières agricoles et la résilience des populations rurales au CC ;
- Diversification en apiculture et amélioration de la qualité des produits et sous-produits de la filière miel ;
- Valorisation des produits agricoles traditionnels ;
- Création d'emplois « verts » liés à la résilience au CC.

Plans de gestion participative des ressources naturelles

122. Les plans participatifs de gestion des ressources naturelles porteront sur **la valorisation de produits dominants (noix, miel, caroube)** par la diversification de la filière et la création d'un système générateur de services et d'activités rurales différenciées, utiles pour créer de l'insertion économique en direction des catégories désavantagées de bénéficiaires, comme les petits agriculteurs, les journaliers sans terre, les femmes et les jeunes.

123. L'approche participative a pour but de tirer bénéfice des savoirs et des potentialités locales, tant en termes techniques, que socio-culturels, pour construire avec les acteurs directement intéressés, des processus de développement local centrés sur la valorisation et la sauvegarde des ressources naturelles du patrimoine collectif de la communauté de référence.

124. Les actions proposées portent sur **deux typologies de planification**, visant toutes les deux la gestion des ressources naturelles, pour l'adaptation des filières agricoles et la résilience des populations rurales au CC :

- **Au niveau « produit » : 4 plans de développement** seront conçus pour faire face au changement climatique et l'utilisation durable et optimisée des ressources naturelles dans les secteurs de l'apiculture à Sefrou et Azilal et, de la noix et du caroube à Azilal.
- **Au niveau « écosystème » : 2 études de système de gestion** et création de valeur dans les contextes ruraux circonscrits et intégrés, caractérisés par une forte propension à la diversification de la production et à l'adaptabilité climatique.

Diversification et amélioration des produits et sous-produits de la filière Miel

125. L'apiculture permet une grande diversification de la production qui généralement n'est pas encore bien exploitée ni par les apiculteurs ni par leurs coopératives. L'apiculture est dans son ensemble un des secteurs les plus sensibles à la vulnérabilité climatique. La qualité et la quantité du produit sont étroitement liées à l'état de santé de l'écosystème dans lequel opèrent les abeilles et les apiculteurs. Au-delà du soutien à la production de miel, l'intervention est dirigée vers le développement d'activités liées à la production et à la commercialisation de gelée royale, de propolis, de pollen, cire d'abeilles, poison (utilisé comme agent inflammatoire) à l'élevage de reines, sans oublier la construction de ruches, de manière à renforcer le secteur et rendre les profits plus avantageux.

126. En amont, les activités porteront sur **le renforcement de l'organisation des apiculteurs/trices**, par la formation des membres des coopératives et de l'Union apicole dans chacune des deux zones du programme. Il faut également un accompagnement et un suivi de proximité à travers le recrutement d'une assistance technique, l'aménagement de locaux, l'acquisition de matériel d'extraction, la gestion des coopératives (partenariat avec l'ODCO et un prêt adapté), l'acquisition de ruches pleines, la formation des apiculteurs (trices) et l'apprentissage des apiculteurs et de leurs fils. Le processus de labellisation pour le miel et la rédaction du cahier des charges seront menés par des spécialistes en apiculture.

127. Pour la filière miel, les actions portent sur : i) l'apprentissage des membres de coopératives apicoles dans des institutions spécialisées ou chez des apiculteurs professionnels dans d'autres régions du pays ; ii) le suivi régulier des ruchers par une assistance technique, iii) la formation en matière de diversification des produits de la filière en particulier la production de gelée royale, de propolis et d'élevage de reines.

128. Une activité **d'expérimentation et de recherche** liée au contrôle du potentiel productif et commercial dans la production de pollen, cire d'abeille, poison (utilisé comme agent inflammatoire) sera menée afin d'élargir l'éventail des débouchés possibles de la filière. L'appui par la recherche-développement sera fourni sous forme d'une **étude sur la caractérisation des potentialités mellifères et des miels**. L'accompagnement des coopératives et des apiculteurs/trices par l'assistance technique sera fourni à travers le recrutement d'un spécialiste en apiculture. Une attention particulière sera accordée aux **organisations féminines** notamment dans la valorisation des produits agricoles liée à l'apiculture (PAM, caroube, etc.).

129. A Sefrou, le renforcement du maillon production sera basé sur: i) la fourniture de ruches peuplées au profit de coopératives dynamiques adoptant les bonnes pratiques de production et participant à la formation; ii) le renforcement des capacités des apiculteurs (trices) à travers l'apprentissage ainsi que l'organisation de sessions de formation en techniques de production, conduite sanitaire du rucher et confection des ruches.

130. A Azilal, le renforcement de l'organisation inclura: i) l'aménagement des locaux pour la coopérative à Ait M'Hammed disposant du foncier nécessaire; ii) l'accompagnement des apiculteurs (trices) de la coopérative à travers un partenariat avec l'ODCO (et au-delà du financement GEF). Le renforcement du maillon production sera basé sur: i) la fourniture de ruches peuplées au profit de coopératives dynamiques adoptant les bonnes pratiques de production et participant à la formation; ii) le renforcement des capacités des apiculteurs (trices) à travers l'apprentissage ainsi que l'organisation de sessions de formation en techniques de production, conduite sanitaire du rucher et confection des ruches.

Valorisation des produits agricoles du terroir liés à la résilience au CC

131. En raison du surpâturage, la gestion durable des ressources naturelles des zones pastorales est une préoccupation majeure. Dans les zones pastorales de la région, le taux d'érosion des terres est très fort en raison de la surexploitation. Dans les zones d'intervention il existe de nombreux produits qui ne sont pas suffisamment valorisés. Ces produits présentent des caractéristiques intéressantes du point de vue commercial et ils apparaissent comme des remparts face aux phénomènes de dégradation et l'appauvrissement des ressources en terres et en eau.

132. Par ailleurs, les zones montagneuses sont des territoires particulièrement adaptés pour maintenir et expérimenter la diversification des activités agricoles liées à la résilience au changement climatique. Les activités productrices des zones de montagne sont traditionnellement adaptées aux caractéristiques géomorphologiques, climatiques et hydriques. En s'appuyant sur cette versatilité et sur la diversification, il est possible de construire un système optimisé qui valorise chaque filière productrice et pas uniquement la principale, ayant pour but non seulement de segmenter et de répartir les risques environnementaux, mais aussi d'élargir la base des revenus des ménages ruraux.

133. Pour intégrer l'approche déjà prévue dans la composante I, « Développement et valorisation des filières agricoles », le PDRZM revisitera (par l'intermédiaire des fonds GEF et ASAP), ces filières productrices qui, d'un côté, se prêtent à la valorisation et présentent une grande marge d'amélioration en aval comme en amont et, de l'autre offrent par leurs caractéristiques, des avantages intéressants pour bâtir des stratégies qui s'intègrent dans la lutte contre la vulnérabilité climatique.

134. **Plantes aromatiques et médicinales (PAM).** La zone couverte par le programme recèle une richesse importante de produits forestiers non ligneux qui ne sont pas valorisés. Le développement des PAM est une alternative prometteuse pour un développement local, viable et durable, particulièrement dans les zones marginales et difficiles. Pour cela, Le Programme engagera :

- Une opération spécifique et assistée de plantes aromatiques et médicinales et soutiendra leur valorisation en lien direct avec la production mellifère. L'objectif est de diversifier les revenus des organisations professionnelles (notamment les femmes), tout en augmentant la valeur des PAM cueillies en milieu naturel et leur accès aux marchés et en assurant également la durabilité de la production. Cette action sera réalisée en collaboration avec la DREF et l'INRA dans le cadre d'une convention de partenariat. Il s'agit d'une part, d'engager les apiculteurs dans ces activités de valorisation et d'autre part, mener une étude sur les potentialités des PAM dans la région, en collaboration avec l'INRA.

135. **Gestion durable des espaces sylvopastoraux** - Selon le HCEFLCD, dans les zones pastorales de la région, le taux d'érosion des terres est très fort en raison de la surexploitation. L'état de dégradation des terres montre par ailleurs que la pression de pâturage est forte sur 58% du territoire et qu'elle est excessive sur 24% de l'espace. Cette situation a un impact direct sur les conditions de vie des populations. Les interventions du programme en ce sens sont:

- **Une étude sur l'aménagement sylvopastoral**, dans le sens de l'amélioration de la production fourragère. Cette étude dégagera les possibilités d'optimisation de l'utilisation des parcours par notamment, l'ensemencement artificiel (création de pelouses artificielles), afin d'augmenter la capacité de charge des terres de parcours.
- **la réalisation de parcelles expérimentales** d'une superficie de 5 ha dans la Province d'Azilal.

136. **Horticulture associée à l'arboriculture.** Des hypothèses ont été discutées avec les DPA, les petits agriculteurs et les gestionnaires des coopératives. Bien que des études préliminaires seront effectuées dans la première phase du programme (Voir s/composante 2 "Plans participatifs de gestion des ressources naturelles"), différentes **typologies de produits comme les lentilles²⁹, les navets³⁰ et les oignons³¹ ont été identifiées**. Ces productions répondent à une série de caractéristiques comme : i) le caractère typiquement local, même si il n'a pas été certifié ou valorisé, ii) l'existence

²⁹ A Taounza Moulay Aissa Ben Driss

³⁰ A Sremt et Tabant

³¹ Dans la vallée de Bernate, Ait M'Hammed,

d'expérience et tradition locales dans les techniques de culture et de stockage, iii) l'existence d'un marché potentiel bien qu'il ne soit pas pleinement exprimé ou encore à exploiter, iv) les retombées et les effets bénéfiques pour la santé des sols et plus globalement pour l'écosystème et le patrimoine en ressources naturelles.

Diversification des emplois « verts » liés à la résilience au CC

137. En plus de la diversification de la production et valorisation de la production en amont et aval, et afin d'augmenter la résilience aux effets du CC, il faut identifier et développer le contexte économique qui peut générer des **services supplémentaires et la création** de nouveaux besoins connexes à l'agriculture notamment les **activités « vertes »**, parce qu'elles sont reliées à l'agriculture à plusieurs titres et génératrices de revenus dans le contexte rural. Les bénéficiaires directs de ces activités seront en priorité les femmes et leurs associations et groupements, ainsi que les jeunes, souvent instruits, doués de compétences mais dépourvus de propriétés foncières.

138. Avec les financements GEF et ASAP, le programme vise à transformer les gaps et les discontinuités présentes à l'intérieur des filières faibles ou mal optimisées en opportunités, par la création de services et d'emplois dans le contexte rural, en réduisant de cette façon l'éloignement des jeunes des zones de montagnes et l'exclusion sociale de personnes défavorisées, en premier lieu les femmes et les personnes sans propriété foncière.

139. En ramenant l'attention non seulement sur les filières agricoles mais aussi sur les personnes et les unités familiales au centre du cycle de production comme acteurs-clefs dans la gestion soutenable des ressources naturelles, on offre la possibilité d'expérimenter des parcours intégrés de développement local. L'exploitation « intelligente » des ressources naturelles met en cause non seulement des critères d'efficacité et d'optimisation mais aussi ceux qui concernent l'insertion économique, la redistribution des revenus générés par les filières de production, de création d'emplois et de services ajoutés, d'auto-entreprises et de micro-finance.

140. L'utilisation des instruments financiers disponibles, en premier lieu le FDA et aussi les produits financiers et micro-financiers disponibles dans le domaine public mais aussi dans le secteur privé seront pris en considération dans les études, de manière à consentir une pleine faisabilité et une répétition des actions spécifiques et assistées identifiées et expérimentées. Durant la phase d'identification, certaines actions spécifiques et assistées, non exhaustives mais exemplaires de la typologie des interventions à promouvoir, ont été identifiées et feront l'objet d'approfondissement, en particulier :

- **Création des équipes métiers** pour l'AT aux filières, surtout dans le domaine phytosanitaire, eau et énergie et autres activités para-agricoles.
- **Mise en place de pépinières** de rosacées, noyer et caroubier avec l'association du bassin de Bernate pour le développement à Azilal ou Sefrou.
- **Création d'entreprises de services** techniques pour l'installation et la manutention d'un système énergétique optimisé
- **Mise en place d'unités** pour la production de briquettes par les grignons d'olives pour les chaudières des unités de séchage de prunes et autres utilisateurs potentiels à Sefrou.
- **Valorisation du grignon** d'olive par la production de briquettes les chaudières de l'unité de traitement de la caroube et de l'unité de trituration de l'olive à Azilal.
- **Mise en place d'un système** unité pour la production de briquettes pour la production d'énergie par les sous-produits de la noix (grignons, brous, coques) à Azilal.
- **Mise à niveau des activités de service** agricole et para-agricole à travers le renforcement des capacités à Azilal.
- **Création d'entreprises** pour la valorisation des lentilles locales à Azilal.

H. Enseignements tirés et conformité aux politiques du FIDA

141. Dans le cadre de son mandat pour la lutte contre la pauvreté rurale, le FIDA a contribué au financement de 13 projets au Maroc, pour un montant d'environ 1'524 millions de dollars US dont 194 millions \$US sur prêts FIDA. Par ailleurs, au cours des deux dernières décennies, le Maroc a aussi bénéficié du FIDA de 25 dons dont trois sont actuellement en vigueur.

142. Depuis 2009, la politique du FIDA au Maroc s'inscrit dans le cadre de l'Initiative de développement humain (INDH) qui constitue avec le Plan Maroc Vert Pilier-II, les références en matière de stratégie pour la lutte contre la pauvreté. Parallèlement à ces stratégies, le FIDA a élaboré en 2008 un Programme d'options stratégiques pour ses interventions au Maroc axé sur les résultats (RB-COSOP) qui couvre la période 2009-2014, en concertation avec les instances publiques marocaines, les partenaires, les institutions internationales présentes sur la scène marocaine et les représentants de la société civile concernés.

143. Considérant les conclusions du rapport d'examen à mi-parcours du COSOP de 2012, sur la pertinence des objectifs stratégiques du COSOP par rapport aux stratégies nationales de développement humain, de développement agricole et rural et de lutte contre la pauvreté, sur la base des discussions avec la partie marocaine qui ont mis en exergue le **parfait alignement de l'actuel COSOP avec l'ensemble des stratégies précitées**, vu l'horizon temporel du nouveau programme, la partie Marocaine a confirmé la pertinence des objectifs stratégiques **de l'actuel COSOP au-delà de 2014 et donc son extension sur une période de six ans, soit jusqu'à 2020, couvrant ainsi les deux prochains cycles du PBAS.**

Leçons tirées

144. L'analyse de la mise en œuvre des projets FIDA au Maroc a révélé que malgré les résultats positifs enregistrés, des améliorations sont à apporter:

- Au niveau organisationnel et institutionnel, les associations de base n'ont pas suivi le même rythme de développement. Certaines sont autonomes, alors que d'autres ont besoin de consolidation pour améliorer leur fonctionnement et leur autonomisation. L'absence de plan de formation basé sur les besoins des bénéficiaires au démarrage des projets a limité l'efficacité des programmes de formation. Il faut dès le démarrage prévoir des ateliers participatifs avec les bénéficiaires pour l'établissement de ce plan car l'approche participative n'a de chance d'aboutir que si les capacités des associations sont améliorées et si elles sont pleinement impliquées.
- En matière de production agricole, les distributions de plants fruitiers bien adaptés à la région avec des fruits à haute valeur marchande ont suscité un grand intérêt chez les petits agriculteurs lors des sessions de formation et de démonstration l'impact direct dans l'amélioration de leurs revenus et leur reproduction se fait très rapidement. Par contre les distributions d'équipements et de matériel agricoles ont permis aux bénéficiaires d'adopter les techniques d'amélioration de la productivité mais l'entretien du matériel est insuffisant et son renouvellement se fait peu. Mais des associations qui ont été accompagnées pour s'ériger en coopératives ont pu renforcer leur capacité et accéder à des financements (ou autres aides) pour renouveler leur matériel. Il faut donc poursuivre ces accompagnements et ultérieurement les regrouper en groupements d'intérêt économique afin d'accroître leur capacité d'organisation et de négociation.
- Pour le développement des produits de terroir, les études de faisabilité sont nécessaires et doivent prendre en considération la filière dans sa totalité en insistant sur les opportunités commerciales des produits finis recherchés. Les produits qui rencontrent des problèmes de commercialisation découragent les producteurs qui refusent de fournir leur matière première aux unités de valorisation.
- Dans la conception technique des aménagements liés à l'eau, il faut engager des actions de sensibilisation pour adopter les systèmes d'irrigation qui privilégient l'économie de l'eau à la parcelle et veiller à la cohérence entre les plans de mise en valeur pratiqués et les ressources en eaux disponibles. Par contre pour les pistes de désenclavement, si elles ont répondu aux

objectifs visés, les investissements de revêtement, drainage et de protection n'ont pas suivis et des dégradations sont vite apparues sur certains tronçons.

- Pour les Plans de développement territoriaux et de filières, qui constituent le point de départ de la mise en œuvre des projets et la condition sine qua non pour l'engagement des investissements, sont élaborés avec beaucoup de retard et comportent des détails sans rapport avec les exigences d'une mise en œuvre pratique ; ce qui occasionne des retards importants dans l'engagement des opérations techniques.
- Pour la Microfinance et les micro-entreprises: il faut renforcer l'appui et l'accompagnement des porteurs de projets et généraliser le partenariat avec la SFDA à l'ensemble des projets pour financer les besoins en ressources financières des petits agriculteurs.

Recommandations pour améliorer la mise en œuvre des projets/programmes

145. Les fragilités énumérées ci-dessus permettent de tirer des enseignements utiles pour consolider les acquis des projets et atteindre de meilleurs résultats en termes d'efficacité, d'effets et d'impacts de ces projets. Ces enseignements sont déclinés ci-après sous forme de recommandations:

- Plans de développement territoriaux et de filières: les engager très tôt au démarrage du projet ou même une année avant le démarrage et en limiter la durée de réalisation à quelques mois; en limiter les objectifs aux éléments nécessaires pour engager les activités des projets.
- Organisations de base: engager très tôt la constitution des coopératives, groupements et associations avec lesquels le projet aura à mettre en œuvre les projets et intensifier les programmes de renforcement de leurs capacités.
- Partenariats: renforcer les partenariats avec le secteur privé, notamment pour le développement des filières à l'aval de la production (valorisation, collecte, transport et mise en marché des produits).
- Recherche-développement: renforcer la concertation entre agriculteurs, agences d'exécution et institutions de recherche et de conseil pour produire des paquets technologiques adaptés aux zones de montagne et en assurer la diffusion auprès des bénéficiaires dès les premières années de mise en œuvre des projets.
- Finance rurale et appui aux AGR et micro-entreprises: généraliser le partenariat avec la SFDA à l'ensemble des projets pour financer les besoins en ressources financières des petits agriculteurs et renforcer l'appui et l'accompagnement post-crédation des porteurs de projets, notamment dans les domaines de la gestion et de la commercialisation.
- Formation des bénéficiaires: systématiser l'élaboration de plans de formation détaillés et pluriannuels qui tiennent compte des besoins des bénéficiaires et qui puissent guider la programmation des sessions de formation et privilégier les formations pratiques au champ. Afin d'apprécier les résultats concrets de ces formations, il est recommandé d'établir également un plan de suivi rapproché d'un échantillon représentatif des populations concernées afin de mesurer les taux d'adoption des techniques enseignées et les impacts des formations.
- Systèmes de suivi-évaluation: simplifier les indicateurs et donner plus d'importance aux indicateurs d'effets et d'impacts.
- Gestion des projets: Il s'agit de: i) renforcer les ressources humaines des unités de gestion des projets (innover en matière de mise à disposition des projets des ressources humaines nécessaires, notamment par le biais de recrutements de spécialistes-matières sur la base de contrats à durée déterminée); ii) renforcer les budgets alloués aux projets ainsi que les moyens de transport; iii) accélérer les rythmes d'engagement des dépenses, de paiement, de transmission des relevés de dépenses au MEF et d'envoi au FIDA des demandes de décaissement; iv) tenir des réunions périodiques et rapprochées (bimestrielles) avec la Direction du Budget du Ministère de l'Economie et des Finances, dans le cadre de l'Unité centrale de coordination des projets FIDA prévue dans le COSOP, pour suivre les réalisations financières des projets, notamment en matière de décaissements.

146. **L'évaluation terminale** du projet de développement de filières agricoles dans les zones montagneuses de la province d'Al Haouz, **menée en septembre 2013 par le bureau de l'évaluation du FIDA (IOE)** a également recommandé ce qui suit:

- Filières en zones de montagne. Il convient d'accorder une attention particulière à leur analyse en termes de coûts-bénéfices et des modalités de fonctionnement au cours du processus de conception du futur programme.
- Planification communale. Le plan de développement communal constitue une avancée significative sur la voie de la décentralisation dont il faut tenir compte pour les opérations de développement en milieu rural. L'inscription systématique de ces opérations dans le cadre des PDC constitue un gage supplémentaire d'appropriation et de durabilité.
- Stratégie de développement durable des zones montagneuses. Une capitalisation des acquis du FIDA et d'autres organismes intervenant en zones de montagne serait d'une grande utilité notamment pour la nouvelle direction de l'espace rurale et les zones montagneuses et pourrait contribuer directement à la planification de la stratégie et d'autres politiques.
- Mise en place des partenariats pour l'exécution du programme. Le développement du partenariat entre les acteurs institutionnels impliqués dans la mise en œuvre doit être bien analysé et préparé au niveau de la formulation du nouveau programme des zones de montagne, afin de minimiser tous les dysfonctionnements potentiels. En effet, les aspects méthodologiques, administratifs et financiers doivent être correctement préparés pour éviter les retards dans la mise en place des conventions et par conséquent la réalisation des actions.
- Vulgarisation agricole. La diversification et l'intensification des systèmes de culture d'une façon durable nécessitent un appui et un encadrement des agriculteurs pendant une longue période afin de leur permettre d'acquérir des compétences techniques solides. Ceci implique également un appui scientifique et technique de la part des centres de recherche en vue d'améliorer le référentiel technique des zones montagneuse. De ce fait, la composante vulgarisation agricole doit bénéficier d'un intérêt particulier dans ce type de programme, qui intervienne dans des zones caractérisées par des pratiques agricoles assez traditionnelles.

III. Execution du programme

A. Approche

147. L'approche programme s'inscrit dans le cadre du **renforcement de la coopération** entre le FIDA et le Royaume du Maroc dans la mise en œuvre du Plan Maroc Vert –Pilier II, de sa stratégie de développement des zones de montagne et d'adaptation au CC. Le FIDA qui est à ce titre un partenaire traditionnel, s'est engagé à accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre de ces stratégies sur le moyen et le long terme.

148. Le programme renforcera l'**approche participative** pour la mise en œuvre et le développement des filières porteuses dans le cadre du PMV pilier II et qui ont le plus d'impact sur les revenus des groupes cibles. Il facilitera la création de conditions favorables à l'appropriation et à la pérennisation des activités grâce à une approche participative de gestion mettant les groupes cibles, en particulier, au cœur du dispositif opérationnel de planification, d'investissement et de suivi du programme.

149. La conception en cours aura une **approche adaptée aux conditions locales** et à la situation de pauvreté des populations rurales des zones de montagne touchées par les effets du CC, tout en créant les bases d'un développement durable, basé sur une gestion participative des ressources naturelles impliquant l'ensemble des parties prenantes.

150. L'approche retenue repose sur plusieurs principes: i) Insertion du programme dans le cadre global du développement des zones de montagne; ii) Adoption d'une approche développement rural intégré prenant en considération les difficultés de la zone fondée sur la promotion de filières adaptées aux conditions locales et aux effets du CC ; et iii) Développement de synergies pour renforcer les actions de terrain et satisfaire la demande.

151. Les **financements GEF et ASAP** du programme comprennent l'identification, la réalisation, le suivi et la réplique de projets pilotes qui représentent une innovation dans le domaine de la réduction de la vulnérabilité au CC en augmentant la résilience des communautés et leur capacité d'adaptation climatique.

152. Le programme apportera un appui à la **consolidation des acquis et résultats** des précédents projets notamment en ce qui concerne la promotion des acteurs économiques en milieu rural. Il entretiendra et développera des relations de **partenariat avec les autres PTF** finançant des actions de développement dans le même secteur d'activité.

153. Compte tenu de l'impact des changements climatiques sur le secteur de l'agriculture, la composante financée par le GEF et ASAP représente une opportunité d'accroître la portée des objectifs de développement rural poursuivis par la DDERZM pour **réduire la vulnérabilité climatique** des bénéficiaires dans les zones cibles et augmenter la résilience et la capacité d'adaptation climatique des communautés cibles.

154. Dans le cadre du PMV-pilier II, le **programme appuiera les institutions, associations, coopératives et groupements locaux** qui adoptent la gestion des ressources naturelles pour restaurer et améliorer l'écosystème local dans les deux provinces cibles, pour améliorer la production, la valorisation et réduire les pertes post-récolte. La sélection des coopératives/associations/groupements sera basée sur une analyse de leur statut et de leur potentiel.

155. Le programme **renforcera les capacités des différents acteurs**, notamment les petites entreprises, les organisations de producteurs, de transformation, de commercialisation aussi bien à la base qu'au niveau des unions. Ce programme de renforcement des capacités sera réalisé selon le principe du "faire-faire", par des prestataires de services qui seront eux-mêmes renforcés afin qu'ils puissent rendre de manière durable des services de qualité.

156. Le programme générera des **emplois directs et indirects** à travers les activités qu'il finance. Il soutiendra la diversification et le développement d'activités connexes (produits du terroir, apiculture, etc.) pour les petits agriculteurs, les petites entreprises, les petits éleveurs, les jeunes et les femmes afin d'améliorer leurs revenus, réduire leur vulnérabilité et accroître leur résilience aux effets du CC.

157. Une approche fondée sur la focalisation des interventions par **une intégration verticale des maillons sensibles des chaînes de valeur** des filières retenues (production au niveau des exploitations, valorisation et commercialisation des produits), et qui ont le plus d'impact sur les revenus des groupes-cibles, à travers un processus d'organisation et d'agrégation des petits producteurs au niveau de ces trois maillons de telle sorte qu'ils les maîtrisent et, qu'ils s'approprient les valeurs ajoutées qui, actuellement leur échappent au profit des intermédiaires.

158. Toutefois, et tenant compte des caractéristiques de l'agriculture de montagne (intégration polyculture-élevage), le programme, bien qu'orienté principalement vers le développement de certaines filières, veillera à renforcer cette intégration et maintenir un **équilibre entre les différentes activités des exploitations agricoles**, en valorisant l'ensemble des ressources dont elles disposent.

159. Outre les partenariats à conclure pour chaque composante avec les institutions spécialisées, le programme développera également des **partenariats avec le secteur privé**, notamment dans les domaines de la commercialisation.

160. Par ailleurs, **l'approche Genre** est justifiée dans le cadre d'un développement durable du capital humain et de **l'équité hommes-femmes** au vu de la participation de la femme au niveau des différents maillons en amont et aval de la production mais également son savoir-faire, son sens des responsabilités et sa propension à investir et à s'investir dans des opérations productives. Ainsi, et conformément à la politique du FIDA et aux orientations du gouvernement, le programme accordera une attention particulière aux femmes. Il renforcera leurs capacités afin de leur permettre d'accéder aux moyens de production, aux organisations professionnelles et surtout aux organes de décision de ces organisations. Dans ce sens, le programme encouragera la **mise en place des organisations féminines** et appuiera leur représentativité dans les organisations existantes. Le programme propose une série d'actions et d'activités ciblant plus particulièrement les femmes. En outre, le programme encouragera la recherche de la parité hommes-femmes dans les structures de mise en œuvre du programme.

B. Cadre organisationnel

161. **Le PDRZM sera placé sous la responsabilité du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime à travers l'Agence de développement agricole (ADA)** pour la première phase de cinq ans (2015-2019), dédiée au développement des filières. Celle-ci en assurera la coordination, l'approbation des PTBA, le suivi et la supervision au niveau central.

162. **Une unité centrale de coordination du programme (UCCP)** sera créée au sein de l'ADA et sera composée du chef de la division du financement relevant de l'Agence, qui en sera le coordinateur, du chef de service des bailleurs de fonds relevant de ladite division, des deux chefs des services dont relèvent les deux zones du programme (Sefrou et Azilal), du chef du service de l'environnement, d'un cadre de la DDERZM et d'un assistant technique pour le suivi-évaluation des activités du programme. Cette unité assurera la coordination, le suivi, et la supervision des composantes et activités du Programme ainsi que la capitalisation de ses acquis.

163. **L'ONCA**³² assurera la mise en œuvre des activités de conseil agricole conformément à ses missions, attributions et plan d'action.

164. **Un comité national de pilotage du programme** sera institué et sera présidé par le Secrétaire général du MAPM ou son représentant. Le CNP aura un rôle d'orientation et de coordination globale du Programme. Le secrétariat du CNP sera assuré par l'UCCP.

165. **Au niveau régional**, la coordination du programme sera assurée par les deux Directeurs régionaux de l'Agriculture. Ils assureront, outre la supervision de la mise en œuvre du programme pour sa zone, la passation des conventions de partenariat nécessaires à la mise en œuvre du programme.

166. **Au niveau provincial**, la programmation des activités et leur mise en œuvre seront assurées par les deux directions provinciales de l'agriculture (DPA), qui assureront le rôle de Directeurs du programme et de sous-ordonnateurs, et des directions régionales du Conseil agricole (DRCA) concernées relevant de l'ONCA. Elles seront assistées par une unité de gestion provinciale du programme (UGPP) qui comprendra: i) un coordinateur; ii) un agro-économiste qui assurera le suivi évaluation des activités du programme à travers la mise en place du SYGRI, du SIG et du système de suivi-évaluation, l'élaboration des situations et rapports d'activités du projet et la circulation de l'information entre les différents partenaires du programme; iii) un comptable et un aide-comptable qui assureront la gestion financière et comptable du programme ; iv) un sociologue qui appuiera l'organisation des bénéficiaires ; v) un spécialiste en agro-industrie; vi) un spécialiste environnement ; et vii) un spécialiste en marketing.

167. **Les services techniques** (SMOP et SVA) des deux DPA assureront, en coordination totale avec les UGPP, la mise en œuvre des activités du programme. Ils disposeront pour cela de: i) un ingénieur horticole; ii) un ingénieur zootechnicien; iii) un ingénieur GR; et iv) de techniciens de différents profils (horticulture, élevage, etc.) selon les besoins des filières retenues pour chaque province. Le service de support de chaque DPA assurera l'appui comptable et financier ainsi que l'appui à la gestion des matériels et équipements du Programme.

168. **Les comités provinciaux et locaux** institués dans le cadre de la mise en œuvre du PMV, seront élargis aux autres partenaires du programme. Ces comités se réuniront, en plus des deux réunions prévues pour l'examen des aspects technico-économique et d'organisation du projet, au moins une fois par an pour la validation des PTBA et le suivi de l'exécution des composantes et activités du Programme.

169. **Le personnel** nécessaire pour les différentes structures du Programme proviendra en premier lieu des ressources disponibles au niveau des différentes structures du MAPM concernées par le

³² Voir stratégie de l'ONCA dans le DT3.

programme et le cas échéant sera mobilisé à travers le recours à l'assistance technique dans le cadre de marché ou de contrat à durée déterminée.

170. *Le cadre organisationnel et les termes de référence du personnel du programme sont décrits en annexe 6.*

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

171. **Planification.** Les DPA des deux provinces, avec l'appui de l'UCCP, des partenaires concernés et des bénéficiaires, assureront la préparation et la consolidation des PTBA du programme, selon les normes et dans les délais requis, ainsi que la mise en œuvre des activités relevant de leurs provinces. Les DPA et l'UCCP seront, en outre, responsables de l'organisation et du secrétariat des réunions du CNP et des comités techniques locaux.

172. **Suivi-évaluation.** Le système de suivi-évaluation qui sera mis en place permettra: i) de répondre aux besoins d'information du FIDA, du GEF, de l'ASAP et des différents intervenants du Gouvernement; ii) de produire, organiser et diffuser les informations nécessaires à son pilotage stratégique et le transfert des bonnes pratiques. Pour cela, le programme sera appuyé par une AT dès le démarrage pour la définition des indicateurs, la mise en place d'une application informatique et l'élaboration de la méthodologie de collecte et d'analyse de données et des Tdr de l'enquête de référence et une assistance technique en matière d'adaptation aux changements climatiques.

173. Afin de répondre aux besoins du FIDA, du FEM et de l'ASAP en matière de suivi-évaluation, le système SYGRI (Système de Gestion des Résultats et de l'Impact -SYGRI) et le système CC-Tracking Tool sera mis en place dès le démarrage du Programme avec l'appui du FIDA. La collecte et l'analyse primaires des informations seront assurées par les UGPP en collaboration avec les structures de proximité de l'ONCA. Une enquête de base répondant aux normes définies par le FIDA, l'ASAP et le GEF pour le SYGRI et le CC-Tracking Tool sera réalisée au démarrage du programme et une enquête d'évaluation finale sera effectuée lors de la dernière année du Programme pour l'évaluation des effets et impacts.

174. Le programme contribuera également à alimenter en données le système national de suivi environnemental mené selon le modèle DPSIR³³ utilisé dans l'évaluation millénaire des écosystèmes.

175. **Apprentissage et gestion des savoirs.** Le programme assurera la diffusion des savoirs générés de sa mise en œuvre et des enseignements tirés des autres projets de même nature achevés ou en cours d'exécution. Pour ce faire, il organisera des ateliers et séminaires sur des problématiques propres aux zones de montagne, élaborera une documentation sur les expériences réussies qui constituera une source d'information et d'orientation dans l'élaboration et la planification d'autres projets de développement dans les zones similaires du pays.

176. **Les financements GEF et ASAP** permettront d'assurer la transmission des connaissances, des compétences et des meilleures pratiques, pour les membres des coopératives et des agriculteurs actifs dans la mise en œuvre de mesures de lutte contre la vulnérabilité climatique.

177. Une large couverture médiatique sera également organisée autour des innovations du programme notamment le transfert du savoir-faire dans le domaine de la valorisation des produits agricoles. Par ailleurs, un site web du programme sera créé. La diffusion des savoirs sera également assurée à travers le réseau d'échanges « Karianet » de la Division du Proche-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Europe, qui permettra la diffusion des expériences acquises au profit des projets financés par le FIDA dans la Région.

178. **Innovations.** Les innovations en amont dans le contexte local sont : i) pour les filières arboricoles, la mise en place des champs-écoles et des équipes-métiers; ii) pour les filières animales, les démonstrations en matière d'hygiène des locaux d'élevage, les plantations d'arbustes

³³ DPSIR: Driving forces, Pressure, State, Impact and Response.

fourragers en intercalaire avec les céréales, la promotion d'achat groupé d'aliment de bétail, la valorisation des produits ovins/caprins- Pour la filière miel : la gestion intégrée des plantes aromatiques et médicinales dans l'apiculture, la formation/action et suivi des ruchers.

179. En aval, les innovations porteront sur l'introduction des nouvelles techniques de commercialisation des produits des filières retenues, la mise en place d'unités de valorisation répondant aux exigences des bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène selon la démarche HACCP³⁴ et l'introduction de technologies post-récolte adaptées aux régions de montagne permettant la réduction des pertes.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

Gestion financière et comptable

180. Une mission de revue de la gestion comptable et financière des projets financés par le FIDA au Maroc a été effectuée en décembre 2013. Actuellement, le système de gestion des projets FIDA est intégré dans la comptabilité publique du Royaume qui utilise un logiciel performant intitulé « Gestion Intégrée des Dépenses (GID) ». Ce logiciel est tenu selon les règles de la comptabilité publique, avec des systèmes de contrôle entre les ministères techniques et le Ministère de l'Economie et des Finances. Les ressources humaines chargées d'utiliser ce logiciel sont généralement bien qualifiées. Le contrôle externe est assuré par l'Inspection Générale des Finances. Cependant, ce système ne permet pas de générer automatiquement les états financiers pour chaque projet: i) Etat Ressources – Emplois par catégorie de dépenses selon l'accord de financement Gouvernement Marocain/FIDA; ii) Etat Ressources – Emplois par composante, sous-composante et activité du projet; iii) Etat d'exécution du PTBA pour chaque projet; et iv) Etat des actifs de chaque projet.

Recommandations de la mission de revue

181. Sur la base de cette analyse, la mission de revue financière et comptable de décembre 2013, a recommandé qu'en sus du GID, d'acquérir un logiciel spécifique qui permet de faire des agrégats de certaines informations financières spécifiques à chaque projet et de produire les états financiers requis par le FIDA et utiles pour le suivi des performances d'exécution de chaque projet. Le logiciel à acquérir devra être commercial standard et stabilisé car, Il faudra éviter les applicatifs développés de façon ad hoc et non expérimentés à l'échelle nationale ou internationale Le logiciel ne va pas répliquer ce que fait la GID et devrait permettre de:

- Générer automatiquement pour chaque projet les états susmentionnés.
- Gagner en temps, en cohérence et en fiabilité par rapport aux traitements manuels qui sont opérés actuellement par les agents pour arriver à un suivi spécifique de leur projet.
- Produire tous les états financiers et formulaires de reporting requis dans le cadre des accords de financement signés entre le Gouvernement du Maroc et le FIDA.
- "Verrouiller" les dépenses déjà demandées en remboursement pour qu'elles ne puissent plus figurer sur une autre demande, ce qui n'est pas garanti avec les situations tenues sur Excel.
- Tenir sous un module Gestion des immobilisations, l'inventaire de tous les biens du projet, catégories de façon analytique et aussi par localisation géographique, le cas échéant.
- Produire les cumuls d'exécution budgétaire au fil des ans, de sorte à disposer automatiquement aussi bien des réalisations annuelles que des réalisations cumulées, pour chaque axe analytique.

182. Le rapport de revue des systèmes comptables des projets FIDA au Maroc et la grille d'évaluation du système de gestion financière sont détaillés dans l'appendice 7.

³⁴ Hazard Analytical Control points

Passations des marchés

183. Au Maroc, le système de passation des marchés est en alignement avec les principes fondamentaux de la passation des marchés figurant dans les Directives du FIDA. Il s'agit notamment, de la libre concurrence, de l'équité, de l'impartialité, de l'intégrité, de la transparence, de la bonne gouvernance et des mesures anti-corruption. Pour renforcer le respect de ces principes le Maroc s'est doté ses dernières années de nombreux outils tels que le GID, l'adoption d'un nouveau texte réglementaire de passation de marché et le renforcement du contrôle à posteriori notamment à travers des audits internes et externes.

184. Compte tenu de la demande de la partie marocaine, le processus de demande d'avis de non objection et les seuils des marchés seront revus. Les dispositions retenues dans ce sens seront précisées dans la lettre à l'Emprunteur.

185. Le prêt du FIDA ainsi que les dons FIDA, GEF et ASAP seront décaissés selon la procédure de remboursement et selon les montants et pourcentages de financement par catégorie de décaissements déterminés dans l'accord de financement. Les décaissements seront effectués selon les seuils qui seront fixés sur la base des relevés de dépenses ou des pièces justificatives

186. Cependant, sur la base des expériences des projets FIDA en cours, quelques insuffisances persistent au niveau, d'une part des audits de l'inspection générale des Finances qui ne sont pas encore conformes aux exigences du FIDA en ce qui concerne l'avis sur l'états financiers (états non soumis) et le délai de soumission des rapports et, d'autre part, les retards enregistrés dans les décaissements, liés entre autres au circuit de décaissements et l'absence de retour de l'information entre les directeurs des UGPP, la Direction du Budget et le FIDA.

187. Pour pallier ces défaillances, les mesures suivantes devront être mises en œuvre: i) appuyer les UGPP (comptable) à travers l'AT et les formations pour l'établissement des états certifiés selon le modèle exigé; ii) tenir une réunion entre le FIDA et l'IGF pour la sensibilisation de cette dernière sur le respect des délais et la formulation de son avis sur les états financiers; et iii) assurer le retour de l'information entre le FIDA, la DB et les DPF à la fin de chaque trimestre et le suivi régulier des décaissements.

188. *Les procédures de passations des marchés et le plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois du programme sont décrits en appendice 8.*

E. Supervision

189. La supervision du Programme sera réalisée par le FIDA à travers la Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (NEN). Une revue conjointe FIDA-GEF-Gouvernement d'examen à mi-parcours sera réalisée à la fin de la 3ème année. *Les détails sont donnés à l'appendice 6.*

F. Identification et atténuation des risques

190. Le risque le plus important est représenté par la fragilité des coopératives, par le fait que de nombreuses coopératives ont été constituées récemment et doivent être formées et encadrées pour atténuer ce risque.

191. La lutte contre la vulnérabilité au changement climatique nécessite une approche intégrée dans laquelle les aspects agro-économiques doivent être combinées avec les questions sociales et environnementales. Le risque qu'une telle approche va l'emporter sur l'autre devra être atténué par le recrutement de l'assistance technique équilibré et multidisciplinaire. Un dispositif durable de l'économie de l'eau sera mise en place avec les principaux partenaires (DPA, ABH, DREF et autres) pour renforcer le suivi et former les producteurs dans les techniques et équipements qui permettent de générer des économies d'eau. De même, selon les procédures en vigueur à l'ADA, toute implantation d'unité de valorisation sera soumise à une étude technico-économique pour évaluer la faisabilité des projets et les risques inhérents à sa réalisation.

192. Pour la préservation des ressources naturelles, des études de prospection sur la soutenabilité des nappes phréatiques et les services fournis par les écosystèmes locaux seront réalisées. *Le tableau des risques et des mesures d'atténuation est donné ci-après.*

Tableau 1: Principaux risques et mesures d'atténuation

Risque	Mesures d'atténuation	Niveau
Gouvernance		
La qualité de certaines prestations n'est pas satisfaisante dans la mise en œuvre	Mobilisation de l'assistance technique pour le contrôle et audit des travaux.	<u>Faible.</u> Le gouvernement renforce de plus en plus le système de contrôle. Le MAPM a également renforcé les audits internes. Supervision par FIDA
Retard dans le démarrage du programme	Dispositif d'accompagnement de la mise en œuvre (Don FIDA) est prévu un an avant démarrage du programme Etudes seront lancées et personnel sélectionné L'AT mobilisée pour l'appui à la préparation au démarrage du Programme	<u>Faible à moyen.</u> Manuel de procédure et PTBA des 18 premiers mois seront disponibles dans le document de conception - Le FIDA fournira l'appui pour le démarrage du Programme
Les lenteurs dans les décaissements	Renforcer la capacité des UGPP dans l'élaboration des DRF et réduire les délais de transfert.	<u>Moyen.</u> la procédure appliquée aux autres projets sera mise en œuvre et le Programme est sous supervision directe du FIDA. Le programme profitera de l'expérience des FIDA projets en cours <u>Moyen.</u> Les capacités des populations sont affectées et sont en attente des activités que le programme va apporter.
Environnemental		
Les impacts environnementaux des travaux et activités dans la zone du programme	Tous les projets de valorisation des spéculations retenues, seront précédés par des études de faisabilité technico-économique et d'impact environnemental et respecteront les lignes directrices environnementales nationales. - Les activités de RC intègrent la protection des ressources naturelles et de l'environnement.	<u>Faible.</u> Les activités ou travaux à réaliser n'apportent pas de modifications au niveau des écosystèmes. -Les coûts des études spécifiques et environnementales sont prévus dans le COSTAB.
Climatique		
Les aléas climatiques récurrents menacent la mise en œuvre des activités (sécheresse et grêles répétées)	Renforcer les capacités des populations pour réduire leur vulnérabilité et faire face aux effets du CC; Mesures d'intervention et de réhabilitation pour renforcer la résilience des infrastructures agricoles et des projets innovateurs contre les impacts du CC. Généralisation des filets anti-grêles pour les petits agriculteurs;	<u>Moyen.</u> Risques exogènes au programme. Les pouvoirs politiques et publics sont conscients du phénomène et un certain nombre d'actions sont envisagées en relation avec les partenaires Un système d'alerte précoce est mis en place par le Ministère chargé de l'environnement en relation avec le HCEFLCD. Une assurance agricole contre les effets du CC est en place depuis 2011.

IV. Coûts, financement, avantages et durabilité du programme

A. Coûts du programme

193. **Le coût total du programme** sur 15 ans est d'environ 150 millions dollars US. Le coût total de la phase 1 sur cinq (5) ans est estimé à 50 millions \$US soit environ 410 millions de MAD. Le coût de base est estimé à près de 45 millions \$US ou environ 370 millions de MAD soit 91 % des coûts totaux. Les imprévus physiques et financiers atteignent près de 5 millions \$US ou environ 40 millions de MAD soit 8% des coûts totaux. Les coûts d'investissement représentent (avec 43 millions \$US), 96% des coûts de base. Les coûts de fonctionnement ne représentent que 4% des coûts de base.

B. Financement du programme

194. **Le financement du programme** est comme suit: i) une contribution du **FIDA** de 25.5 millions dollars US (51%) sous forme de prêt à taux ordinaire et un montant de 500'000 \$US sous forme de don pour le renforcement des capacités existantes et la mise en œuvre du programme ; ii) une contribution du **Gouvernement**, estimée à 13.5 millions \$US (27%) ; iii) un cofinancement par deux dons l'un du **Fond pour l'Environnement Mondial (FEM)** de 6,5 millions \$US (13%) et l'autre du Fonds fiduciaire du **Programme d'adaptation pour l'agriculture paysanne (ASAP)** de 2 millions \$US (4%) et, iv) la contribution des **bénéficiaires** pour 2 millions \$US (4%).

195. **Contribution des bénéficiaires.** La contribution des bénéficiaires concerne l'ANOC, les communes rurales (15% pour les pistes) et les populations partenaires. La participation de ces bénéficière, tant en apport de main-d'œuvre que d'investissements, concerne la contribution pour l'amélioration de la productivité agricole (plantations arboricoles en sec et en irrigué, création/équipement de puits de surface privés, équipement à la parcelle et l'achat des terrains pour la réalisation des unités de valorisation).

Tableau 2: Coûts du Programme par composante et sous-composante (en MAD et US\$)

	(MAD Million)			(USD Million)			%	% Total
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total	Foreign Exchange	Base Costs
A. Développement et valorisation des filières agricoles								
1. Filières arboricoles-Amont	40	28	68	5	3	8	42	18
2. Filières arboricoles-Aval	44	30	74	5	4	9	41	20
3. Filières animales-Amont	35	7	42	4	1	5	17	11
4. Filières animales-Aval	8	1	9	1	0	1	11	3
5. Infrastructures et aménagements hydro-agricoles	75	16	91	9	2	11	18	25
Subtotal Développement et valorisation des filières agricoles	201	83	284	25	10	35	29	77
B. GRN, diversification et adaptation au cc	50	10	59	6	1	7	16	16
C. Coordination, gestion et appui institutionnel	22	5	27	3	1	3	18	7
Total BASELINE COSTS	273	97	370	33	12	45	26	100
Physical Contingencies	13	5	18	2	1	2	27	5
Price Contingencies	16	6	22	2	1	2	26	5
Total PROJECT COSTS	302	108	410	37	13	50	26	110

Tableau 3: Plan de financement par composante (en milliers \$US)

(en milliers d'USD)³⁵

	Gouvernement		Prêt FIDA		Don FIDA		GEF		ASAP		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Développement et valorisation des filières agricoles														
1. Filières arboricoles-Amont	1891	20.7	6541	71.5	163	1.8	-	-	550	6.0	-	-	9	18.3
2. Filières arboricoles-Aval	2473	24.9	6657	66.9	42	0.4	-	-	-	-	778	7.8	10	20.0
3. Filières animales-Amont	1199	21.3	4180	74.2	-	-	-	-	-	-	252	4.5	6	11.3
4. Filières animales-Aval	727	59.5	402	32.9	41	3.4	-	-	-	-	50	4.1	1	2.4
5. Infrastructures et aménagements hydro-agricoles	4098	33.4	5978	48.7	-	-	-	-	1 454	11.8	748	6.1	12	24.6
Sous-total Développement et valorisation des filières agricoles	10388	27	23757	62.2	247	0.6	-	-	2 004	5.2	1 828	4.8	38	76.7
B. GRN, diversification et adaptation au cc	1544	19	-	-	-	-	6 528	80.9	-	-	-	-	8	16.2
C. Coordination, gestion et appui institutionnel	1555	44	1747	49.1	259	7.3	-	-	-	-	-	-	3561	7.1
Total	13 487	27.1	25 505	51.2	505	1.0	6 528	13.1	2 004	4.0	1 828	3.7	49857	100.0

C. Résumé des avantages et analyse économique

Hypothèses

196. L'analyse économique du programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM) a été basée sur un certain nombre de modèles de productions à l'amont et à l'aval des filières agricoles dans les régions de Séfrou et d'Azilal.

197. Onze modèles de cultures relatifs à six productions arboricoles (pommier, cerisier, prunier, noyer, amandier, et caroubier) à l'amont et cinq modèles de productions animales (ovins, caprins et apiculture) ont été pris en compte. Les modèles d'unités de valorisation des filières arboricoles retenues sont de l'ordre de neuf: deux unités de stockage frigorifique de pommes (2000 et 600 tonnes), trois unités de transformation des pommes en jus et vinaigre, une station conditionnement (20T/J), une unité de concassage, de conditionnement et de production d'huile d'amande (2 t/j), deux unités de concassage, de fabrication de gomme et de conditionnement du caroubier, une unité de stockage, de concassage et de conditionnement du noyer et de production de l'huile de noix(1,8 t/j).

198. Des hypothèses ont été retenues en termes de durée de vie économique du PDRZM (20 ans), de taux de change (8,19 MAD par dollars US), de coût d'opportunité du capital (10%). Une dotation aux coûts récurrents a été incluse à la fin de la durée d'exécution du programme (20 % des coûts économiques de l'année 5 du PDRZM). Le rythme de montée en production du Programme sera progressif afin de tenir compte de la capacité d'adoption des nouvelles technologies proposées pour les producteurs-cibles du programme.

199. Les prix économiques ont été introduits afin de corriger les distorsions à travers des facteurs de conversion (FC). Ces facteurs sont de 1 pour les outputs et inputs des différents modèles de production. L'estimation des prix de référence de la main-d'œuvre dépend des sources utilisées. Pour le projet FIDA de Boulemane, le FC était estimé à 0,75 alors qu'il était de 0,5 pour le projet d'arboriculture fruitière du programme *Millenium challenge Account* (MCA). Des estimations plus anciennes, faites par le Ministère de l'Economie et des Finances en 2007, et utilisant les données du Tableau des Entrées et Sorties (TES) de 1998 aboutissent à des FC moyens de 0,86 pour l'emploi permanent et de 0,93 pour l'emploi temporaire. Ces trois sources aboutissent pratiquement à la même rentabilité agrégée du programme PDRZM (TRE) en raison notamment des différences non

³⁵ Chiffres arrondis en milliers.

sensibles entre ces FC et du poids limité des dépenses en main d'œuvre par rapport aux dépenses totales du programme.

Taux de rentabilité économique

200. Sur la base de ces hypothèses, **le taux interne de rentabilité économique (TRE) du Programme est de 15,6 %**. Ce TRE, largement supérieur au coût d'opportunité du capital (10%), est très satisfaisant car une partie des bénéfices additionnels n'a pas été considérée. Il s'agit notamment des bénéfices des activités d'appui aux douze centres de collecte de lait dans la région de Séfrou (construction, équipements, formations), des bénéfices de certaines actions soft (assistance technique, formations), du renforcement de la station de conditionnement du miel dans la région d'Azilal, du renforcement de la coopérative de noyer de Tikniouine. En outre, les avantages occasionnés par la réduction des coûts de transaction due à l'accès facilité aux services financiers (Tamwil al Fellah) et aux technologies, l'amélioration des conditions de vie, d'hygiène, et d'alimentation chez le groupe-cible du Programme n'ont pas été pris en compte car difficilement quantifiables.

Analyse de sensibilité

201. L'approche utilisée était une approche conservatrice afin d'apprécier la rentabilité économique du Programme. Le PDRZM n'est pas sensible aux variations des coûts et des bénéfices agrégés puisque le TRE serait supérieur au coût d'opportunité du capital. En termes de sensibilité du programme «variable par variable», les cas où le PDRZM ne serait plus rentable sont une diminution des bénéfices de 60% et plus (le TRE serait de l'ordre de 8,1%), ou d'une augmentation des coûts de 110% et plus (le TRE serait de l'ordre de 9,6%). En termes de sensibilité «scénario», les cas les plus illustratifs de la non faisabilité sont ceux d'une diminution simultanée des bénéfices agrégés de 40% et plus, et d'une augmentation des coûts agrégés du programme de 30%: le TRE serait inférieur à 9,4%. Globalement, le taux de rentabilité économique est relativement robuste par rapport aux variations des coûts et des bénéfices et reste toujours d'un niveau acceptable vu qu'il ne prend pas en compte certains bénéfices directs et indirects.

202. Les coûts récurrents représentent en moyenne 5% des coûts totaux, mais varient d'une année à l'autre du fait que les investissements initiaux en termes de formation, d'investissements physiques, d'assistance technique, d'études, d'aménagements et travaux, d'équipements et de moyens de transport sont réalisés lors des premières années du programme.

203. En somme, le PDRZM n'est pas sensible aux variations des coûts et des bénéfices agrégés. Le taux de rentabilité interne économique est robuste par rapport aux variations des coûts et des bénéfices et reste toujours d'un niveau acceptable vu qu'il ne prend pas en compte certains bénéfices directs et indirects, et que les risques d'alternance des productions arboricoles, associés à des niveaux modestes de gains de productivité. Calculé sur une durée de vie économique relativement longue, l'analyse de sensibilité permet d'apprécier, d'un point de vue déterministe, les risques qui peuvent grever l'exécution du Programme suite à une évolution défavorable de la conjoncture économique et financière, notamment l'augmentation des prix. Dans le cas d'une conjoncture favorable au programme, notamment une augmentation des bénéfices ou une diminution des coûts, le TRE serait supérieur à 15,6%.

Tableau 4: Sensibilité du TRE au changement des bénéfices/coûts du PDRZM

Coûts/Bénéfices	-40%	-30%	-10%	Bénéfices de base
Coûts de base	11,6%	12,9%	14,8%	15,6%
+10%	10,8%	12,1%	14,1%	14,9%
+30%	9,4%	10,7%	12,8%	13,6%

D. Durabilité

204. **La stratégie pour assurer la durabilité** après programme repose sur:

- L'autonomisation des agriculteurs, éleveurs et apiculteurs formés et organisés en groupements, coopératives et associations d'élevage.
- L'appui de l'ANOC en tant qu'agrégateur de la filière ovine/caprine, de l'amont à l'aval.
- Des produits valorisés et mis sur le circuit de commercialisation approprié.
- La poursuite du partenariat développé dans le cadre du programme entre les Groupements, les Associations locales, la DREF/DPEF et la DPA pour l'amélioration et la gestion durable des ressources sylvopastorales.
- L'appropriation et la dissémination des bonnes pratiques de production.
- Des unions renforcées pouvant jouer le rôle d'agrégateurs sociaux.
- La poursuite du partenariat développé dans le cadre du programme pour la gestion durable des ressources naturelles.

205. **La durabilité économique** du programme est confirmée par la forte demande tant au niveau régional que national et même international des principales productions agricoles. Le PDRZM permet d'améliorer sensiblement l'offre par le développement et la valorisation des filières arboricoles et animales tant à l'amont et à l'aval pour répondre à la demande. Toutefois, cette demande ne sera pas totalement couverte par l'offre des productions du programme dans les deux régions de Sefrou et d'Azilal, ce qui donnerait une propension à produire aux producteurs et aux autres opérateurs des filières arboricoles et animales à investir dans les zones du programme, et qui permettrait à terme d'en assurer la durabilité économique. En outre, cette durabilité est assurée grâce aux calculs de rentabilité économique faits sur une durée de vie économique plus longue (20 ans) associée à l'analyse de sensibilité, en s'appuyant sur des hypothèses conservatrices, tenant compte de l'adoption progressive des paquets technologiques proposés aux producteurs, et de l'alternance annuelle de certaines productions du programme.

206. La durabilité économique est renforcée grâce au partenariat à développer entre le programme et Tamwil Al Fellah (SFDA) pour le financement rural, en particulier le financement des besoins en ressources financières des porteurs de petits et moyens agricoles. De plus, le fait que l'ADA va assurer la tutelle du programme et logera l'Unité de Coordination Centrale du Programme va permettre de réduire certains coûts de fonctionnement et va créer les conditions nécessaires de synergie pour le financement de projets complémentaires dans le cadre du pilier II du Plan Maroc Vert, l'appui technique du PDRZM, notamment à travers l'implication des PTF à la réalisation des objectifs du programme.

Appendice 1: Antécédents du pays et contexte rural

1. Contexte socio-économique. Suite au ralentissement considérable de l'activité économique mondiale depuis 2011, l'économie Marocaine a souffert de la crise internationale, notamment en Europe. Le Maroc n'a pas échappé aux effets de ces turbulences et la fragilité structurelle des échanges commerciaux a ressurgi. La balance commerciale est déficitaire vis-à-vis des partenaires du Maroc, les importations sont plus importantes à cause notamment du renchérissement de la facture énergétique et du besoin croissant de l'économie nationale en intrants et en investissements. Le déficit structurel de la balance commerciale alourdi par l'ampleur des chocs conjoncturels creuse le déséquilibre de la balance courante.
2. La croissance économique au Maroc se distingue par une forte volatilité due aux variations de la production agricole, qui a toujours été forte dépendante des conditions climatiques. En effet, de 1960 à 2004, la croissance économique a rarement dépassé les 5%. Entre 2007 et 2013, elle a connu une tendance annuelle moyenne de 4,5%³⁶. Cette volatilité structurelle gêne le bon fonctionnement du processus de création et d'accumulation des richesses, d'amélioration des niveaux de vie et, de génération d'une croissance pérenne.
3. Aussi, le Royaume du Maroc a fait de la sécurité alimentaire une priorité nationale et du secteur de l'agriculture, le moteur essentiel de la croissance économique du pays pour les 15 prochaines années. Pour cela, dès 2008, des réformes structurelles et organisationnelles se sont engagées de façon à renforcer la part du secteur primaire dans le PIB, lutter contre la pauvreté, favoriser la création d'emplois et accroître la valeur des exportations.
4. A cet effet, il y a lieu de signaler: i) la création au niveau du Premier Ministre d'une commission interministérielle de développement rural en général et des zones de montagne en particulier, ii) la préparation d'une stratégie nationale de développement des zones de montagne et iii) en 2012, les missions du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime ont été élargies au domaine du développement rural et des zones de montagne. A cet effet, il y a la **création au niveau du Chef du Gouvernement d'une Commission interministérielle Permanente de Développement de l'Espace Rural des Zones de Montagne (CIPDERZM)** dont le secrétariat est assuré par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime. Ensuite, il y a eu le renforcement des structures du MAPM au niveau central par la création de la **Direction de Développement de l'Espace Rural des Zones de Montagne (DERZM)**, ainsi que le changement de nomenclature du Fonds pour le Développement Rural des Zones de Montagne (FDRZM) et, de nouvelles Directions Régionales de l'Agriculture ainsi que de nouvelles structures telles que: l'Agence pour le Développement Agricole (ADA) chargé du Pilotage des projets du Plan Maroc Vert (PMV); l'Office National de la Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires (ONSSA) et l'Agence Nationale du Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier (ANDZOA). Le Maroc a également mis en place une nouvelle stratégie du conseil agricole avec la création d'un Office National du Conseil Agricole (ONCA) et la préparation d'un cadre légal pour le développement du conseil agricole privé. La réorganisation territoriale des chambres d'agriculture est également engagée.
5. Contexte rural. Le Maroc est un pays à revenu intermédiaire avec une population estimée à 32,3 millions d'habitants en 2012 (dont 50% sont des femmes) et un taux de croissance démographique moyen en nette baisse (1,05%). La population rurale représente près de 42% de la population totale. Selon les données du Haut-Commissariat au Plan Marocain (HCP), le taux de pauvreté relative au niveau national dans le Royaume s'élevait en 1994 à 16,5% contre 14,2% en 2004 et 8,9% en 2007. Le taux de pauvreté³⁷ en milieu rural qui se maintenait en 2004 à

³⁶ Rapport (http://www.finances.gov.ma/depf/publications/rapport/ref_2013_fr.pdf).

³⁷ Selon les dernières données du HCP rapportées dans le rapport national 2007 des Objectifs du Millénaire (publié en septembre 2008), les taux de pauvreté relative au niveau national, urbain et rural seraient en 2007, respectivement de 9%, 4,8% et 14,5%; les taux de vulnérabilité seraient de 17,5%, 12,7% et 23,6%.

25,0% auraient fortement baissé (14,5% en 2007) mais restent toujours 4 à 5 fois plus élevés que ceux des populations urbaines.

6. En milieu rural, environ **75% des populations pauvres tirent leurs revenus de l'agriculture**, mais l'incidence de la pauvreté rurale varie selon les régions et, malgré les efforts de l'Etat, les zones de montagne restent parmi les zones les plus pauvres du Maroc³⁸. Ces zones couvrent environ 31 provinces avec plus de 63 municipalités et plus de 610 communes rurales³⁹. Ces zones représentent près de 19 millions d'ha et près de 30% de la population avec une densité⁴⁰ de 40 hab/km². Les populations des zones de montagne vivent essentiellement, de l'agriculture, de l'élevage et des produits des forêts. La main d'œuvre agricole féminine représente près de 57% du total. La dégradation des écosystèmes forestiers est de plus en plus inquiétante malgré les mesures de conservation prises par l'Etat.

7. Les principaux problèmes qui affectent le développement des zones de montagne restent liés à: i) des infrastructures de base faibles, voire inexistantes selon le cas; ii) un système de culture extensif basé sur une agriculture vivrière peu ou pas valorisée; iii) un taux d'analphabétisme élevé; iv) la dégradation des ressources naturelles liée à des phénomènes importants d'érosion dus à la déforestation, v) l'insuffisance des aménagements pour les ressources hydriques et la gestion de l'économie de l'eau et, vi) les difficultés d'accès aux marchés pour les petits producteurs.

8. Le secteur agricole demeure un secteur important dans les équilibres macro-économiques et le développement économique et social du pays. Ce secteur participe à hauteur de 19% du PIB⁴¹, et de 23% du volume des exportations. Dans les zones rurales, il constitue le principal pourvoyeur d'emplois (80% des revenus des 14 millions de ruraux et plus de 4 millions d'emplois). Les performances du secteur agricole sont reflétées par les taux de couverture des besoins alimentaires de la production nationale: 100% pour les viandes, 82% fruits et légumes; 62% pour le lait; 47% pour les céréales, 31% pour le sucre, 21% pour le beurre et pour les huiles alimentaires. Au Maroc, **les agriculteurs sans terre et les très petits agriculteurs ayant des exploitations de superficie inférieure à 3 ha, représentent environ plus de la moitié du nombre total des exploitations**.

9. *Environnement & changement climatique*. Les **zones de montagne occupent 28%⁴² du territoire national** avec des sols avec effleurements rocheux importants destinés au parcours. La sous-zone du Moyen Atlas central se distingue par l'importance des précipitations et du couvert forestier qui en font le château d'eau du pays. La forêt⁴³ avec plus de 70% de la production forestière nationale offre des opportunités d'emploi pour les populations rurales.

10. L'utilisation de l'espace rural est dominée par l'élevage extensif, l'arboriculture et le maraîchage. Aussi, l'augmentation du cheptel et l'intensification agricole ont pour conséquences, la sédentarisation des éleveurs, la mise en culture des zones de parcours avec une utilisation excessive des engrais et pesticides, l'empiétement sur le domaine forestier et une forte pression sur la nappe phréatique.

11. **Le Maroc fait face durant ces dernières années aux effets du Changement Climatique (CC)**, particulièrement dans les zones de montagne où, sécheresses, crues, inondations, érosion, grêle et autres phénomènes climatiques occasionnent de nombreux dégâts sur les cultures et affectent le plus souvent le capital productif des petits agriculteurs et petits éleveurs.

12. Les zones de montagne sont des écosystèmes fragiles menacés par les phénomènes d'érosion et de désertification et sont depuis ces 20 dernières années devenues vulnérables aux

³⁸ Parmi les provinces les plus pauvres au Maroc, on retrouve en partie ou en totalité celles situées dans des zones de montagne et parmi elles, certaines affichent des taux de pauvreté en milieu rural qui dépassent 1fois et ½ la moyenne nationale rurale.

³⁹ Source Rapport sur la Montagne Marocaine, HCEFLCD, 2004.

⁴⁰ La densité moyenne nationale est estimée à 37 ha/km².

⁴¹ Dont 4% pour l'agro-industrie.

⁴² 19 millions d'hectares.

⁴³ 3,6 millions d'hectares.

effets du changement climatique (CC). La variabilité du climat se traduit, dans cette région, par des périodes de sécheresse de plus en plus récurrentes et sévères et, par une régression significative de la pluviométrie. Les projections climatiques sont pessimistes et prévoient, une augmentation des températures moyennes, une baisse des précipitations, une grande variabilité climatique ainsi qu'un déficit en ressources hydriques.

13. Actuellement, les conséquences du changement climatique sur le milieu et l'activité humaine sont nombreuses: i) réduction des espaces forestiers et pastoraux, ii) baisse du niveau de la nappe phréatique, iii) pollution des ressources hydriques, voir le dessèchement de zones humides, iv) impact négatif sur le stock fourrager et la productivité agricole et forestière et, v) impact négatif sur le volume en eau des barrages.

14. Face aux conséquences du CC, le Maroc entend préserver son territoire et son environnement de la manière la plus appropriée, en réagissant efficacement aux vulnérabilités à travers une politique d'adaptation de l'ensemble de sa population et des acteurs économiques pour faire face à ces vulnérabilités. Dans le cadre du Plan National de lutte contre le réchauffement climatique, le Maroc a mis en place un **processus permanent de pilotage de ces politiques** qui lui permet de progresser significativement et d'apporter des garanties de bonne gouvernance aux bailleurs de fonds.

15. Système coopératif. Le secteur coopératif au Maroc connaît une véritable dynamique et un regain d'intérêt et de confirmation comme outil d'intégration des couches les moins favorisées de la population ou en état de fragilité économique et sociale dans le processus de développement. Dans le secteur agricole, le secteur coopératif a prouvé sa capacité à développer des projets collectifs générateurs de revenus permettant de tirer avantage du travail en commun, des économies d'échelle que cela engendre et d'intégration verticale de filières, notamment en matière de valorisation et de commercialisation. En outre, il permet de contourner la contrainte de l'exiguïté et de l'émiettement foncier. C'est en raison de toutes ces considérations que le secteur coopératif a bénéficié et continue de bénéficier d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics et a acquis un accueil favorable chez les différentes catégories de producteurs de biens et de services ainsi que les porteurs de projets.

16. Mais, la majorité des coopératives est confrontée à une multitude de contraintes: i) taux d'analphabétisme élevé ou niveau d'instruction très bas ; ii) faiblesse du capital : la plupart des petites coopératives ont un capital très faible et insignifiant pour pouvoir gagner la confiance et des fournisseurs et des banques. Faute de quoi, elles ne peuvent nullement engager des opérations à moyen ou à long terme ou participer à des actions engendrant de bonnes retombées commerciales et économiques ; iii) non investissement des excédents : beaucoup de coopératives décident, lors de leurs assemblées annuelles, de répartir les excédents réalisés au lieu de les réinvestir ; iii) défaut de bonne gouvernance : un grand nombre de coopératives sont mal gérées et fonctionnent sans plan prévisionnel ou stratégie, d'autres ne respectent pas les règles et les dispositions juridiques en vigueur et ne tiennent pas les réunions exigées aux périodes statutaires...sans parler du manque de compétences et de ressources humaines qualifiées ; iv) contraintes du marché ; v) difficulté d'accès au financement: à défaut de garanties ou d'organismes de cautionnement mutuel ou coopératif , beaucoup de coopératives n'accèdent pas aux crédits bancaires ou à d'autres sources de financement, ce qui constitue une limite à leur évolution et à leur succès.

17. Financement du secteur agricole. Dans le cadre de son engagement dans la mise en œuvre du plan Maroc vert, la principale institution de financement du secteur agricole (le Crédit Agricole du Maroc), a créé la société de financement pour le développement agricole (SFDA) ou Tamwil El Fellah à l'effet de répondre aux besoins de financement des petits agriculteurs bénéficiaires du pilier II. L'intervention de la SFDA repose sur deux idées maîtresses: i) faciliter l'accès au crédit aux petits exploitants agricoles exclus actuellement du financement bancaire en raison de contraintes liées aux garanties foncières; et ii) accompagner les producteurs dans la mise à niveau et/ou la réhabilitation de leurs exploitations agricoles.

18. La création de cette société est justifiée par le fait qu'au Maroc, la faible bancarisation du monde rural et l'absence de titres fonciers sont des freins à l'accès des petites exploitations agricoles au crédit bancaire. Ainsi, la société accorde des crédits d'investissement et de fonctionnement aux exploitations agricoles et aux coopératives ne disposant pas de titre foncier formel et dont les besoins excèdent l'offre du microcrédit. Disposant d'un réseau important d'agences de proximité et de ressources humaines connaissant bien le secteur agricole, Tamwil El Fellah accorde des crédits sur la base d'une analyse de la rentabilité des projets qui lui sont soumis.

19. **L'Agence Française de Développement (AFD)** a signé le 19 novembre 2013 un accord de financement pour l'octroi d'une ligne de crédit concessionnelle de 20 millions d'euros à la SFDA et d'un don de 300'000 euros au Crédit agricole du Maroc. La ligne de crédit permettra de développer l'activité de Tamwil El Fellah en matière de financement des investissements des exploitations agricoles n'ayant pas accès au crédit bancaire classique. L'AFD accompagnera le Centre d'études et de recherches du Crédit agricole (CERCAM) dépendant du CAM pour la mise en œuvre d'actions de renforcement de capacités en matière de responsabilité sociale et environnementale, d'évaluation des impacts des financements de Tamwil El Fellah sur le revenu agricole des ménages.

20. **L'industrie agro-alimentaire (IAA)** au Maroc est le deuxième secteur industriel avec près de 30% de la production industrielle totale. Le secteur des IAA compte 1981 entreprises représentant 25% du total des établissements industriels constitués principalement de PMI à hauteur de 95%. Il engendre plus de 2,6 milliards de dirhams d'exportation et 90.000 emplois en 2008 dont 53% sont des femmes.

21. Aussi, le secteur participe activement, à travers ses unités industrielles implantées dans les territoires au développement rural. Pour encourager l'investissement dans le secteur et renforcer son tissu entrepreneurial, le Maroc a mis sur place plusieurs initiatives, notamment à travers le Plan Maroc Vert par l'instauration d'une politique pour le développement du secteur agroalimentaire de l'amont à l'aval et par la création d'un réseau de 6 agropoles (Meknès, l'Oriental, Souss, Gharb, Haouz et Tadla).

22. A cet effet, le plan Maroc Vert a mis sur place un système d'agrégation qui est un partenariat gagnant-gagnant entre les petits agriculteurs et l'aval commercial-industriel (Agro-industrie). Parmi les objectifs de ce partenariat est de faire bénéficier les petits agriculteurs d'un part de la marge détenue auparavant par les intermédiaire-spéculateurs.

23. Cette agrégation constitue un modèle novateur d'organisation des agriculteurs autour d'acteurs privés ou d'organisations professionnelles à forte capacité managériale, ce qui permet notamment de dépasser les contraintes liées à la fragmentation des structures foncières tout en assurant aux exploitations agrégées de bénéficier des techniques modernes de production et du financement et d'accéder au marché intérieur et extérieur et sécurisation de l'approvisionnement pour les agrégateurs. Des modèles d'agrégations réussies sont cités au paragraphe I. A.

Appendice 2: Pauvreté, ciblage et parité hommes-femmes

I. Analyse de la pauvreté

1. La complexité de l'analyse de la pauvreté relève à la fois de ses sources mais aussi de l'intersection de facteurs endogènes et exogènes. Au Maroc, les données sur la pauvreté font référence à celles de 2009 fournies par le HCP dans le cadre de l'enquête sur le niveau de vie des ménages réalisée en 2006-2007 et celles du PNUD de 2011, fournies par l'enquête réalisée par le Centre de recherche économique pour le développement international de l'université d'Oxford (OPHI) en 2009 qui a mis au point un indice de pauvreté multidimensionnelle (MPI) (Voir le rapport intitulé «*Acute Multidimensional Poverty: a new index for developing countries* » (source: <http://www.ophi.org.uk/wp-content/uploads/ophi-wp38.pdf>) . Dans le cas du Maroc, l'application de cet indice fait grimper le taux de pauvreté à 28% (taux de pauvreté National rapporté par le PNUD⁴⁴ en 2011), contre 9% selon les résultats du HCP fournis pour la même année.
2. Selon le HCP, "l'application même de l'approche de pauvreté multidimensionnelle de l'OPHI aux données marocaines donne des résultats qui vont dans le même sens que ceux calculés par l'approche du HCP. Ainsi, l'approche de l'OPHI appliquée aux données des enquêtes marocaines montre que la pauvreté a diminué de 28,5% en 2004 à 11,1% en 2007. L'application de l'approche multidimensionnelle du HCP montre, quant à elle, que la pauvreté a baissé de 23,9% en 2001 à 12,1% en 2007. La baisse de la pauvreté est confirmée par les deux approches.
3. De façon générale, au niveau national, on peut dire que si les taux de pauvreté en milieu rural ont baissé, ils restent toujours plus élevés que ceux des populations urbaines. L'analyse montre également que parmi les provinces les plus pauvres, on retrouve en partie ou en totalité celles situées dans des zones de montagne et parmi elles, certaines affichent des taux de pauvreté en milieu rural qui dépassent 1fois et ½ la moyenne nationale rurale⁴⁵. Le taux de vulnérabilité a également été réduit, durant la même période, de 22,8% à 17,5% au niveau national, de 16,6% à 12,7% en milieu urbain, et de 30,5% à 23,6% en milieu rural (HCP, 2007).
4. Au niveau des communes rurales cibles du programme, le cumul du taux de pauvreté et de vulnérabilité affiche 43% pour la province de Séfrou et 40% à Azilal (voir tableau 1 et 2 ci-dessous). Si certaines CR affichent des taux un peu plus faibles, la justification est en partie apportée par la diversification des activités (écotourisme, commerce, artisanat,) qui permet d'améliorer les revenus des populations.
5. Les principaux problèmes qui maintiennent un niveau de pauvreté élevé en milieu rural, particulièrement dans les zones montagneuses, sont multiples. Les plus importants sont: i) le taux d'analphabétisme élevé; ii) les difficultés d'accès aux services financiers ruraux de proximité; iii) les difficultés d'accès aux marchés; iv) l'inadéquation de la formation professionnelle avec le marché de l'emploi; v) l'insuffisance dans la gouvernance locale v) l'insuffisance de l'organisation professionnelle et la faible présence de l'interprofession, les OPA sont jeunes et insuffisamment encadrées; vii) aux insuffisances d'une intégration, appropriée et juste du genre; et viii) le tissu agro-industriel ne représente que 24% du national (PMV/2009). A ces contraintes, s'ajoutent notamment: i) une pluviométrie irrégulière; ii) la complexité liée au foncier; iii) la dégradation des ressources naturelles liée à l'érosion et la déforestation et iv) ces dernières années les effets du changement climatique sur les populations vulnérables (grêles, inondations, crues, etc.).
6. Dans les zones enclavées et pauvres, les ménages survivent grâce à une stratégie articulée autour d'une diversification des sources de revenus agricoles et non agricoles permettant, même si elle est encore insuffisante, de réduire leur vulnérabilité et de maximiser leurs revenus. La diversité

⁴⁴ Indicateurs sociaux: Rapport Mondial sur le développement Humain 2011 (PNUD) et données du HCP

des écosystèmes de montagne, permet cette diversification et si les rendements sont faibles (par manque de savoir-faire), les produits ne sont pas valorisés et leur commercialisation (faute d'accès aux marchés) ne leur profite pas toujours.

7. L'introduction de nouvelles cultures (safran, truffes, endives, légumineuses, etc.), la valorisation de certaines ressources naturelles comme les plantes aromatiques et médicinales (pour la production des huiles essentielles), et des produits de terroir comme l'apiculture connaissent un début difficile mais prometteur. Le développement de ces nouvelles filières se heurte au manque d'encadrement, aux difficultés d'accès aux financements et aux marchés pour développer des labels de qualité. Ces innovations et l'intérêt des jeunes pour l'agriculture, peuvent contribuer à réduire les risques de paupérisation.

II. Zone d'intervention du programme

8. La zone du programme a été retenue lors de la mission d'identification menée conjointement avec le Ministère de l'Agriculture sur la base de quatre critères pour identifier les provinces prioritaires au niveau des zones de montagne. Ces critères sont: i) le taux de pauvreté et de vulnérabilité, ii) l'existence de potentialités à développer socio-économique, infrastructure, envi mental iii) la capacité institutionnelle à mettre en œuvre les activités et iv) le nombre et la nature des programmes et projets existants dans la province. Sur cette base, les provinces de Séfrou et d'Azilal ont été retenues pour la phase 1 du programme.

Province de Séfrou

9. La province de Séfrou située en moyen Atlas central, fait partie de la région de Fès-Boulemane. Elle couvre 23 communes (dont 18 communes rurales) pour une population de 285'500 hab. (47'500 ménages). La superficie totale de la province est estimée à 400'000 Ha dont 97'200 ha SAU (24,3%), 15'000 ha en irrigué (15,4% de la SAU) et 82'200 Ha en bour (84,6% de la SAU). On y pratique les céréales sur 55% de cette SAU, 20% d'arboriculture représentée notamment par l'olivier et les rosacées (prunier & pommier, essentiellement). La Pluviométrie moyenne annuelle est de 600 mm en montagne.

Province d'Azilal

10. La province d'Azilal, située en haut Atlas dans la région économique Tadla-Azilal. Elle s'étale sur une superficie d'environ 1 million d'ha entièrement montagneuse à l'exception d'une infime partie relevant de la plaine de Tadla (zone ORMVAT⁴⁶). Elle couvre 48 Communes (dont 46 communes rurales) pour une population de 556'000 hab. (environ 92'000 ménages) dont 465'000 vivent en milieu rural. La SAU représente 17% alors que la forêt couvre 37%, les parcours représentent 15% et le reste 31% sont des terrains incultes. Les cultures pratiquées sont les céréales (77%), l'arboriculture (19%), le fourrage (1,83%); les légumineuse avec 1,6%. Les précipitations sont de 400 mm en moyenne.

Communes rurales concernées par le programme

11. Sur la base des critères pauvreté, des potentialités existantes, et des fiches de projets fournis par l'ADA, **les communes et les municipalités retenues par le PDRZM** sont :

- **Sefrou.** Le programme concernera 15 CR et 2 municipalités: Ait Sbaâ, Laânaceur: Sidi Youssef Ben Ahmed, Ain Tamgnay; Oulad Mkoudou, Ighezzane, Dar El Hamra, Adrej, Ahl Sidi Lahcen; Kandar Sidi Khiair; Azzaba, Tazota, Mternagha, Tafagight, Ribat El Kheir, El Menzeh; Imouzzar kandar.
- **Azilal.** Le programme concernera les 17 CR et 2 municipalités: Zaouiat Ahansal, Tamda N'oumarcid, Aït Abbas, Aït M'hamed, Aït Bououli, Tabant (A; Bouguemez), Aït Mazigh, Tilouggit, Aït Tagoula, Taounza, Béni Hassan, My Aissa Ben Driss, Foum, Jamâa, Aït Tamllil, Ouaoula, Aït Mazdane, Bzou, Demnate.

⁴⁶ Office régional de mise en valeur agricole de Tadla.

III. Stratégie de ciblage et groupe cible

Stratégie de ciblage

12. La stratégie de ciblage du programme sera: i) géographique avec des interventions dans les zones agro-écologiques de montagne à forte incidence de pauvreté et de vulnérabilité; ii) socio-économique au niveau des communes rurales (CR), où les taux de pauvreté et de vulnérabilité sont élevés et où des poches de pauvreté existent; iii) environnementale, dans des zones où la dégradation des ressources naturelles est importante soit sous les effets des changements climatiques et/ou des mauvaises pratiques agricoles affectant les populations les plus démunies et les vulnérables et, iv) selon le genre, avec une discrimination positive envers les femmes pauvres et vulnérables, les chefs de ménages et les jeunes diplômés au chômage.

13. Le programme ciblera divers groupes socio-économiques dont la typologie peut être présentée selon: i) la catégorie et le statut juridique des bénéficiaires (petits agriculteurs, petits éleveurs, petits apiculteurs, des micro-entrepreneurs ruraux (hommes et femmes), des porteurs d'initiatives économiques, des populations pauvres et vulnérables); ii) le positionnement dans les filières (producteurs, commerçants, artisans transformateurs, prestataires de services; et iii) la localisation (zone rurale, bassins de production, zones d'échanges commerciaux).

14. La stratégie de ciblage tiendra compte, également, de la stratégie nationale de la lutte contre la pauvreté tout en s'alignant sur la politique adoptée par le FIDA en la matière. Le programme harmonisera son ciblage avec les partenaires qui ont les mêmes objectifs pour une complémentarité et/ou une synergie pour la réduction de la pauvreté dans le cadre notamment du PMV et de l'INDH.

Groupes cibles

15. Sur la base de cette stratégie, les populations qui seront ciblées par les différentes activités du programme comprendront:

- les petits et moyens éleveurs disposant d'un effectif au maximum de 50 têtes d'ovins ou l'équivalent en caprins;
- les petits et moyens agriculteurs disposant au maximum de 3 ha en irrigué et de 20 ha en pluvial;
- les petits apiculteurs disposant d'un savoir-faire et n'ayant pas encore de ruches ainsi que ceux ayant au maximum 30 ruches par apiculteurs au sein d'un groupement de 15 adhérents et plus;
- les « sans terre », les jeunes garçons et filles et les femmes qui veulent réaliser des petits projets au titre des PME et activités génératrices de revenus.

16. La démarche du programme sera celle du PMV qui exige l'affiliation à une organisation socioprofessionnelle. Aussi, seules les populations affiliées à des organisations socioprofessionnelles seront ciblées. Dans ce sens, un programme d'accompagnement sera lancé en amont de la mise en œuvre afin d'organiser les ménages répondant aux critères de ciblage et répondre ainsi aux exigences de la démarche.

17. Le programme ciblera aussi les agriculteurs, apiculteurs et les éleveurs vulnérables: i) au changement climatique à travers les aménagements des structures anti-érosives (gabions) pour la conservation des eaux et du sol, la gestion des eaux, les filets anti-grêle, etc.; ii) ceux ayant développé des pratiques en agriculture qui risquent d'impacter négativement l'environnement (pression sur les ressources en eau, les traitements abusifs en pesticides et engrais) et ceux qui risquent de perdre leur moyens d'existence (maladie du cheptel, pollution des eaux, érosion, etc.).

18. Les agriculteurs, les éleveurs et les apiculteurs qui ne constituent pas les cibles directes du programme, bénéficieront indirectement du renforcement des capacités, de l'organisation, de l'appui à l'interprofession et des infrastructures hydro-agricoles collectives, liés au développement des filières. Ils bénéficieront aussi des activités qui seront menées pour faire face aux effets du CC, les bonnes pratiques pour la préservation et la gestion des ressources naturelles et les unités de valorisation (formation, marketing et commercialisation).

Population de la zone d'intervention

19. La Phase 1 du programme englobe les provinces de Séfrou et d'Azilal. Celles-ci comptent au total 71 communes dont 64 rurales et une population globale d'environ 840'000 habitants (140'000 ménages). Le programme interviendra dans 32 communes rurales et 4 municipalités totalisant une population d'environ 368'000 habitants (64'000 ménages).

Bénéficiaires directes

20. Le nombre total des **bénéficiaires directs** dans les CR cibles pour la phase 1 sera de 180'500 habitants (30'000 ménages) dont 50% de femmes.

Bénéficiaires indirects

21. Le programme à travers les infrastructures de base (pistes, AEP, PMH, CES, unités de valorisation, etc.), va bénéficier indirectement à une partie de la population des CR non bénéficiaires directes (artisans, employés, etc.) et qui est estimé à 20'000 ménages dans les deux provinces. Le programme bénéficiera aussi, à ceux qui profiteront de l'organisation et du renforcement des capacités (gestion, marketing et commercialisation) ainsi que ceux qui adopteront la gestion environnementale promue dans le cadre du programme et qui sont estimés à 3'000 ménages.

22. Le programme bénéficiera également de façon indirecte aux commerçants et à ceux qui offrent des services aux villages (intrants, alimentation, etc.) soit 2'000 ménages. Par ailleurs, le programme bénéficiera indirectement à 9'000 familles qui seront sollicitées pour les travaux et chantiers de plantations, pistes, CES, construction, etc., à 100 ménages liés à l'apiculture, et 200 opérateurs touristiques (tours opérateurs, auberges et gîtes, guides).

23. Le nombre total des bénéficiaires indirects est estimé à 205'800 personnes (34'000 ménages).

IV. Genre et parité hommes-femmes

Situation des femmes dans la zone du programme

24. Dans les discussions menées par la mission avec des focus groups, il a été rapporté que le taux de femmes chef de ménages ne dépasse pas 10% et il est inférieur au taux national qui est de 16,1% en 2011. Selon les interviewées, les raisons sont multiples: i) les coutumes et traditions dans la zone ou pendant l'absence de l'homme, c'est toujours un autre homme qui prend en charge la famille, ii) la diminution de l'exode de longue durée, ii) les relations hommes-femmes qui ont relativement changé après l'application de la moudawana. En effet, les femmes, même en nombre limité, imposent de plus en plus leur point de vue dans la gestion des affaires familiales: scolarisation des enfants, mariage, Voir dans les investissements au niveau de l'exploitation. Elles fréquentent beaucoup plus les espaces publics (marchés, centre de santé, centre d'alphabétisation, etc.) et elles expriment la volonté d'être appuyées, organisées et considérées en tant qu'actrices dans le développement local.

25. Dans les domaines associatif et socioprofessionnel, et malgré des taux de pauvreté, de chômage et d'analphabétisme élevés, l'implication des femmes dans la vie publique n'est pas un phénomène nouveau, dans la zone du programme. Les femmes jouaient déjà un rôle essentiel dans la préservation et le renforcement des réseaux de solidarité au sein de leurs communautés à travers l'organisation de Twiza, les fêtes, les décès et les cérémonies religieuses. Cependant, les femmes adhèrent très peu aux organisations socioprofessionnelles et même si elles y adhèrent elles n'accèdent pas aux organes de décision, ce qui les amène souvent à créer leur propre organisation.

26. Au niveau des deux provinces, les femmes sont très actives dans le secteur agricole. La femme travaille en tant qu'aide familiale ou entant qu'ouvrière salariale, très souvent avec un salaire moins rémunéré que l'homme notamment à Azilal. Cette différence pourrait aller de simple au double pour certains travaux.

V. Appui du programme aux femmes

Justification

27. Conformément à la politique du FIDA et aux orientations du gouvernement, le programme accordera une attention particulière aux femmes. Il renforcera leurs capacités afin de leur permettre d'accéder aux moyens de production, aux organisations professionnelles et surtout aux organes de décision de ces organisations. Dans ce sens, le programme encouragera la mise en place des organisations féminines et appuiera leur représentativité dans les organisations existantes. Le programme propose une série d'actions aux femmes en rapport avec leurs activités et leur niveau de participation).

Actions retenues

28. Pour promouvoir les femmes et leur intégration dans le développement, le programme financera au profit des coopératives de femmes, les actions suivantes:

- Au niveau des filières arboricoles: i) trois unités de fabrication de jus et vinaigre de pommes, ii) une unité de conditionnement des cerises; iii) une unité de concassage de noix et de conditionnement et le renforcement d'une unité existante (Tikniouine); iv) trois unités de concassage des amandes; v) une coopérative de service en arboriculture et appui d'une deuxième déjà existante.
- Dans les filières animales, le programme appuiera: i) Huit centres de collecte du lait ; ii) la création et financement de 11 groupements féminins d'élevage d'ovins, iii) la présence des femmes dans les coopératives apicoles et les unions iv) les formations pour renforcer l'intégration et le renforcement de la présence des femmes dans les différents maillons des filières; v) le financement, à titre pilote, d'une vingtaine de tendeuses de luzerne dans chaque région pour réduire la corvée des femmes et vulgariser la petite mécanisation.
- Pour la diversification des revenus, le programme appuiera des projets pilotes notamment: i) dans la réplique de la culture du safran déjà menée avec succès dans d'autres régions; ii) dans les plantes aromatiques et médicinales (PAM) et l'extraction d'huiles essentielles; iii) des séances de sensibilisation sur la préservation des ressources naturelles et les aspects environnementaux.

VI. Approche pour l'intégration du genre

29. Par rapport aux jeunes, la mission a constaté que ces derniers sont bien intégrés aussi bien à Séfrou qu'Azilal. Ils constituent une majorité en tant qu'adhérents dans les OPA et accèdent, vu leur niveau d'études, facilement aux organes de décisions des OPA.

30. Pour la création d'un environnement favorable à l'intégration des femmes, le programme mettra en place une stratégie opérationnelle et organisera des ateliers de sensibilisation et de formation sur l'intégration du genre dans le développement, pour les responsables des structures et institutions impliquées dans la mise en œuvre et l'exécution du programme.

31. Pour renforcer l'autonomisation financière des femmes, le programme appuiera la mise en place d'AGR et d'unités de valorisation accompagnés par des séances de formation en organisation et de renforcement de leurs capacités (alphabétisation fonctionnelle; gestion des coopératives bonnes pratiques pour les activités développées; etc.)

32. Le programme mettra en place une stratégie de communication pour la mise en œuvre et l'exécution du programme et notamment celle relative à l'intégration du Genre.

Check liste des mesures opérationnelles de ciblage

Question	Mesures adoptées dans la conception du Programme
1. Est-ce que le principal groupe cible -correspond au groupe cible du FIDA tel que défini dans la politique concernant le ciblage	Le programme concerne la population pauvre de la zone montagneuse retenue comme prioritaire par le gouvernement. Il cible les ruraux très pauvres et vulnérables correspondant parfaitement à la politique de ciblage du FIDA.
2. Des sous-groupes cibles ont-ils été identifiés et décrits en fonction de leurs caractéristiques socio-économiques, ressources et moyens d'existence particuliers-avec une attention sur les différences	Les principaux groupes cibles du programme sont composés de petits exploitants et/ou petits éleveurs, de paysans sans terre, de femmes et de jeunes chômeurs. Un intérêt particulier a été accordé aux femmes et aux jeunes.
3. Des indications sont-elles données sur l'intérêt dessous- groupes cibles identifiés pour les activités proposées, et sur leur probable adhésion?	Les activités du Programme ont été discutées avec les différentes catégories de bénéficiaires, y compris leurs organisations qui ont montré un grand intérêt et la volonté de prendre en charge la gestion des investissements du programme. L'adhésion a été vérifiée également par leur volonté à participer matériellement dans les coûts d'investissement pour ces activités.
4. Le DCP décrit-il une stratégie de ciblage réalisable et opérationnelle conforme à la Politique sur le ciblage, incluant toutes ou certaines des mesures et méthodes ci- après:	
4.1. Ciblage géographique– basé sur des données sur la pauvreté ou des indicateurs de substitution.	Géographiquement. Les deux zones du programme ont été délimitées en se basant sur les taux de pauvreté et les taux de vulnérabilité.
4.2. Ciblage direct - lorsque des ressources ou des services sont destinés à des personnes ou à des ménages spécifiques	Le programme a défini les indicateurs pour le ciblage directe qui concerne tous les ménages pauvres (agriculteurs et /ou éleveurs), les femmes et les jeunes au chômage ainsi que les ménages sans terre.
4.3. Autociblage- lorsque les biens et services répondent aux besoins prioritaires, les dotations en ressources et les stratégies de subsistance des groupes cibles	Les organisations aussi bien sociales que professionnelles seront impliquées dans le ciblage. Le programme prévoit une formation préalable pour les représentants des organisations et les personnes ressources pour renforcer leurs capacités
4.4. Mesures d'autonomisation – y compris de l'information et de la communication, ciblé sur le renforcement de capacité et de confiance, appui organisationnel.	Diverses activités de renforcement de capacités (formation, information, champs écoles, voyages d'échanges, formation d'apprentissage, accompagnement,...) et d'appui à l'organisation professionnelle sont prévues par le programme..
4.5. Mesures de facilitation – visant à renforcer les attitudes et l'engagement des parties prenantes et des partenaires à l'égard du ciblage de la pauvreté, de l'équité genre et de l'autonomisation des femmes.	En plus de la volonté du gouvernement qui encourage l'intégration des femmes dans les secteurs économiques et particulièrement dans le rural, le programme a mis en place des mesures pour faciliter l'accès des femmes aux PMER et AGR à travers les coopératives de valorisation des produits agricoles et de services.
4.6. Attention aux procédures qui pourraient freiner la participation des groupes cibles visés (par exemple, une contribution excessive exigée des bénéficiaires; des procédures juridiques contraignantes, etc.)	Le programme a prévu des solutions appropriées à toutes les contraintes identifiées notamment pour les femmes et les ménages très pauvres.

4.7. Mesures opérationnelles- modalités de gestion des projets/programmes appropriés, personnel, sélection des partenaires de mise en œuvre et de fournisseurs de services	Le programme a précisé les modalités de gestion pour la sélection du staff de la mise en œuvre, des partenaires ainsi que pour les prestataires et les fournisseurs de services.
Suivi des résultats du ciblage. Le DCP précise-t-il que les résultats du ciblage feront l'objet d'un suivi-évaluation participatif, seront évalués lors d'une revue à mi-parcours?	Des indicateurs ont été définis pour surveiller la participation des groupes cibles avec des données désagrégées par sexe. Les bénéficiaires seront impliqués, à travers leurs organisations dans la mise en œuvre, suivi-évaluation des produits, des résultats et des impacts. En plus du SYGRI, comprendra la collecte et l'analyse des données désagrégées selon le genre.

Cadre pour la dissémination des bonne pratiques Genre dans les opérations du FIDA

Check liste des mesures opérationnelles équité-genre

	SCORE (1-6)	Questions
1. Le document de conception du projet (DCP) contient - et la mise en œuvre du Projet est basée sur - des données de pauvreté désagrégées par genre et une analyse spécifique par genre pour les activités/secteurs concernés, ainsi qu'une analyse pour surmonter tout obstacle non intentionnel pour la participation des femmes.	5	Le rapport de conception contient des données désagrégées par sexe et une analyse des différences liées au genre. La mise en œuvre est basée sur des données sur la pauvreté désagrégées par sexe et une analyse des différences par genre dans les activités et secteurs concernés en relation avec les différentes chaînes de valeur.
2. Le DCP contient - et le Projet met en œuvre - des mesures concrètes pour: <input type="checkbox"/> développer l'autonomisation économique des femmes grâce à l'accès et au contrôle d'actifs productifs et du foyer <input type="checkbox"/> renforcer et assurer le pouvoir de décision des femmes au niveau des ménages et de la communauté, et la représentation et la participation des femmes dans les organes de décision d'instances locales <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> alléger la charge de travail des femmes et atteindre un équilibre équitable entre la charge de travail des femmes et des hommes 	6	Le Programme comporte des activités spécifiques pour les femmes en matière de renforcement des capacités, d'autonomisation par le biais d'activités génératrices de revenus, de participation dans les organisations locales et de réduction de leur charge de travail. (Voir Appendice 2, sections IV, V and VI).
3. Le DCP indique dans la section ciblage ce que le Projet apportera dans une perspective de genre		
4. Affecter des ressources humaines et financières adéquates pour mettre en œuvre une approche genre	5	Les ressources nécessaires ont été allouées pour les activités liées au genre.
5. Assurer et appuyer la participation active des femmes dans des instances et comités prenant des décisions liées aux activités du Projet, y compris la fixation d'objectifs spécifiques pour leur participation	5	Le Programme vise à établir des organisations spécifiques pour les femmes (coopératives) et travaillera en faveur de l'inclusion des femmes dans les organisations paysannes et dans leurs instances décisionnelles et comités locaux.
6. Veiller à ce que les arrangements du Projet (composition de l'équipe de Projet, TdR de recrutement pour le personnel et les partenaires d'exécution, ...) reflètent l'attention à l'équité genre et aux aspects d'autonomisation des femmes	5	Le programme favorisera la participation des femmes dans les comités de coordination et au sein de l'UCP.
3.4 Réaliser des efforts pour atteindre les femmes (par exemple, nombre et qualification appropriées d'agents de terrain),	6	Les formateurs dispenseront des formations de sensibilisation et impliqueront les femmes à tous les stades de la mise en œuvre.

particulièrement quand la mobilité de femmes est réduite.		
4. Le cadre logique, le système SE et de gestion des savoirs du Projet prévoient des indicateurs de performance et d'impact désagregés par sexe et par âge, incluant des indicateurs spécifiques sur l'équité genre et l'autonomisation des femmes.	5	Le cadre logique et le système de Suivi-évaluation comportent des indicateurs désagregés par genre.
Score moyen	5	

Appendice 3: Performance du pays et enseignements tirés

Portefeuille FIDA au Maroc

1. Le partenariat entre le (FIDA) et Maroc a commencé vers le début des années 1980. Le FIDA a contribué au financement de 13 projets, pour un montant total d'environ 1524 millions dollars US dont 194 millions dollars US sous forme de prêts FIDA. Par ailleurs, au cours des deux dernières décennies, le Maroc a aussi bénéficié de 25 dons d'assistance technique régionaux, dont trois sont actuellement en vigueur.

Projets en cours d'exécution

2. **Le projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)**, pour un coût total de 44,21 millions dollars US, financé conjointement par le gouvernement marocain, un prêt du FIDA de 16,21 millions dollars et un prêt OFID de 9,81 millions dollars US. Approuvé en décembre 2005, mis en vigueur en mars 2007, il sera clôturé le 30 septembre 2015.

3. **Le projet de développement rural dans les zones montagneuses de la Province d'Errachidia (PDRME)**, pour un coût total de 27 millions dollars américains, financé conjointement par le gouvernement marocain, un prêt et un don du FIDA pour respectivement 18,3 millions dollars US et 500'000 dollars US. Approuvé en septembre 2007, mis en vigueur en septembre 2008, il sera clôturé le 31 mars 2015.

4. **Le projet de développement de filières agricoles dans les zones montagneuses de la province de Taza**, pour un coût total de 39,1 millions dollars US, financé conjointement par le gouvernement marocain, un prêt et un don du FIDA pour respectivement 22,5 millions dollars US et 500'000 dollars US. Approuvé en décembre 2010, mis en vigueur en septembre 2011, il sera clôturé le 31 mars 2019.

5. **Le projet de développement de filières agricoles dans les zones montagneuses de la province d'Al Haouz, Phase II**, pour un coût total de 9,13 millions dollars US financé conjointement par le gouvernement marocain, un prêt et un don du FIDA pour respectivement, 6,38 millions dollars US et 140'000 dollars US. Approuvé en décembre 2011, mis en vigueur en septembre 2012, il sera clôturé le 31 mars 2018.

Impacts des projets clôturés

6. Au titre des impacts des interventions des projets, on notera que: i) l'aménagement des périmètres irrigués a permis la valorisation et l'économie des ressources en eau, ii) les pistes ont généré un dynamisme socio-économique très important (réduction des charges de transport, accès plus facile aux équipements socio-économiques, accroissement des échanges commerciaux, etc.), iii) l'alimentation en eau potable a contribué à améliorer les conditions d'hygiène, à générer des gains de temps, et à éliminer la corvée de l'approvisionnement en eau traditionnellement assurée par les femmes et les enfants, iv) les actions de conservation des sols et amélioration pastorale ont permis de préserver et améliorer la productivité des ressources en terres. La distribution de facteurs de production (plants, petit matériel, ruches, unités de valorisation, etc.) aux bénéficiaires à travers les associations et les coopératives a permis d'améliorer la conduite des cultures, de générer des valeurs ajoutées additionnelles et par conséquent, améliorer leurs revenus, v) la sensibilisation à l'éducation environnementale a généré une prise de conscience chez de nombreux opérateurs et associations et a permis l'émergence de bonnes pratiques axées sur la gestion durable des ressources naturelles.

7. Les principaux impacts peuvent être chiffrés comme suit: i) un accroissement de la superficie irriguée de 13% en moyenne; ii) une diminution du tour d'eau de 24,6% en moyenne pour les périmètres enquêtés; iii) une diminution du temps par irrigation de 51% en moyenne; iv) une réduction de moitié de la période de déficit hydrique; v) une amélioration de l'assolement de 30% par adoption de cultures à plus haute valeur ajoutée que les cultures annuelles traditionnelles; vi) une augmentation des rendements des cultures de 23%; vii) une amélioration de l'accès aux marchés et

aux services socio-économiques de base à travers le désenclavement (réduction des distances et du temps de transport de 68 et 88% respectivement) et viii) une amélioration des revenus des bénéficiaires d'environ 30% en moyenne.

Leçons tirées

8. L'analyse de la mise en œuvre des projets FIDA au Maroc a révélé que malgré les résultats positifs enregistrés, des améliorations sont à apporter:

- Au niveau organisationnel et institutionnel, les associations de base n'ont pas suivi le même rythme de développement. Certaines sont autonomes, alors que d'autres ont besoin de consolidation pour améliorer leur fonctionnement et leur autonomisation. L'absence de plan de formation basé sur les besoins des bénéficiaires au démarrage des projets a limité l'efficacité des programmes de formation. Il faut dès le démarrage prévoir des ateliers participatifs avec les bénéficiaires pour l'établissement de ce plan car l'approche participative n'a de chance d'aboutir que si les capacités des associations sont améliorées et si elles sont pleinement impliquées.
- Gestion des projets en matière de production agricole, les distributions de plants fruitiers bien adaptés à la région avec des fruits à haute valeur marchande ont suscité un grand intérêt chez les petits agriculteurs lors des sessions de formation et de démonstration avec un impact direct dans l'amélioration de leurs revenus et leur reproduction se fait très rapidement. Par contre les distributions d'équipements et de matériel agricoles ont permis aux bénéficiaires d'adopter les techniques d'amélioration de la productivité mais l'entretien du matériel est insuffisant et son renouvellement se fait peu. Mais des associations qui ont été accompagnées pour s'ériger en coopératives ont pu renforcer leur capacité et accéder à des financements (ou autres aides) pour renouveler leur matériel. Il faut donc poursuivre ces accompagnements et ultérieurement les regrouper en groupements d'intérêt économique afin d'accroître leur capacité d'organisation et de négociation.
- Dans la conception technique des aménagements liés à l'eau, il faut engager des actions de sensibilisation pour adopter les systèmes d'irrigation qui privilégient l'économie de l'eau à la parcelle et veiller à la cohérence entre les plans de mise en valeur pratiqués et les ressources en eaux disponibles. Par contre pour les pistes de désenclavement, si elles ont répondu aux objectifs visés, les investissements de revêtement, drainage et de protection n'ont pas suivi et des dégradations sont vite apparues sur certains tronçons.
- Pour les Plans de développement territoriaux et de filières: il faut les engager très tôt au démarrage du projet ou même une année avant le démarrage et en limiter la durée de réalisation à quelques mois; en limiter les objectifs au strict minimum nécessaire pour engager les activités des projets;
- **Gestion des projets:** Il s'agit de: i) renforcer les ressources humaines des unités de gestion des projets (innover en matière de mise à disposition des projets des ressources humaines nécessaires, notamment par le biais de recrutements de spécialistes-matières sur la base de contrats à durée déterminée); ii) renforcer les budgets alloués aux projets ainsi que les moyens de transport; iii) accélérer le rythme des engagements de dépenses, de paiement, de transmission des relevés de dépenses au MEF et d'envoi au FIDA des demandes de décaissement; iv) tenir des réunions périodiques et rapprochées (bimestrielles) avec la Direction du Budget du Ministère de l'Economie et des Finances, dans le cadre de l'unité centrale de coordination des projets FIDA prévue dans le COSOP, pour suivre les réalisations financières des projets, notamment pour les décaissements.

Appendice 4: Description détaillée du programme

I. Contexte agro-écologique

1. La superficie agricole utile (SAU) de la province de Sefrou est estimée à 94'000 ha, à prédominance céréalière (61%) suivi des plantations fruitières (21%) et de loin par les légumineuses alimentaires (6,8%). Les autres spéculations restent entre 1 et 2,2%. En zone de montagne, deux systèmes de culture prédominent: i) un système intensif conduit en monoculture dans les communes rurales où les topographies sont régulières, les ressources hydriques disponibles et concerne les espèces arboricoles (pommier, prunier et cerisier) ou maraichères (pomme de terre et oignon); ii) un système extensif, essentiellement en pluvial, caractérisé par des soles céréalières, associée ou non à des cultures arboricoles « vivrières » (olivier, amandier, noyer), avec peu de maraichage et de légumineuses pour l'autoconsommation, ou les fourrages pour les animaux. Ce système de culture est rencontré dans les communes rurales, où les sols sont pauvres et/ou à topographie irrégulière et les ressources hydriques réduites.

2. La SAU dans la province d'Azilal est estimée à 163'100 ha, représentant 17% de la superficie totale. Les céréales (orge, blé dur et blé tendre) occupent 77% de la SAU, suivis de loin par l'arboriculture (19%). Les fourrages, légumineuses et maraichage représentent respectivement 1,8%, 1,6% et 0,6% de la SAU. Les systèmes de culture pratiqués dans la province sont décrits dans le DT1. La zone d'Azilal, située dans le haut Atlas, n'a pas bénéficié durant ces 20 dernières années de projets de développement agricoles importants. Toutefois, l'étendue de la province et sa nature montagneuse profonde ont ralenti considérablement le développement des réseaux routiers, ce qui pénalise l'échange et le transfert de technologie. La province d'Azilal connaît plus de contraintes vis-à-vis de l'enclavement par rapport à la province de Sefrou. Cet état de chose fait que l'arboriculture à Azilal, quoique plus diversifiée, est relativement moins développée qu'à Sefrou. *Les détails sont donnés au DT1. Une analyse SWOT (forces, faiblesses, contraintes et opportunités) en amont et aval des filières arboricoles pour les deux provinces est donnée en fin d'appendice et dans le DT1.*

II. Composantes du programme

3. Phase I du programme sera mise en œuvre sur une période de 5 ans à travers 2 composantes techniques et un dispositif de coordination, gestion et suivi-évaluation:

- **Composante I** : Développement et valorisation des filières agricoles;
- **Composante II** : Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au CC et diversification.

4. La description détaillée des composantes est comme suit.

A. Composante I «Développement et valorisation des filières agricoles»

5. Cette composante s'articule autour de 3 S/composantes:

- S/composante 1 : Filières végétales,
- S/ composante 2 : Filières animales
- S/composante 3 : Infrastructures et Aménagements hydro-agricoles.

6. Les modalités d'exécution des activités des S/composantes sont décrites comme suit :

S/composante 1 «filières végétales»

7. L'approche adoptée pour l'amélioration des productions arboricoles entre dans le cadre de la stratégie du PMV et suit l'approche adoptée concernant le développement des filières. Par conséquent, l'objectif spécifique à l'amont est de renforcer les maillons faibles des filières pommier, prunier, cerisier, amandier, noyer et caroubier pour assurer: i) une complémentarité avec les projets en cours du MAPM; ii) une intégration avec l'aval des filières pour la valorisation, le marketing et la commercialisation, iii) un cadre favorable au développement des organisations professionnelles, iv) l'adéquation avec les actions de protection de l'environnement.

Filières arboricoles-Amont

Sefrou

8. **Pommier.** La province de Sefrou renferme 4'570 ha (15% de la superficie nationale) pour une production de 82'000 T⁴⁷ et des importations annuelles en pommes en moyenne de 6'000 T⁴⁸. Les défaillances techniques notées à l'amont de la filière sont: i) l'utilisation non raisonnée et souvent excessive des pesticides et engrais; ii) une exploitation mal raisonnée de la nappe phréatique due à une mauvaise gestion des ressources hydriques à la parcelle, malgré l'utilisation quasi généralisée du goutte à goutte; iii) un manque de précision au niveau de quelques opérations en verger (taille, éclaircissage et dates optimales de récolte) pour l'obtention de fruits de meilleure qualité et aptes à une conservation plus prolongée. Pour le pommier, les actions à l'amont se focaliseront sur: i) une utilisation rationnelle des pesticides, des engrais et de l'eau d'irrigation dans un souci de protection de l'environnement, de préservation des ressources hydriques et de réduction des coûts de production; ii) une amélioration des techniques de taille, d'éclaircissage et de dates de récolte; et iii) un élargissement de l'éventail variétal pour les nouvelles plantations prévues dans l'extension.

9. **Cerisier.** Le développement de la filière de la cerise dans les zones montagneuses de la province de Sefrou offre de grandes opportunités de faisabilité pour les raisons suivantes: i) la cerise de Sefrou jouit d'une renommée nationale et culturelle; ii) la demande du marché dépasse de loin l'offre que fournissent les quelques 1700 ha en culture de cerisier au Maroc; iii) le passage par des calibreuses et des stations d'emballage valoriseraient mieux les cerises produites; iv) les variétés précoces peuvent être exportées en Europe avant la production européenne. Par conséquent, les actions majeures à prévoir pour le développement de la filière cerise sont: i) Extension des plantations sur des terrains favorables; ii) Renforcement des capacités des producteurs par les formations ciblées et l'accompagnement de proximité, et à l'aval par une meilleure manutention des fruits après récolte et à l'emballage pour une meilleure valorisation sur le marché; iii) Identification des sites adéquats pour l'installation d'unité de triage et d'emballage avec détermination des capacités de ces unités agro-industrielles en fonction de la production potentielle des vergers; iv) Protection des terres contre l'érosion et protection de l'environnement.

10. **Prunier.** Les actions clés pour le développement de la filière prunier seraient: i) Extension des plantations sur des terrains favorables, avec ressources hydriques suffisantes et exploités en cultures annuelles peu rentables en montagne (l'objectif étant d'élargir le potentiel de production à l'amont de la filière); ii) Renforcement des capacités des producteurs par les formations ciblées et l'accompagnement de proximité, à l'amont par une meilleure gestion des ressources hydriques et des techniques de productions pour obtenir un produit de qualité, et à l'aval par une meilleure manutention des fruits après récolte et au séchage pour une meilleure valorisation sur le marché; iii) Identification des sites adéquats pour l'installation d'unité de séchage et d'emballage avec détermination des capacités des unités agro-industrielles en fonction de la production potentielle des vergers; iv) Protection des terres contre l'érosion et protection de l'environnement.

Azilal

11. **Pommier.** Les actions pour le développement de l'amont de la filière pommier à Azilal seraient: i) l'extension des superficies de pommier sur des terres disponibles à ressources hydriques suffisantes afin d'élargir l'assise de production en pomme de la filière; ii) l'élargissement de l'éventail variétal par l'introduction de nouvelles variétés (variétés du groupe des Gala, Golden Smoothee à la place de Golden Delicious), iii) l'accompagnement des producteurs à l'amont de la filière pour une meilleure gestion technique afin d'obtenir un produit de qualité à moindre coût, et être capable de le valoriser via le stockage, le packaging, la transformation et la commercialisation; iv) aménagements hydro-agricoles pour une meilleure gestion des ressources hydriques; iv) Protection des terres contre l'érosion et protection de l'environnement .

⁴⁷ Pour un chiffre d'affaire de 697 millions MAD soit environ 84 millions \$US

⁴⁸ Pour 30 millions MAD soit environ 3,6 millions \$US.

12. **Noyer.** Les actions à considérer à l'amont pour le développement de la filière seraient: i) Extension des superficies de noyer (à ce niveau, la difficulté réside dans la non disponibilité de plants greffés en pépinière et encore moins de variétés productives et à entrée précoce en production); ii) Renforcement des capacités des producteurs par des formations et l'accompagnement de proximité pour l'amélioration des rendements et de la qualité des noix, basée sur l'adoption des bonnes pratiques agricoles; iii) Réhabilitation des noyers existants en préservant leur caractère naturel; iv) Adoption d'itinéraires techniques adaptés aux systèmes de culture existants, notamment vis-à-vis de la vigueur excessive des noyers.

13. **Amandier.** Pour la valorisation de l'amanderaie traditionnelle existante, les actions à considérer seraient: i) Renforcement des capacités des producteurs par des formations et l'accompagnement de proximité; ii) Réhabilitation des amanderaies existantes en préservant leur caractère naturel d'arbres de semis; iii) Conservation des eaux et protection des sols contre l'érosion. Pour la mise en place de l'amanderaie moderne, les actions à considérer seraient: i) Extension des plantations d'amandier sur des terrains nus ou à culture céréalière non rentable, ii) Plantations de périmètres sur un espace continu, à l'image des périmètres MCA, iii) Utilisation des variétés 'Ferragnès' et 'Ferraduel' à floraison tardive, certifiées et performantes; iv) mise en place nécessairement d'ouvrages CES car les terrains sont en pente et sujets à l'érosion; v) Renforcement des capacités des producteurs sur l'entretien des jeunes plantations.

14. **Caroubier.** Les actions à l'amont de la filière seraient: i) Extension des superficies de caroubier en résolvant les contraintes liées au matériel végétal; ii) Renforcement des capacités des producteurs par des formations et l'accompagnement de proximité pour la gestion technique des arbres de caroubier; iii) Réhabilitation des caroubiers existants en préservant leur caractère naturel.

15. En amont, les activités retenues par filière et par province, sont données dans le tableau ci-après. Les détails sont décrits dans le DT1.

Filière	CR	Plantations nouvelles (ha)
Sefrou		
Prunier	Oulad Mkoudou	75
Azilal		
Pommier	Ait m'Hammed et Tamda Noumercid, Tabant (Ait Bouguemaz)	650
Noyer	Tabant, Ait Bououali, Ait Abbas, Zaouiet Ahansal	250
Amandier	Ait Mazigh, - Tilouguite	700
Caroubier	Ait Mazigh, Taounza, My Aissa B. Driss, Ait Mazden	500
Total		2'175

16. **Mise en œuvre.** Le renforcement des capacités des producteurs sera réalisé à travers : i) le recrutement d'une assistance technique de proximité pour un appui au niveau des exploitations agricoles; ii) la création de champs-écoles organisés et conduits par les agriculteurs eux-mêmes et animés par l'assistance technique; iii) la constitution d'équipes-métiers organisées sous forme de coopératives de services constituées de jeunes techniciens pour la réalisation au profit des producteurs d'opérations techniques spécifiques et de fourniture de services divers; iv) la formation des producteurs et de leurs organisations professionnelles; v) l'appui-conseil par les ingénieurs et techniciens des structures de proximité de l'ONCA; vi) l'organisation de voyages pour les petits agriculteurs; vii) la participation des organisations professionnelles à des foires agricoles, y compris à l'étranger; viii) des formations au profit des cadres et techniciens des deux DPA et des structures de proximité de l'ONCA impliquées dans la mise en œuvre du programme en vue d'améliorer le taux d'encadrement qui reste relativement faible (1 technicien pour près de 2 400 hectares de surface agricole utile ou de 1 technicien pour 427 exploitants agricoles.). Les quantitatifs et les coûts sont donnés dans le Costab.

Filières arboricoles-Aval

17. Les objectifs du programme en appui à l'aval des filières sont: (i) de valoriser les produits de ces filières par l'introduction des techniques de stockage et de conditionnement performantes, par la

transformation et de technologies post-récoltes et; ii) d'améliorer l'accès des producteurs à des marchés rémunérateurs à travers le marketing, la labellisation et la certification.

18. **Les résultats attendus** de la mise en œuvre des filières arboricoles dans les deux provinces sont les suivants: i) une réduction des pertes post-récoltes au niveau des différentes filières concernées par le biais de l'introduction de technologies post-récoltes à travers la formation des membres des coopératives des petits agriculteurs dans les domaines des techniques de récoltes adéquates, triage, calibrage, stockage, conditionnement et transport; ii) une diversification des produits générés par la filière à travers la transformation et le conditionnement; iii) des produits certifiés en termes de signes distinctifs de qualité et d'origine; et iv) des prix rémunérateurs pour les petits producteurs en facilitant leur accès direct aux marchés, notamment à des marchés de niche.

19. Pour ce qui est de la commercialisation, il faut souligner que le Programme vise principalement les marchés locaux et régionaux, et plus particulièrement les marchés constitués par les villes et villages alentours, particulièrement les agglomérations urbaines à forte fréquentation touristique, notamment en ce qui concerne les produits dérivés des filières en question.

20. Les filières potentielles à un développement à travers des actions de valorisation sont:

- **A Séfrou:** le pommier, le prunier et le cerisier.
- **A Azilal:** le pommier, le noyer, l'amandier et le caroubier.

SEFROU

21. **Pommier.** Le programme financera une unité de stockage frigorifique de pommes de 2'000 tonnes et une unité de transformation des pommes en jus et vinaigre (5T/j). Un effort sera fait également sur l'ensemble des maillons de la chaîne des valeurs, au niveau du triage, calibrage, emballage, conservation et commercialisation. L'unité de transformation sera confiée à une coopérative de femme dont la mise en place sera appuyée par le programme. Des formations post-récoltes et sur les bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène seront dispensées aux membres de la coopérative.

22. **Prunier.** Dans ce cadre, le programme financera la mise à niveau d'une unité de séchage des prunes (à Ain Timaguénai) en modifiant le principe de fonctionnement des séchoirs (à air, ou en introduisant un aspirateur de fumée) et la mise en place d'une station de conditionnement du produit séché. De plus, des formations seront apportées au personnel de l'unité dans les techniques de séchage et les bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène. Un appui sera également apporté dans la commercialisation du produit fini (triage, séchage, emballage).

23. **Cerisier.** Concernant la filière cerisier, le programme financera les actions relatives à la commercialisation de ce produit à travers la mise en place des technologies post-récoltes tel que les techniques de récolte, le triage, le calibrage, l'emballage et le transport et les techniques de commercialisation et de marketing.

AZILAL

24. **Pommier.** Le programme renforcera les capacités de stockage des pommes et financera une unité frigorifique supplémentaire de 600 tonnes à Ait M'hamed, une station de conditionnement de 20 tonnes/j et deux unités de production de jus et de vinaigre de pommes (5tonnes /j). Le programme appuiera aussi la mise en place des signes distinctifs d'origine et de qualité. En plus, il financera les formations dans le domaine des technologies post-récoltes et les bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène et de gestion pour le personnel des unités.

25. **Noyer.** Le programme financera la mise en place d'une unité d'enlèvement de brou, de séchage, de concassage et de conditionnement de noix de capacité 1.8 tonnes/j et le renforcement de la coopérative Tikniouine d'huile de noix (mise à niveau des équipements et locaux). Le programme accompagnera également les unités dans leur mise place pour obtenir les agréments nécessaires et appuiera la commercialisation du produit fini. Les unités d'extraction de l'huile des noix

et de concassage seront réservées aux groupements de Femmes. Le programme financera les formations dans les technologies post-récoltes et en bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène.

26. **Amandier.** Pour la filière amandier, le programme appuiera la réalisation d'une unité de concassage et de conditionnement de l'amande et de ces produits dérivés de 2t/j dans le cercle de Ait Mazigh, ainsi que les formations en relation avec les bonnes pratiques de fabrication et hygiénique et de commercialisations.

27. **Caroube.** Pour la filière caroubier, le programme financera la mise en place de deux unités de concassage et d'emballage et une unité de fabrication de gommier. Il financera l'accompagnement dans leur mise place pour assurer l'acquisition des agréments. Il appuiera la commercialisation du produit fini et les formations en technologies post-récolte et les bonnes pratiques de fabrication et hygiène pour le personnel de ces unités.

28. En aval, les filières et activités retenues par province sont données dans le tableau ci-après :

Sefrou

Filière	Activités	Capacité	Quantité
Pomme	-Conditionnement et stockage frigorifique	2000T	1
	-Unité de fabrication de jus et de vinaigre	5T/j	1
Prunes	- Réhabilitation station de séchage	7 T	1
Cerisier	- Formation en technologies post-récolte	-	

Azilal

Filière	Activités	Capacité	Quantité
Pommes	-Station de stockage frigorifique	600T	1
	-Station de conditionnement	20T/j	1
	- Unité de fabrication de jus et de vinaigre	5T/j	1
Amandes	-Station de concassage et huile	2T/j	1
Caroube	-Station de concassage, d'emballage et gomme	50 T	1
Noix	-Station de concassage, séchage, Brou et huile	1,8T/j	1
	- Mise à niveau coopérative de Tikniouine	équip/process	1

29. **Mise en oeuvre.** En aval, chaque unité de valorisation identifiée par le programme sera soumise à une **étude de faisabilité technico-économique**. Les études seront confiées à des bureaux d'études privés. Pour les projets dont les études technico-économiques sont concluantes la mise en œuvre suivra les étapes suivantes: i) Etablissement des critères d'éligibilité aux investissements validés par la DRA pour les unités ou ces critères ne sont pas déjà établis dans les fiches ADA; ii) Constitution des équipes techniques par l'UGP pour le suivi et l'accompagnement des bénéficiaires dans les domaines techniques, financier et commerciaux; iii) Constitution des coopératives des femmes, jeunes et agriculteurs ou identification **d'agréateurs privés** ayant droit à gérer les unités de valorisation validées par la DRA pour les unités dont les agréateurs privés ne sont pas identifiés dans les fiches de l'ADA; iv) Acquisition des terrains pour la construction des locaux des différentes unités de valorisation par l'UGP; v) Préparation des cahiers de charge spécifiant les critères de construction des locaux pour répondre aux exigences des normes des bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène relatifs aux locaux agroalimentaires par l'UGP avec l'aide de l'ingénieur IAA; vi) Lancement des appels d'offre relatifs à la construction des locaux par l'UGP; vii) Préparation des cahiers de charge relatifs aux équipements spécifiant les caractéristiques techniques de chaque équipement par l'UGP assisté par l'ingénieur IAA; viii) Lancement des appels d'offre relatifs à l'achat des équipements par l'UGP; et ix) Accompagnement pour la mise en place des équipements par l'ingénieur IAA.

30. Les actions de renforcement des capacités des coopératives et des membres des unités de valorisation porteront sur ce qui suit: i) Recrutement de spécialistes (ingénieurs) et techniciens en IAA, pour l'appui à la mise en œuvre des unités de valorisation et de leur fonctionnement ; ii)

Accompagnement des bénéficiaires lors de la mise en place de l'agrégation et l'identification des agrégateurs privés potentiels disposant d'une forte capacité managériale, financière et technique permettant d'optimiser le processus de production et de commercialisation des produits fini ; iii) Formations pour le personnel des unités de valorisation et de ceux des DRA et DPA des deux provinces dans les technologies alimentaires, qualité commerciale et sanitaire, technologies post-récolte et techniques de commercialisation et marketing; et iv) Echanges d'expérience et participation des bénéficiaires à des rencontres, séminaires et foires au niveau provincial, régional, national et international.

31. Pour les projets de valorisation retenus par le programme (suite à une validation de la liste initiale des propositions de l'ADA par les bénéficiaires), les agrégateurs potentiels identifiés qui vont gérer et assurer la commercialisation des produits agricoles de ces unités sont les suivants :

SÉFROU

Unité de valorisation	Agrégateurs
-Unité de conditionnement et stockage de pommes (2000T)	-Coopérative Touiza flore des rosacés
- Unité de fabrication de jus de pomme (5T/J)	-Coopérative Touiza flore des rosacés
-Réhabilitation station de séchage prune	- Coopérative Bougrinia

AZILAL

Unité de valorisation	Agrégateurs
Station de stockage frigorifique de pommes 600T	Coopérative à créer en 2 ^{ème} année par DRA d'Azilal
Station de conditionnement de pommes 20T/J	Coopérative Ait Bouguemez
Unité de fabrication de jus de pommes 5T/J	Coopérative à créer en 2 ^{ème} année par la DRA d'Azilal
Station de concassage et huile amandes 2T/J	Coopérative à créer en 2 ^{ème} année par DRA d'Azilal
Station de concassage caroubier 50T/J	Union coopératives caroubier Azilal/GIE/Cargill (Privé)
Station de concassage, brou et huile de noix 1,8T/J	Coopérative à créer en 2 ^{ème} année par la DRA d'Azilal
Mise à niveau de la coopérative Tikniouine (noix)	Coopérative Tikniouine

32. Ci-dessous des informations sur ces agrégateurs potentiels qui pourraient gérer et/ou commercialiser les produits agricoles des unités de valorisation à financer dans le cadre de ce projet si les études préliminaires de faisabilité technico-économique confirment leur viabilité:

- **La coopérative Bougrinia** a été créée en 2005. Les adhérents sont de 107 membres dont 20% jeunes. Elle a des compétences dans la production et la valorisation des fruits et légumes, la commercialisation des produits agricoles, l'assurance des services agricoles, le séchage des prunes et la production et la collecte du lait. Son capital (2012) est constitué de : 260 vaches laitières, 40 ha irriguée pour la production des aliments de bétail, un magasin de stockage des aliments de bétail, un centre de collecte du lait équipé des moyens de réfrigération, une station de séchage des prunes et une station de conditionnement des prunes en cours de construction.
- **La coopérative Touiza flore** des rosacés a été créée en 2012. Les adhérents sont de 38 membres. Elle a un savoir-faire dans les domaines de production, valorisation et commercialisation des produits de la pomme.
- **La coopérative Ait Bouguemez** des produits agricoles a été créée en 2011 dont le nombre d'adhérents est de 139 membres. Elle a développé des compétences dans le développement et la valorisation des filières pommes et noyer. Récemment, elle vient de mettre sur place deux unités de valorisation, une station frigorifique de stockage des pommes et une unité de concassage et d'emballage de la noix.
- **La coopérative Tikniouine** a vu le jour en 2007 avec 17 femmes. Elle a développé un savoir-faire dans les domaines de production et de commercialisation des fromages, huile de noix, confiture et gelée de la pomme et, les mélanges du miel et huile de la noix.
- **L'union des coopératives du caroubier d'Azilal** a été créée en 2013 par 17 coopératives dont les adhérents sont 100% membres. Elle a été créée pour prendre en charge les activités de développement, de valorisation et de commercialisation des produits du caroubier.

- **Cargill Maroc, S.B.I.** (Systems Bio Industries) est une société privée, filiale de la multinationale Cargill (USA). Elle a des compétences dans la fabrication et la commercialisation des additifs alimentaires (gomme, pulpe et germes) à partir du caroubier. L'effectif du personnel est de 100 personnes dont 4 cadres gestionnaires. Son chiffre d'affaires se situe entre 100 et 500 millions MAD. Elle a été créée à Fès en 1995.

A.2. S/composante 2 « filières animales »

Filière viande rouge (ovine/caprine)

33. **Pour Sefrou**, les activités retenues sont résumées comme suit: i) Renforcement des trois groupements d'éleveurs existants (ou en cours de création) en partenariat avec l'ANOC, à travers notamment des actions de formation en matière de conduite des élevages, des voyages d'échange ainsi que la construction de locaux pour le stockage d'aliment de bétail; ii) Création de cinq (5) nouveaux groupements, iii) Développement d'un partenariat avec l'ONSSA pour la prophylaxie des troupeaux non intégrés dans les groupements ANOC, iv) Renforcement des capacités des éleveurs non membres des groupements ANOC (dix sessions de formation, cinq voyages d'échanges), v) Promotion des AGR d'élevage (notamment au bénéfice des femmes) par l'acquisition de 500 brebis (à raison de 5 brebis par bénéficiaire); vi) l'établissement d'un plan d'amélioration des ressources fourragères sylvo-pastorales et cultivées; vii) Démonstrations de plantation fourragères intercalaires sur 25 ha dans deux à trois localités pilotes où les conditions requises sont réunies (adoption par un groupe d'agriculteurs disposant de parcelles sur un terroir pouvant être planté et respecté); viii) Appui à la mise à niveau d'un abattoir modèle à El Menzel en partenariat avec la commune, l'ONSSA, les groupements ANOC et les coopératives.

34. **Pour Azilal**, les activités retenues sont résumées comme suit: i) Renforcer le groupement existant à Tagleft à travers une convention ciblée avec l'ANOC; ii) créer quatre nouveaux groupements basés à Ait Mhammed (ovin/caprin), Tilouguite (ovin/caprin), Tabant et Ait Bououlli (ovin/caprin) et Wawla (ovin Sardi). iii) le partenariat avec l'ONSSA pour des actions de prophylaxie pour les troupeaux non intégrés dans les groupements ANOC; iv) renforcer les capacités des éleveurs non membres des groupements ANOC (12 sessions de formation/action, six voyages d'échanges); v) la promotion des AGR d'élevage (notamment au bénéfice des femmes) par l'acquisition de 500 brebis (à raison de 5 brebis par bénéficiaire); vi) l'établissement d'un plan d'amélioration des ressources fourragères sylvo-pastorales et cultivées; vii) conduire des actions de démonstration de plantation fourragères intercalaires sur 25 ha (alley-cropping) dans trois localités pilotes (par exemple à Tagleft, Ait Mhammed, Wawla ou Tamda N'oumercid); vi) conduire des actions de démonstration de fertilisation des pelouses de montagne; viii) créer et aménager les points d'eau (voir composante infrastructures).

35. En amont, les activités retenues pour la filière ovine/caprine par province sont données dans le tableau ci-après.

Activités retenues	Sefrou	Azilal
Filière ovine/caprine		
Renforcement groupements d'éleveurs existants	3	1
Création de nouveaux groupements	5	4
Renforcement capacités éleveurs (non membres groupements ANOC)	Prévu	idem
Prophylaxie des troupeaux (groupements non ANOC)	Prévu	idem
AGR d'élevage (pour les femmes) (acquisition nombre brebis)	500	500
Démonstrations plantation fourragères intercalaires (localités pilotes)	25 ha	25 ha

36. **Mise en oeuvre.** Ce volet sera confié à l'ANOC pour la mise en place des groupements, la prospection des éleveurs, la construction de bergeries modèles de démonstration, la construction de locaux pour les groupements. Un partenariat sera établi avec l'ONSSA pour, l'appui conseil en matière de santé animale, la sélection génétique, le cofinancement de géniteurs de race et les essais de démonstration en matière d'alimentation. Les détails sont donnés dans le DT1.

Filière lait

37. **A Sefrou**, le programme financera la **construction de locaux pour les huit centres** de collecte de lait (situés dans les communes de montagne) aux normes requises et les renforcera par des **équipements de collecte** (bidons inox) et de contrôle de la qualité du lait (lactodensimètre, etc.). **Des formations en bonnes pratiques** seront dispensées au personnel des centres de collecte. Chaque centre de collecte est géré par une coopérative de production de lait. Le programme financera également la **construction de 8 magasins** pour le stockage d'aliment du bétail. Pour la valorisation du lait à Sefrou, les agrégateurs potentiels identifiés pour appuyer les centres de collectes de lait sont les Coopératives laitières et Centrale laitière (groupe Danone) voir détails DT1.

Filière miel

38. L'apiculture est dans son ensemble un des secteurs les plus sensibles à la vulnérabilité climatique. La qualité et la quantité du produit sont étroitement liées à l'état de santé de l'écosystème. Le développement de cette filière est pris en compte dans le cadre de la composante II « Gestion des ressources naturelles, adaptation au CC et diversification » (Voir détails ci-après dans le volet « Diversification et amélioration de la qualité des produits et sous-produits de la filière Miel »).

S/composante 3 « Infrastructures et aménagements hydro-agricoles »

39. Dans un souci d'économie d'eau et d'énergie, de nombreux aménagements hydro-agricoles seront traités dans le cadre de la composante II, dans un souci de gestion et de préservation des ressources naturelles et pour renforcer la résilience des populations face aux effets du CC. Pour atteindre ces objectifs, un certain nombre d'actions sont prévues dans ce programme, il s'agit notamment de:

40. **Etablir une étude sur les ressources en eaux souterraines** (pm) au niveau des deux provinces pour une meilleure utilisation. Cette action sera coordonnée et suivie avec l'ABHS pour la zone de Sefrou et avec l'ABHOER. pour la zone d'Azilal (*voir détails composante II, S/Composante 1, volet Opérations spécifiques et assistées de l'économie de l'eau*).

41. **Réaliser des Seguias en béton et réhabiliter des ouvrages des prises d'eau** pour, améliorer l'efficacité du réseau d'irrigation (réhabilitation de 7 ouvrages de tête dont 6 à Sefrou et 1 à Azilal). L'importance des pentes et des crues en haute montagne rend ces ouvrages vulnérables et sont détruits à chaque passage de crues.

42. **Captage des sources d'eau**. Il s'agit de réaliser le captage de 7 sources d'eau pour l'irrigation de petits périmètres dont 3 à Sefrou et 4 à Azilal. La réhabilitation et le captage de ces sources permettra la collecte du maximum de l'eau disponible et facilitera l'accès à l'eau aux petits agriculteurs.

43. **Extension de la culture de pommier à Azilal**. Il s'agit de réaliser l'extension de 500 ha en pommier dans la zone d'Azilal. Dans cette superficie, le projet a identifié un projet collectif d'irrigation localisé au niveau de la CR de Tabant, périmètre de Tamzraite, il s'agit de l'équipement de 50 ha en système d'irrigation goutte à goutte ceci rentre dans le cadre de la reconversion collective du système d'irrigation et de la vulgarisation de ce système économe d'eau (voire Composante II).

44. **Drainage de l'excès d'eau**. Il s'agit du drainage sur 50 ha dans la vallée d'Ait Bouguemaz à Azilal. La proximité des terrains agricoles au niveau des berges de l'oued Assif N'Ait Bouguemaz avec la nature des sols dans la vallée maintiennent le niveau de la nappe à 3 ou 4 mètres au-dessous de la surface des terrains agricoles, mais durant la période pluvieuse et après les crues, elle atteint la surface.

45. Le tableau récapitulatif des aménagements hydro-agricoles par province est donné ci-après:

SEFROU

Actions retenues	Nombre	Objectif	Observation
Etude ressources eau	1	Suivi piézométrique	avec l'ABHS
Construction ouvrages	6	Prises d'eau	sur l'oued Slilou
Construction de séguías	32 km	Economie eau/7	avec ouvrages d'art (4 CR)
Captage de 3 sources	3	Gestion de l'eau	
Bassin d'accumulation	1		
Equipement irrigation localisée	5ha	Vulgarisation/démon	champs-écoles CR Adrej

AZILAL

Actions retenues	Nombre	Objectif	Observation
Etude du diagnostic	1	Eaux souterraines	Avec ABHOER
Ouvrage de dérivation	1	Gestion eau	A Ait M'hamed
fonçage/équip. forage	1	Economie eau (G à G)	Périmètre Tamzailte, CR Tabant
captage de sources	20	Alimentation abreuvoirs	CR Tabant
construction de séguías	35 Km	Economie d'eau/4 périmètres	Avec ouvrages d'art
Equipement irrigation G/G	50 ha	Démonstration Vulgarisation	parcelles pilotes
Drainage	30 ha	Amélioration sols/économie eau	Périmètre Ait Bouguemaz

46. Les aménagements hydro-agricoles vont permettre d'irriguer une superficie de 2'460 ha dont 475 ha dans la province de Sefrou et 1'985 ha dans celle d'Azilal. La gestion et l'entretien des infrastructures d'irrigation collectives seront assurés par les AUEA existantes ou à mettre en place. Les équipements individuels des parcelles (rampes, goutteurs) seront réalisés par les bénéficiaires.

Points d'eau pour abreuvement du cheptel

47. Pour ce volet, le programme financera les actions suivantes:

- Captage de 20 sources avec la construction d'abreuvoirs
- Approfondissement de 2 puits avec la construction d'abreuvoirs et leurs équipements en pompes solaires;
- Aménagement de 4 bassins de récupérations des eaux de ruissellement.

Azilal

Activités	Nombre	Observations
Captage points d'eau et abreuvoirs	20	Améliorer/Augmenter volumes d'eau stockés
Abreuvoirs	2	En aval du barrage Kalaat Marmache
Equipements puits en pompes solaires	2	Démonstration/vulgarisation énergies renouvelables
Construction bassins sur dépressions	4	CR de Tilouguite.

Conservation de l'eau et sols (CES)

48. Les actions proposées consistent à : (i) la construction d'une batterie de seuils de sédimentation en gabion dans la vallée "Bouk" sur l'oued Slilou, dans la CR d'El Adrej à Sefrou et au niveau des CR Ait Bouguemaz à Azilal, (ii) la correction des ravins par le rehaussement et la stabilisation à l'aide de seuils en gabions au niveau de Sefrou et à Azilal, (iii) la protection des berges des cours d'eau par des épis (iv) la protection des terres agricoles par des piles de gabions, et (v) des ateliers sur la problématique de l'érosion hydrique, les mécanismes de lutte contre ce phénomène et sur les procédés et mode d'entretien des ouvrages.

Pistes rurales

49. Les pistes sont destinées à faciliter l'accès aux exploitations et l'écoulement des productions vers les unités de valorisation et les marchés de gros au niveau des villes.

SEFROU

Communes rurales	Km	Objectifs
Piste Ait Chaib - Laanacer	3	Désenclaver et relier les exploitations à l'unité frigorifique pommier
Piste Timgnay	3	Désenclaver et relier les exploitations avec les unités de séchage du prunier et des centres de collectes du lait
Pistes Dar Hamra et Adrej	7	Désenclaver et relier les exploitations et les douars avoisinants aux chemins et routes communales.
S/Total	13	

AZILAL

Communes rurales	Km	Objectifs
Piste Tirsal (Ait Bouilli)	25	Désenclaver près de 25 douars
Pistes CR Ait Abbas	15	Faciliter l'accès aux exploitations et l'écoulement de la production agricole (désenclavent 16 douars).
Pistes de la CR Tabant	40	Désenclaver le périmètre irrigué d'Ait Bouguemaz et accès à l'unité frigorifique en cours de réalisation
pistes CR Bzou et Fom Jamaâ	10	Faciliter la circulation et le mouvement des éleveurs, accès aux routes provinciales et aux souks hebdomadaires.
S/Total	90	

B. Composante II «Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au CC et diversification

50. La composante II s'articule autour de 2 S/composantes:

- S/composante 1 « Optimisation dans l'utilisation des ressources naturelles et restauration des services éco-systémiques »
- S/composante 2 «Technologies d'adaptation aux CC et diversification »

51. La **sous-composante 1**– aborde la lutte contre la vulnérabilité climatique par l'efficience et l'optimisation de la production en amont et en aval dans les filières agricoles identifiées et déjà objets d'investissements et considérées comme stratégiques dans les deux provinces de Sefrou et Azilal.

52. La **sous-composante 2** – « Technologies d'adaptation au CC et diversification » – vise à promouvoir la résilience au CC par la diversification de la production et de la répartition des activités économiques rurales grâce à un plus grand nombre de domaines et de sujets économiques par rapport aux catégories les plus vulnérables comme les femmes, les jeunes, les sans terre.

S/composante 1 « Optimisation dans l'utilisation des ressources naturelles et restauration des services éco-systémiques »

53. Les activités proposées concernant :

- Opérations spécifiques et assistée d'efficience énergétique,
- Opérations spécifiques et assistées de l'économie de l'eau et
- Opérations spécifiques et assistées d'optimisation des traitements phytosanitaires et pratiques agricoles adapté au CC.

Opérations spécifiques et assistées d'efficience énergétique

54. La rationalisation de la gestion des exploitations et des unités de valorisation ainsi que la résilience des populations face aux effets du CC constituent des préoccupations majeures du programme : i) **Optimiser les pratiques** agricoles en matière d'énergie remplit directement le double objectif crucial du programme, ii) **Réduire les coûts** pour les petits agriculteurs et petits éleveurs, en introduisant des pratiques durables par rapport aux effets du CC.

55. **Actions retenues.** En cohérence avec l'approche de toute cette composante, le programme appuiera la réalisation d'une série d'études préalables et de faisabilité technique et économique ayant comme objet l'efficience énergétique des unités de réfrigération et de transformation déjà prévues par

la première composante du programme. Dans l'éventualité d'une issue favorable, avec les fonds GEF, on procédera à la réalisation des composantes relatives à l'efficacité énergétique, lesquelles, à titre d'exemple, implantations d'équipements photovoltaïques, travaux d'isolation thermique, systèmes énergétiques hybrides, introduction de dispositifs de contrôle et de gestion "intelligente" (*smart*).

56. Une série d'interventions concernera à Sefrou et Azilal l'efficacité énergétique du pompage de l'eau des puits qui sert à irriguer des portions de terrain avec le système du goutte à goutte.

L'alimentation des puits en énergie solaire concernera à Sefrou le secteur des prunes et le secteur des pommes. Après une étude préliminaire, effectuée également pour les cultures de fruits à Azilal, l'augmentation des parcelles cultivées autour des champs déjà irrigués avec la méthode gravitationnelle sera obtenue par un système de pompage à l'énergie solaire relié à un équipement goutte à goutte et alimenté par des canaux de dérivation en PVC et enterrés ainsi que par la création de petits bassins de recueil des eaux.

57. Les interventions structurelles seront accompagnées dans toutes les zones d'intervention où les installations ont été projetées et mises en œuvre d'une activité de assistance technique à la maintenance et à la gestion des installations, formation directe de ces bénéficiaires afin que s'opère un transfert de compétences dans les technologies apportées ; création "d'équipes métiers" de jeunes et de femmes concernés par la constitution sur place de petites entreprises de services techniques ; échanges de compétences acquises entre les bénéficiaires..

58. **Mise en œuvre.** La réalisation de ces activités sera précédée d'analyses de faisabilité confiées à des bureaux d'études et des consultants privés. La réalisation effective des appels d'offres et la mise en œuvre des infrastructures sera confiée à l'Assistance Technique du programme qui pour la mise en œuvre se dotera de consultants techniques et d'expertises spécifiques. Les coopératives et les unions de coopératives seront directement impliquées de sorte que les infrastructures réalisées servent aussi de domaines d'expérimentation et de démonstration pour le plus grand nombre possible d'agriculteurs, grâce à des échanges et des visites qui seront organisés dans ces sites.

59. Les actions spécifiques et assistées, contrôlées par les DPA en accord avec l'unité de contrôle et d'évaluation de l'AT du projet, seront valorisées avec l'implication des directions du MAPM (ONCA, INRA, DIAEA) qui pour la compétence se révéleront les plus appropriées à leur transfert dans d'autres régions et d'autres domaines de la production agricole, dans le but de maximiser l'impact des bonnes pratiques expérimentées.

Opérations spécifiques et assistées de l'économie de l'eau

60. L'objectif du programme est **l'amélioration des performances techniques** de l'utilisation de l'eau et d'assurer la **durabilité dans les périmètres irrigués** des deux zones de Azilal et Sefrou par (i) l'amélioration des pratiques de l'irrigation par un meilleur pilotage et une bonne gestion (ii) l'utilisation de techniques d'irrigation économes en eau, (iii) la constitution, l'encadrement et la formation des AUEA pour une meilleure appropriation et gestion des infrastructures d'irrigation.

61. **Actions retenues.** Les actions seront pour la plupart prise en charge sur les fonds ASAP. Il s'agit notamment :

- De réaliser une étude sur les ressources en eaux souterraines au niveau des deux provinces. L'étude évaluera le bilan et la situation d'exploitation des différentes nappes au niveau provincial en se basant sur les données hydrogéologiques existantes et constituera une banque de données sur la situation des nappes pour une gestion rationnelle des eaux souterraines.
- De la reconversion du système d'irrigation à Azilal. Ce projet rentre dans le cadre de la reconversion collective du système d'irrigation et de la vulgarisation du système économe d'eau. Etant donné le mode de gestion nouvellement introduit dans la zone, le projet prévoit la réalisation des équipements de tête (prise sur l'oued et forage en complément, station de tête, filtration et irrigation quant aux bénéficiaires qui seront regroupés en AUEA, ils se chargeront des équipements internes (équipement à la parcelle, rampes, goutteurs ...).

- De la gestion de l'irrigation. Dans la province de Sefrou, un grand nombre d'agriculteurs ont équipé leurs exploitations en système d'irrigation goutte à goutte, sans aucun encadrement, et la gestion de l'irrigation n'est pas bien maîtrisée dans la majorité des exploitations. Pour cela le programme prévoit l'installation spécifique et assistée en apport d'eau d'irrigation et en système d'avertissement par l'équipement de 6 à 7 exploitations totalisant 5 ha en matériel d'irrigation localisé. Ils vont servir de "champs écoles" pour d'autres actions de renforcement des capacités.
- De la formation-animation des AUEA. Dans chaque province, il s'agit de les rendre capables de conduire une agriculture irriguée durable, rentable et de gérer leur vie associative de façon satisfaisante et autonome. Le contenu de cette formation sera conduit en modules de gestion technique et un autre module sera associé à la formation concernant l'irrigation goutte à goutte.
- Des Visites d'échanges et de transfert de compétences entre les bénéficiaires des installations même provenant de régions différentes (à Sefrou l'utilisation du système goutte à goutte est plus répandu qu'Azilal), pour apprécier et évaluer les avantages et promouvoir un auto-apprentissage horizontal des technologies introduites.

62. **Mise en œuvre**. La mise en œuvre de cette composante sera confiée aux entreprises privées sous la supervision des SMOP des DPA d'Azilal et de Sefrou, avec l'appui d'une assistance technique composée d'ingénieurs et de techniciens GR et en collaboration avec des laboratoires de contrôles qualité. La formation des AUEA sera confiée aux bureaux d'études locales. L'entretien et la gestion des réseaux d'irrigation seront assurés par les AUEA après la formation dans le domaine et en conciliation avec la Jamâa.

Opérations spécifiques et assistées d'optimisation des traitements phytosanitaires et pratiques agricoles adapté au CC

63. Afin de réduire les insuffisances dans les itinéraires techniques des producteurs, d'augmenter les rendements, d'obtenir des produits de qualité, d'optimiser l'utilisation des intrants (pour réduire les coûts de production), d'inciter les agriculteurs à **adopter et suivre un itinéraire technique professionnel et promouvoir des pratiques de production agricole qui favorisent l'adaptation au CC et l'utilisation durable des ressources naturelles**, il est suggéré l'accompagnement des petits agriculteurs par un renforcement de leurs capacités ainsi que celles de leurs associations et coopératives.

64. La sous-composante a comme finalité de développer des actions de sensibilisation et de formation des agriculteurs sur la lutte chimique et alternatives de lutte intégrée. Pour cela, le programme appuiera l'ONSSA et l'ONCA dans leurs rôles respectifs d'organisation et de contrôle de la profession (vendeurs de produits phytosanitaires) et de conseil aux agriculteurs.

65. **Actions retenues**. Les actions seront réalisées à travers les types d'interventions suivantes:

- Appui-conseil par les ingénieurs et techniciens des structures de proximité de l'ONCA ;
- Champs-écoles organisés et conduits par les agriculteurs eux-mêmes et animés par les structures de proximité de l'ONCA ;
- Assistance technique de proximité au niveau des exploitations agricoles et des unités de valorisation des productions et dans l'optimisation de la consommation d'eau et d'énergie, notamment par l'utilisation de sources d'énergie renouvelables ;
- Equipes-métiers organisées sous forme de coopératives de services constituées de jeunes techniciens pour la réalisation au profit des producteurs d'opérations techniques spécifiques et de fourniture de services divers ;
- Visites d'échanges entre agriculteurs, visant un transfert horizontal d'expériences (*peer to peer*) et une sensibilisation réciproque à la gestion des pesticides et des fertilisants.

66. Pour supporter la prévention et la résilience dans les risques climatiques post météorologiques seront réalisés pour l'achèvement du réseau de prélèvements déjà existants dans les régions prises en considération. Le renforcement du système de monitoring météorologique et climatique aboutit à une

importante fonction préventive dans la lutte à la vulnérabilité climatique et dans la défense de la production agricole contre les effets du changement climatique.

67. Au réseau des postes météorologiques, le PDRZM appuiera un système de diffusion des informations directement liées aux besoins des agriculteurs, en collaboration avec l'ONCA et qui s'appuiera sur les canaux radiophoniques, télévisuels et téléphoniques (sms).

68. **Mise en œuvre.** La mise en œuvre de la sous-composante sera confiée à l'ONCA, à travers ses structures de proximité, par le biais de conventions de partenariat avec le programme. Des conventions de partenariat seront conclues avec l'ODCO (pour l'appui aux coopératives et leurs unions en matière de gestion administrative et financière), les centres régionaux de la recherche agronomique, des institutions d'enseignement et de recherche, des bureaux d'études spécialisés, les coopératives de producteurs et leurs unions, des agriculteurs et l'interprofession. .

S/composante 2 « Technologies d'adaptation au CC et diversification »

69. Cette sous-composante vise surtout à influencer i) sur la variation positive de l'index de production agricole locale, ii) sur la variation positive de l'index des métiers ruraux (éclaté selon le genre) et iii) à l'augmentation de la demande de conseil agricole en matière d'adaptation au CC dans les zones cibles d'au moins 30%.

70. La sous-composante aborde cet aspect de la lutte contre la vulnérabilité climatique à travers le développement des actions suivantes :

- plans participatifs de gestion des ressources naturelles, pour l'adaptation des filières agricoles et la résilience des populations rurales au CC ;
- diversification en apiculture et amélioration de la qualité des produits et sous-produits de la filière miel ;
- valorisation des produits agricoles traditionnels ;
- diversification des emplois « vertes » liés à la résilience au CC.
- Plans participatifs de gestion des ressources naturelles

71. **L'objectif de cette sous-composante est de réaliser des plans participatifs pour la gestion des ressources naturelles.**

72. **Actions retenues.** Les actions proposées portent sur deux typologies de planification, visant toutes les deux la gestion des ressources naturelles, pour l'adaptation des filières agricoles et la résilience des populations rurales au CC :

- **au niveau « produit » : 4 plans de développement** conçus pour faire face au changement climatique et à l'utilisation durable et optimisée des ressources naturelles dans les secteurs de l'apiculture à Sefrou et Azilal, de la noix et du caroube, à Azilal.
- **au niveau « écosystème » : 2 études de système de gestion** et création de valeur dans les contextes ruraux circonscrits et intégrés, caractérisés par une forte propension à la diversification de la production et à l'adaptabilité climatique.

73. **Mise en œuvre.** La réalisation de ces activités sera possible seulement par l'emploi de AT spécialisée, experte en techniques participatives et en méthodologie de facilitation communautaire..

Diversification et amélioration de la qualité des produits et sous-produits de la filière Miel

74. L'apiculture est dans son ensemble un des secteurs les plus sensibles à la vulnérabilité climatique. La qualité et la quantité du produit sont étroitement liées à l'état de santé de l'écosystème dans lequel opèrent les abeilles et les apiculteurs.

75. **Actions retenues.** Les activités porteront sur le renforcement de l'organisation des apiculteurs (trices), par la formation des membres des coopératives et de l'Union apicole dans chacune des deux zones du programme. Il faut également un accompagnement et un suivi de proximité à travers le

recrutement d'une assistance technique, l'aménagement de locaux, l'acquisition de matériel d'extraction, la gestion des coopératives, l'acquisition de ruches pleines.

76. Les activités retenues pour la filière miel par province sont résumées ci-après :

Activités retenues	Sefrou	Azilal
-Formation en gestion (coopératives et Union) (sessions)	6	6
- Formation en organisation	5	5
- Aménagement de locaux/coopératives	10	8
- Fournitures de ruches	1500	1500
- Formation techniques production, (sanitaire/confection ruches) sessions	15	15
- Etude pour la caractérisation des potentialités mellifères et des miels.	1	1
- Assistance technique (spécialiste en apiculture)	1	1
- Renforcement station de conditionnement Sefrou	1	-
- Renforcement centre apiculture d'Afourar	-	1

Valorisation des produits agricoles de terroir liés à la résilience au CC

77. Dans les zones d'intervention il existe de nombreux produits qui ne sont pas suffisamment valorisés. Ces produits présentent des caractéristiques intéressantes du point de vue commercial et ils apparaissent comme des remparts face aux phénomènes de dégradation et l'appauvrissement des ressources en terres et en eau.

78. **Actions retenues.** Pour intégrer l'approche déjà prévue dans la composante I, « Développement et valorisation des filières agricoles » le PDRZM revisitera, par l'intermédiaire du fond GEF et ASAP, ces filières productrices qui, d'un côté, se prêtent à la valorisation et présentent une grande marge d'amélioration en aval comme en amont, et de l'autre offrent, pour leur caractéristiques, des avantages particulièrement intéressants en vue d'une construction de stratégies qui s'intègrent dans la lutte contre la vulnérabilité climatique. Après les missions d'identification et les entretiens avec les groupements d'agriculteurs, le noyer et le caroubier ont été choisis comme les cultures sur lesquelles il était important de se concentrer. Parmi les autres filières, l'horticulture intégrée à l'arboriculture, la valorisation des plantes aromatiques et médicinales (PAM) et la gestion des espaces sylvo-pastoraux apparaissent comme les secteurs les plus valables sur lesquelles investir.

79. **Mise en œuvre.** L'exécution de ces d'activités nécessite un travail de coordination entre l'unité de gestion du programme, l'AT et les consultations externes ad hoc spécialisées dans les aspects liés aux techniques et pratiques de lutte à la vulnérabilité climatique, le DPA, l'ADA et les structures du MAPM qui contribuent à la réalisation, à la modélisation et au transfert des bonnes pratiques individualisées comme l'ONCA, l'ONSSA. La définition détaillée des activités ne devra avoir lieu qu'après la réalisation des plans participatifs de gestion des ressources naturelles comme prévu dans la première phase de la composante II.

Création d'emplois « verts » liés à la résilience au CC

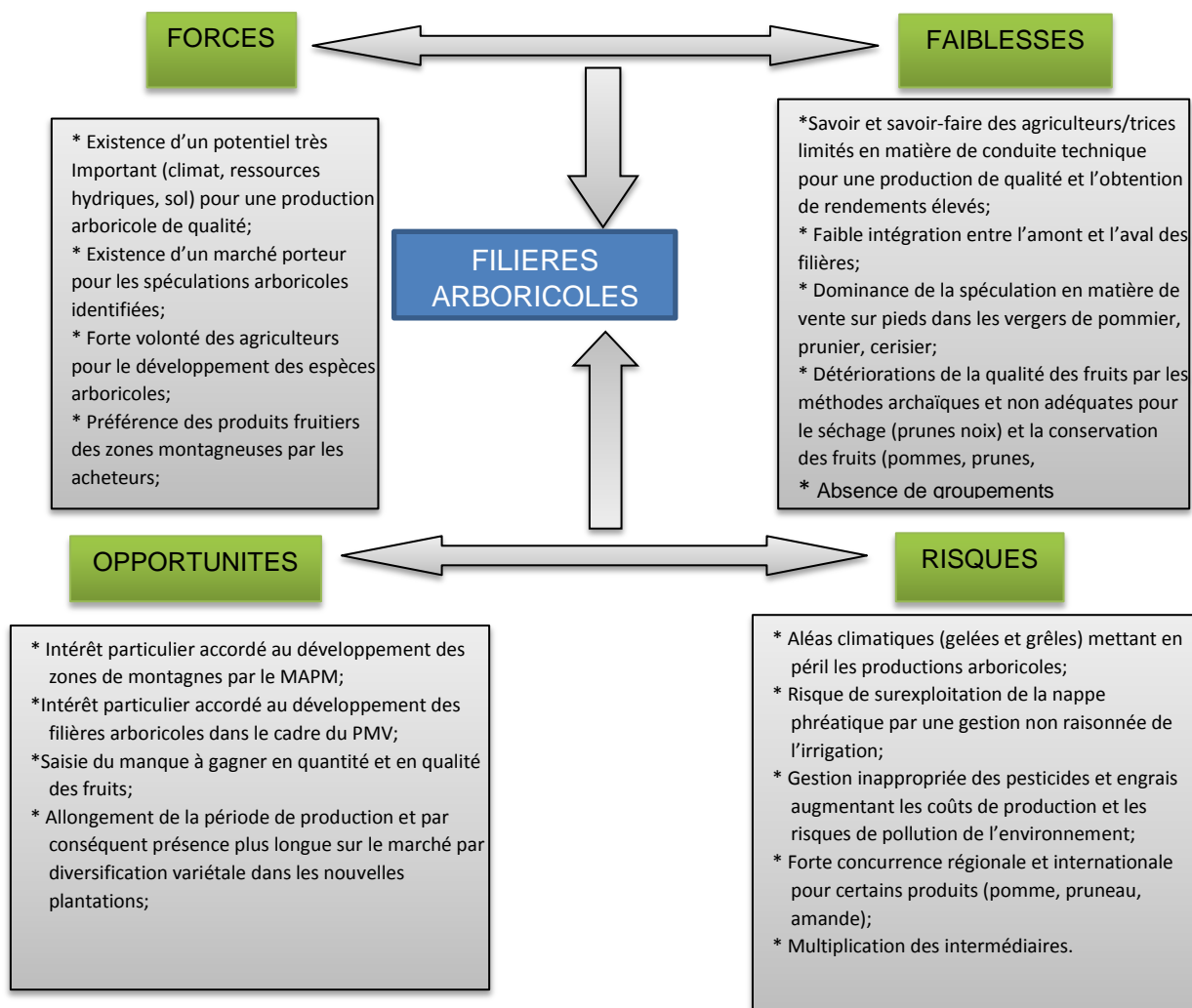
80. En plus de la diversification dans la production agricole, de la valorisation de la production en amont et en aval, pour augmenter la résilience aux effets du changement climatique, il faut identifier et développer le contexte économique qui peut générer des services supplémentaires et la création de nouveaux besoins connexes à l'agriculture, des activités « vertes », parce qu'elles sont reliées à l'agriculture à plusieurs titres et génératrices de revenus dans le contexte rural.

81. **Actions retenues.** Dans le contexte de grande vulnérabilité aux effets du CC, des études seront réalisées sur la typologie des projets générateurs d'emplois. Les exigences liées à l'optimisation de la production en amont, à l'usage plus efficace des inputs (aussi bien en termes de ressources naturelles et énergétiques qu'en termes de produits chimiques et de traitements phytosanitaires) seront considérés comme des domaines possibles pour la création de compétences auprès des groupes organisés de jeunes et de femmes qui montrent des capacités et l'intérêt à entreprendre un parcours d'auto emploi.

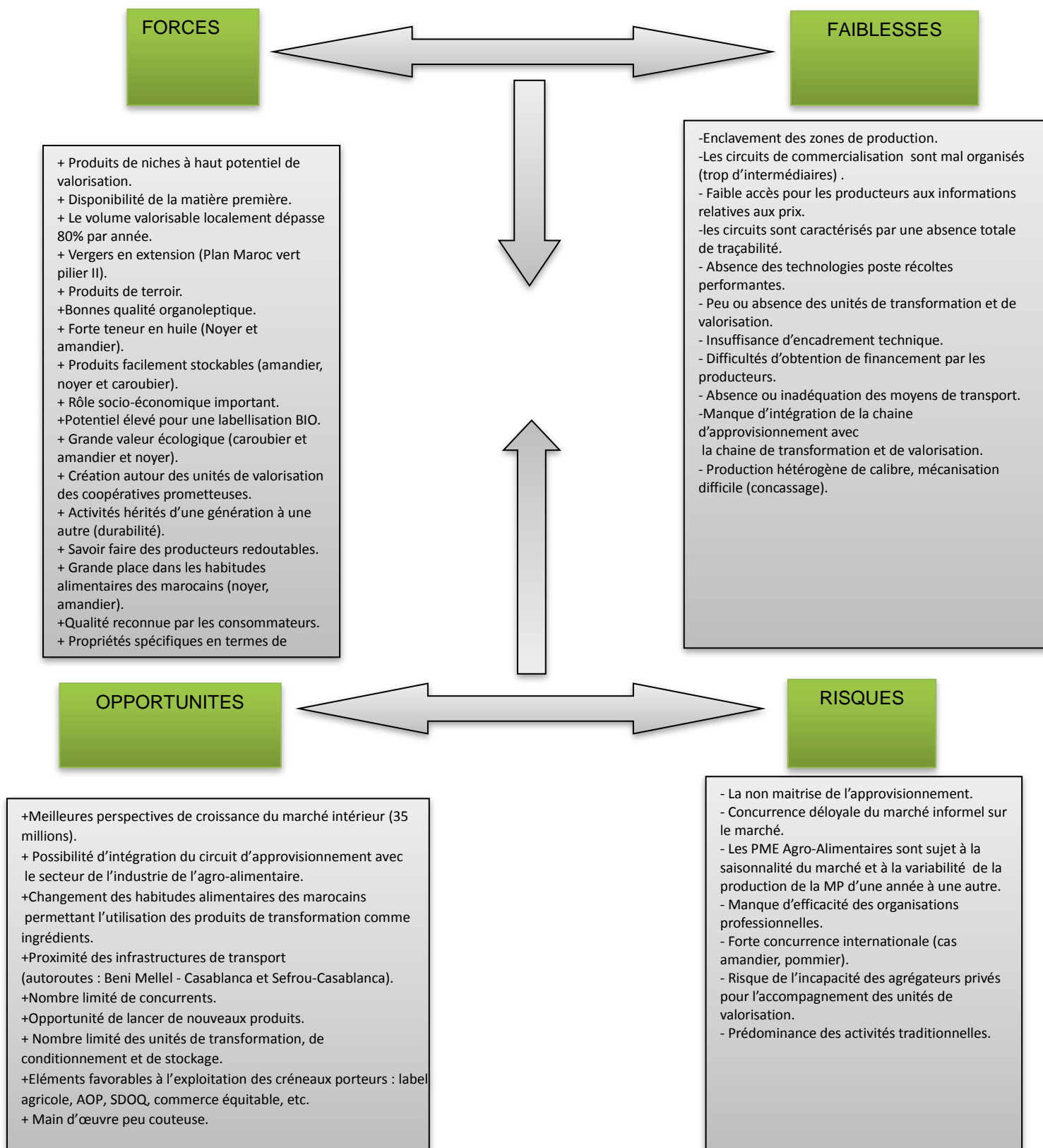
Tableau récapitulatif des impacts des activités de diversification

Domaine d'intervention	Activité	Région/Commune	Impact
Diversification agricole	Unité de production de briquettes de grignon pour chauffage des chaudières	Sefrou (Adrej, Tazouta) Azilal (Taounza, My Aissa B. Driss)	Création d'entreprises de jeunes, utilisation efficiente et propre des grignons d'olive
	Oignon local, pépinière arboricole, safran	Azilal (Ait Mhammed)	Valorisation des produits de terroir, enrichissement de la diversité végétale
	Navet local, safran	Azilal (Tabant)	
	Diversification des produits de la ruche	Sefrou (Ighezrane) Azilal (Ait M'Hammed, Taounza)	Réduction de la vulnérabilité de l'apiculture
	Centre de la noix	Azilal (Tabant)	Réduction de la vulnérabilité basée sur la production de la noix, développement et ancrage du noyer local
	Diversification des activités des groupes « métier » de services	Azilal (Taounza, My Aissa B. Driss)	Encouragement de la lutte intégrée, prévention de l'utilisation des pesticides
Optimisation énergétique	Energie solaire pour les puits et les unités agro-industrielles	Sefrou (Ait Sbaâ, Ain Timegnay, Adrej) Azilal (Ait M'hammed, Tabant, Taounza)	Réduction des émissions de gaz à effet de serre, réduction des charges énergétiques de production
Conservation des sols	PAM domestiquées	Sefrou (Adrej), Azilal (Tabant)	Enrichir le couvert végétal des terrains nus
	Plantation et entretien des peuplements de caroubier spontanés	Azilal (Taounza, My Aissa B. Driss)	Reconstitution et enrichissement du couvert végétal
	Développement de l'apiculture	Sefrou (Ighezrane) Azilal (Ait M'hammed, Taounza)	Maintien de la diversité des plantes mellifères spontanées

Analyse SWOT en amont des filières arboricoles dans les 2 provinces



Analyse SWOT en Aval des filières arboricoles dans les 2 provinces



Appendice 5: Aspects institutionnels et dispositifs relatifs à l'exécution

I. Contexte institutionnel

1. Les principales institutions intervenant dans le domaine du développement agricole et rural qui seront concernées dans la mise en œuvre du programme sont énumérées dans ce qui suit.
2. **Le ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime (MAPM)** a connu, depuis 2005, de grandes réformes dans ses attributions, sa stratégie, son organisation et ses ressources humaines et financières. L'organigramme du MAPM comporte actuellement au niveau central neuf directions à savoir: Direction de la stratégie et des statistiques (DSS), Direction du développement des filières de production (DDFP), Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole (DIAEA), Direction de l'enseignement, de la formation et de la recherche (DEFR), Direction des systèmes d'information (DSI), Direction des ressources humaines (DRH), Direction des affaires administratives et juridiques (DAAJ), Direction financière (DF) et Direction de développement de l'espace rural et des zones montagneuses (DDERZM).
3. Outre les directions centrales, trois établissements publics ont été créés depuis l'engagement de la nouvelle stratégie de développement agricole ; il s'agit de l'Agence de développement agricole (ADA), de l'Office national de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA) et dernièrement (en 2013), de l'Office national du conseil agricole (ONCA).
4. **Au niveau régional et provincial**, le MAPM est représenté par les directions régionales de l'agriculture (DRA) et par les directions provinciales de l'agriculture (DPA).
5. **L'agence de développement agricole (ADA)** est chargée, dans le cadre de la mise en œuvre du PMV, de proposer aux autorités gouvernementales les projets rentrant dans le cadre des plans d'action relatifs au soutien des filières agricoles à haute valeur ajoutée (pilier 1 du PMV) et des plans d'action relatifs au soutien de l'agriculture solidaire (pilier 2 du PMV). Dans ce cadre, l'ADA assure l'examen et la présentation des projets au comité d'investissement présidé par le ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime ainsi que le suivi de la mise en œuvre de ces projets.
6. **L'office national de la sécurité sanitaire des produits agricoles (ONSSA)** assure, pour le compte de l'Etat, les attributions relatives à la protection de la santé du consommateur et à la préservation de la santé des animaux et des végétaux.
7. **L'office national du conseil agricole (ONCA)** a pour mission de piloter, coordonner et suivre la mise en œuvre de la stratégie du conseil agricole à l'échelle nationale. Le conseil agricole vient accompagner la mise en œuvre du Plan Maroc Vert. Le plan d'action et les outils modernes à développer devraient améliorer l'efficacité du conseil agricole et la diffusion des connaissances et des innovations dans le domaine agricole. Il est représenté au niveau régional, provincial et local par des directions régionales, des services provinciaux et des centres de conseil agricole.
8. **Le Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification (HCEFLCD)**, a pour missions d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du gouvernement dans les domaines de la conservation et du développement durable des ressources forestières, alfatières, sylvo-pastorales dans les terrains soumis au régime forestier, ainsi que le développement cynégétique, piscicole continentale et des parcs et réserves naturelles, de coordonner la mise en place des mécanismes institutionnels pour la préparation, l'exécution, le suivi et l'évaluation de la politique du gouvernement en matière de lutte contre la désertification et de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de développement rural.
9. **Le Ministère des Affaires générales et de la Gouvernance (MAEG)** a, comme principale mission, la promotion de l'économie sociale et solidaire, la promotion de la petite et moyenne entreprise et l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie pour assurer la bonne gouvernance.

10. **Le Crédit agricole du Maroc (CAM)**, constitue la principale institution de financement du secteur agricole. Son réseau se compose de caisses régionales et de caisses locales de crédit agricole (CRCA et CLCA), ainsi que d'agences bancaires. Le groupe crédit agricole du Maroc, composé du CAM, de la société de financement pour le développement agricole ou Tamwil El Fellah (SFDA) et de la fondation ARDI pour le microcrédit, L'intervention de la SFDA repose sur deux idées maîtresses: i) faciliter l'accès au crédit aux exploitations agricoles exclues actuellement du financement bancaire en raison notamment de garanties réelles; et ii) accompagner les producteurs dans la mise à niveau et/ou la réhabilitation de leurs exploitations agricoles.
11. **L'Office du développement de la coopération (ODCO)** est chargé de la promotion de la coopération et de **l'appui aux coopératives** en matière de constitution et de renforcement de leurs capacités managériales.
12. **La Commission interministérielle permanente chargée du développement de l'espace rural et des zones montagneuses (CIPDERZM)**, qui est présidée par le chef de gouvernement et qui regroupe les différents départements ministériels concernés est en charge de la définition des orientations générales, d'approuver la stratégie de développement de l'espace rural et des zones de montagne, le programme annuel de développement de l'espace rural et des zones montagneuses ainsi que le rapport annuel d'exécution et de statuer sur les problématiques résultant de la mise en œuvre des programmes.
13. **La Direction de développement de l'espace rural des zones de montagne (DDERZM)**, chargée de la coordination des politiques de tous les départements ministériels dans les zones rurales et montagneuses, le suivi de la planification et de l'exécution des projets y compris ceux financés par le fonds de développement rural et des zones de montagnes, la préparation et la proposition d'une stratégie de développement de ces zones et assurer le secrétariat de la commission interministérielle permanente chargée du développement de l'espace rural et des zones montagneuses .

II. Organisation, coordination et gestion du programme

14. **Le PDRZM sera placé sous la responsabilité du ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime à travers l'Agence de développement agricole (ADA)** pour la première phase de cinq ans dédiée au développement des filières. Celle-ci en assurera la coordination, l'approbation des PTBA, le suivi et la supervision au niveau central.
15. **Une unité centrale de coordination du programme (UCCP)** sera créée au sein de l'ADA et sera composée du chef de la division du financement relevant de l'Agence, qui en sera le coordinateur, du chef de service des bailleurs de fonds relevant de ladite division, des deux chefs des services dont relèvent les deux zones du programme (Sefrou et Azilal), du chef du service de l'environnement, d'un représentant de la DDERZM et d'un assistant technique pour le suivi-évaluation des activités du programme, notamment de celles financées par le FEM. L'UCCP sera dotée des moyens de fonctionnement nécessaires notamment les moyens de transport, le matériel informatique, un logiciel de suivi-évaluation etc. Elle sera relayée sur le terrain par deux **unités de gestion provinciale du programme (UGPP)**. L'UCCP devra se réunir avec les UGPP et l'ONCA au moins une fois par trimestre pour assurer le suivi des réalisations du programme et des situations de décaissement.
16. **L'Office national du conseil agricole (ONCA)** assurera la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités conformément à ses missions, attributions et plan d'action, à l'exception de l'engagement des contrats d'assistance technique prévus dans le cadre du programme. Pour ce faire, l'ADA engagera une convention-cadre avec l'ONCA et les directeurs régionaux de l'Agriculture concernés engageront, le cas échéant, des conventions spécifiques avec les deux directeurs régionaux de l'ONCA pour les deux zones du programme.
17. **Un comité national de pilotage du programme sera institué.** Il sera présidé par le Secrétaire général du MAPM ou son représentant et réunira les représentants des directions

centrales et établissements publics du MAPM concernés (ADA, DDERZM, DSS, DF, DDFP, DIAEA, DEFR, ONCA, ONSSA, etc.) et des autres départements et institutions centrales concernées (ministère de l'Economie et des Finances, ministère du Commerce et de l'Industrie, HCEFLCD, ODECO, etc.). Le CNP aura un rôle d'orientation et de coordination globale du Programme. Le secrétariat du CNP sera assuré par l'UCCP.

18. **Au niveau régional**, la coordination du programme sera assurée, chacun pour sa zone d'intervention, par les deux Directeurs régionaux de l'Agriculture. Ils assureront la supervision du programme, la conclusion de conventions de partenariat nécessaires à sa mise en œuvre et, éventuellement, l'engagement des marchés dont les montants dépassent les seuils de passation des marchés fixés pour les DPA. Ils seront en outre chargés de la validation des PTBA du programme.

19. **Au niveau provincial**, les deux directeurs provinciaux de l'agriculture de Sefrou et d'Azilal assureront la programmation des activités et leur mise en œuvre. Ils assureront le rôle de Directeurs du programme et de sous-ordonnateurs pour la mise en œuvre de ses activités relevant de leurs provinces, dans la limite des seuils autorisés pour la passation des marchés. Ils seront assistés pour ce faire par les services concernés des deux DPA et par deux unités de gestion provinciales du programme (UGPP) dont les coordinateurs relèveront directement de leur autorité.

20. **Les comités provinciaux et locaux institués dans le cadre de la mise en œuvre du PMV**, assureront la coordination inter-partenaires du programme et seront élargis à l'ensemble des partenaires principaux du programme. Ces comités se réuniront, en plus des deux réunions prévues pour l'examen des aspects technico-économiques et d'organisation du programme, au moins une fois par an pour la validation des PTBA et le suivi de l'exécution des composantes et activités du Programme.

21. **L'Unité de Gestion provinciale du programme (UGPP)**. Chacune des deux DPA de Sefrou et d'Azilal disposera d'une UGPP qui appuiera le Directeur dans la mise en œuvre des actions du programme relevant de son ressort territorial. L'UGPP comprendra: i) un coordinateur qui sera chargé de la coordination et de la gestion du programme dans sa province, de l'élaboration des PTBA en coordination avec les services techniques de la DPA et les partenaires concernés, de l'établissement du budget annuel, de l'élaboration des contrats et des conventions avec les prestataires et les coopératives et groupements, du suivi des activités et de l'établissement des rapports et situations d'avancement du programme; ii) un agro-économiste qui assurera le suivi-évaluation des activités à travers la mise en place du SYGRI, du SIG et du système de suivi-évaluation, l'élaboration des situations et rapports d'activité du programme et la circulation de l'information entre les différents partenaires; iii) un comptable et un aide-comptable qui assureront la gestion financière et comptable du programme pour la province concernée, notamment la passation des marchés, les engagements, les paiements et les décaissements et l'établissement des situations financières; iv) un sociologue qui assurera la sensibilisation, l'organisation et l'accompagnement des bénéficiaires du programme; v) un spécialiste en agro-industrie qui assistera et appuiera les producteurs principalement les coopératives en matière de transformation, de conditionnement, de certification et de labellisation des produits des filières retenues; et vi) un spécialiste en marketing qui appuiera l'UGPP dans la réalisation des études de marché, l'élaboration d'une stratégie pour la commercialisation des produits des filières retenues, l'accompagnement des producteurs principalement les coopératives en matière de design, de publicité, de recherche de marchés porteurs, vii) des animateurs pour accompagner la sensibilisation et l'organisation des bénéficiaires; viii) des techniciens spécialisés en matière de valorisation des produits agricoles pour assurer la mise en œuvre des activités de valorisation sur le terrain; ix) des techniciens pour assurer la gestion et la maintenance des unités de valorisation.

22. **Les services techniques** des deux DPA de Sefrou et d'Azilal (le service de mise en œuvre des projets et le service de vulgarisation et d'appui) seront les structures responsables de la mise en œuvre des activités des différentes composantes du Programme et les services de support appuieront les UGPP en matière de gestion comptable et financière.

- Pour le cas de la DPA de Sefrou, il est prévu que: i) le service de mise en œuvre des projets prendra en charge la réalisation de la sous-composante filières végétales (filiales pommier,

prunier et cerisier) et de la sous-composante infrastructures et aménagements hydro-agricoles. Pour assurer cette mission, le service sera doté d'un ingénieur horticole, d'un ingénieur en génie rural et de techniciens spécialisés en horticulture et en génie rural; ii) le service de vulgarisation et d'appui prendra en charge la mise en œuvre de la sous-composante filières animales (filières viande, miel et lait). Ce service sera renforcé par un ingénieur zootechnicien spécialisé en apiculture et par deux techniciens spécialisés en développement des productions animales (viande et lait); iii) le service de support appuiera le comptable de l'UGPP en matière de gestion comptable et financière à travers le personnel et l'expérience dont il dispose. Ces services disposeront des équipements et des moyens de fonctionnement nécessaires.

- Pour la DPA d'Azilal, il est prévu que: i) le SMOP prendra en charge la réalisation de la sous-composante filières végétales (filières pommier, amandier, noyer et caroubier) et de la sous-composante infrastructures et aménagements hydro-agricoles. Ce service sera, en plus des ressources humaines dont dispose (un ingénieur horticole et ingénieur GR), doté d'un spécialiste horticole pour un appui ponctuel et de techniciens spécialisés en horticulture; ii) le SVA assurera de son côté la mise en œuvre des filières animales (viande et miel) et sera doté d'un zootechnicien spécialiste en apiculture et d'un technicien spécialisé en production animale; et iii) le service de support mettra à la disposition de l'UGPP un comptable expérimenté et l'accompagnera dans la gestion comptable et financière. Ces services seront dotés des équipements et des moyens de fonctionnement nécessaires.

23. Le personnel nécessaire pour les différentes structures du Programme proviendra en premier lieu des ressources disponibles au niveau des différentes structures du MAPM concernées par le programme et les besoins complémentaires seront mobilisés à travers l'assistance technique qui sera engagée suite à un appel d'offres, dans un cadre contractuel pour toute la durée du programme, pour des périodes déterminées, en fonction des besoins.

Appendice 6: Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

A. Planification

1. Conformément à l'accord de financement du Programme, chaque année les plans de travail et leurs budgets annuels (PTBA) doivent être préparés et soumis au FIDA 90 jours avant le lancement des travaux. Ainsi chaque UGPP doit préparer en concertation avec ses partenaires son PTBA et le soumettre au comité technique local pour avis et validation. Les PTBA doivent être transmis à l'UCCP pour consolidation et soumission au comité de pilotage du Programme pour validation.
2. Les PTBA doivent comporter: i) une présentation résumée des projets filières; ii) une présentation des réalisations physiques et financières antérieures cumulées et de l'année en cours; iii) une description détaillée des activités du programme pour l'année à venir; iv) l'origine et l'utilisation des fonds; et v) un plan de passations des marchés pour l'année à venir qui doit comprendre les divers marchés, bons de commande et conventions de fournitures, de travaux et de services consultatifs requis pour l'exécution du projet au cours des 12 mois suivants, les méthodes proposées pour la passation des marchés selon la réglementation nationale et celles qui figurent dans l'Accord de financement et les procédures d'examen applicables du FIDA.
3. Chaque UGPP prépare un PTBA pour les activités de sa province en concertation avec les services techniques de la DPA, les services provinciaux et les partenaires du programme concernés sur la base des prévisions du COSTAB ajustées en fonction des niveaux des réalisations, des besoins des bénéficiaires, des capacités d'exécution et des dotations budgétaires. Les PTBA seront examinés et consolidés en un seul par l'ADA avant sa validation et transmission au FIDA pour avis.

B. Suivi-évaluation

4. Compte tenu de la multiplicité des structures d'intervention du programme au niveau central, régional et provincial et vu que les deux DPA ne disposent pas de système de suivi-évaluation, la mise en place d'un système de suivi-évaluation qui permettrait de répondre aux besoins du FIDA et des différentes structures du gouvernement, devra être conçu et organisé en termes de définitions des indicateurs, de leur périodicité, de méthodes de collecte d'information et de responsabilisation des différentes structures dans la mise en place du système et de son fonctionnement ainsi qu'en matière de coordination et de supervision.
5. Ainsi la conception, la mise en place et la supervision du fonctionnement du système de suivi évaluation sera assurée par l'ADA à travers l'UCCP et l'appui de l'AT et de Bureaux d'études pour la conception du système, la mise en place du SIG et du site web du Programme. Cette structure sera aussi responsable de la consolidation des données recueillies et l'élaboration des différents rapports globaux relatifs aux réalisations physiques et financières du Programme;
6. Au niveau du terrain les DPA à travers l'UGPP et en coordination avec les partenaires provinciaux seront responsables de la collecte de l'information, de l'alimentation du système de SE en données nécessaires, de l'élaboration des rapports semestriels et annuels relatifs à leurs projets filières. Par ailleurs, des enquêtes de référence intégrant l'accumulation des biens et les enquêtes anthropométriques et répondant aux normes définies par le FIDA pour le SYGRI seront réalisées au démarrage du programme. Ces enquêtes seront reconduites lors de la dernière année du Programme pour l'évaluation des effets et impacts. Des enquêtes thématiques peuvent être réalisées en fonction des besoins.
7. En outre, et afin de répondre aux besoins du FIDA en matière de suivi évaluation, le système SYGRI (Système de Gestion des Résultats et de l'Impact -SYGRI) sera mis en place dès le démarrage du Programme avec l'appui du FIDA.
8. Pour assurer la mise en place du système de SE et son fonctionnement, le programme a prévu la mise à la disposition des différentes structures du Programme (UCCP et UGPP) des spécialistes

en suivi évaluation et leur dotation en matériel et équipement nécessaires (matériel informatique, logiciel, internet, SIG, site web et c.).

C. Supervision et appui

9. La supervision du Programme sera réalisée par le FIDA à travers la Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (NEN). La mission de supervision du FIDA qui se fera chaque année permettra: i) d'examiner l'état d'avancement de l'exécution des différentes composantes du programme, ii) d'établir les situations du progrès accomplis en fonction des réalisations et produits prévus pour chacune des composantes du Programme par rapport aux prévisions du rapport de conception finale; iii) d'examiner la qualité du ciblage et l'égalité des sexes; iv) d'analyser les différents aspects fiduciaires du Programme (allocation financière, engagement paiement et décaissement, conformité des dépenses par rapport au PTBA et au rapport de conception, tenue de la comptabilité et des registres, réalisation des audits); v) d'examiner l'organisation institutionnelle du Programme et la fonctionnalité des structures de coordination; vi) d'analyser la situation de mise en œuvre des recommandations des missions précédentes; vi) d'identifier les innovations et les mesures prises pour leur diffusion; et vi) d'apprécier la durabilité des actions réalisées.

D. Revue à mi-parcours

10. A la fin de la 3eme année, une revue conjointe d'examen à mi-parcours sera réalisée par le FIDA et le Gouvernement. La mission fera le bilan des actions réalisées par rapport aux objectifs fixés, analysera la pertinence des méthodologies et vérifiera également le niveau de décaissements des ressources et éventuellement la nécessité de réallocation des ressources disponibles. Elle proposera une mise à jour des plans d'action pour le reste de la vie du Programme, pour consolider ou réorienter sa stratégie et sa mise en œuvre afin d'assurer l'atteinte des objectifs. Le plan de supervision sera précisé dans le rapport de conception finale.

E. Evaluations interphases

11. L'organisation du programme mise sur le partenariat et la gestion contractuelle. Le passage d'une phase à une autre fera l'objet d'une évaluation à la fin de chaque phase afin de se prononcer sur la suite du programme, de définir les principales activités et orientations et de réajuster la stratégie. L'évaluation interphase sera faite par une équipe conjointe FIDA/Partie Marocaine qui sur la base des résultats obtenus par le programme, se prononcera sur la stratégie et les actions proposées pour la phase suivante (y compris le montage institutionnel).

Critères de passage interphases (Triggers)

12. Les critères de passage entre la phase 1 à 2 sont ceux indiqués dans la cadre logique. Ceux de passage de la 2eme a la 3eme phase seront les mêmes mais avec des ajustements selon les acquis des 2 phases précédentes.

F. Apprentissage et gestion des savoirs

13. **Au niveau des filières**, la gestion des connaissances sera réalisée à travers: i) l'encadrement de proximité des éleveurs de petits ruminants par l'ANOC, y compris par les actions de démonstration (alimentation, hygiène des locaux, santé animale, accès aux marchés); ii) la formation et les voyages pour les éleveurs qui ne sont pas membres des groupements ANOC; iii) l'apprentissage et la formation/action assurée par l'AT, l'ODCO et les CCA⁴⁹, au profit des coopératives apicoles et de leurs membres et, iv) la duplication des nouvelles filières qui ont donné de bons résultats dans d'autres régions (Safran).

⁴⁹ Centres de conseil agricole.

14. **Les innovations** par rapport aux interventions classiques dans les projets pilier II, trois innovations ont été introduites dans le cadre de ce programme. Il s'agit des champs-écoles, des équipes-métiers et de la formation des agriculteurs en matière d'adaptation aux changements climatiques et de la préservation de l'environnement.

15. **Champs-écoles.** La démarche classique adoptée par les structures de vulgarisation pour la diffusion des nouvelles technologies, reste jusque-là descendante. C'est pour remédier à ce problème qu'il est proposé d'adopter une autre démarche d'apprentissage, en mettant en place des champs école paysans, une approche qui repose essentiellement sur la participation des populations-cible. Il s'agit d'un système participatif de transfert de technologies aux producteurs, mais aussi de renforcement de leurs capacités à prendre des décisions par rapport à la gestion intégrée de leurs champs dans les conditions agro écologiques et socioéconomiques locales.

16. **Equipes-métiers.** Dans le présent programme, il est prévu de former des équipes dans trois métiers différents et complémentaires: le métier « taille », le métier « contrôle phytosanitaire et fertilisation » et le métier « récolte et éclaircissage ». Les équipes seront choisies, formées, contrôlées et suivies par l'assistance technique et l'Unité de gestion du programme qui établiront annuellement avec elles leur programme et planning d'action en concordance avec le programme et planning d'action annuel de l'assistance technique. Un programme de formation des équipes « métiers » sera établi lors de la première année de constitution des équipes. Les équipes-métiers interviendront sous la supervision de l'assistance technique et selon un programme préétabli en concertation avec l'assistance technique et la direction du projet.

17. **Adaptation aux changements climatiques, environnement et diversification des revenus.** Le renforcement de capacités portera sur l'organisation de stages, de voyages et de journées de sensibilisation sur la rationalisation de la gestion de l'eau d'irrigation et la préservation de la qualité de l'eau, la gestion des pesticides et fertilisants, la lutte intégrée, la gestion durable des ressources naturelles, notamment la préservation des espaces pastoraux et des nappes de plantes aromatiques et médicinales et la diversification des activités par l'introduction d'espèces nouvelles et à haute valeur ajoutée comme les fruits rouges, le safran, les plantes aromatiques et médicinales, etc. Pour cela, le Programme élaborera une stratégie pour la mise en place d'une typologie de microprojet et définira l'étendue géographique des projets pilotes et leur durée pour assurer que les délais de démonstration soient limités et permettent suffisamment de temps pour leur multiplication au niveau national durant la vie du Programme.

18. Enfin, le programme est lui-même, une innovation car il se différencie de l'approche projets menée jusqu'à présent dans le pays et va permettre de renforcer la coordination, la synergie et les échanges d'expérience entre les projets en cours financés par le FIDA et ceux des autres partenaires techniques et financiers.

Appendice 7: Gestion financière et dispositifs de décaissement

I. Gestion financière

1. L'analyse de la gestion financière au niveau des projets financés par le FIDA menée par la mission de revue de gestion financière et comptable de décembre 2013 fait ressortir les points suivants:

Système de gestion intégrée des dépenses (GID)

2. Le système de gestion des projets est intégré dans la comptabilité publique du pays, à travers un logiciel performant intitulé: Gestion Intégrée des Dépenses (GID). Les projets sont exécutés par (ou au sein) des directions du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime (MAPM) du Maroc. Un contrôle interne est mis en place au sein du MAPM et du Ministère de l'Economie et des Finances. Le contrôle externe est assuré par l'Inspection Générale des Finances. Cependant, le système GID ne permet pas de générer automatiquement les états financiers suivants par projet: i) Etat Ressources – Emplois par catégorie de dépenses; ii) Etat Ressources – Emplois par composante, sous-composante et activité du projet; iii) état d'exécution du PTBA du projet; iv) état des actifs (bilan) du projet.

Système additionnel de gestion spécifique des projets

3. En sus de la tenue de la comptabilité sur la GID selon les règles, procédures et niveaux d'agrégats en vigueur au Maroc, la mission recommande aux projets acquérir un logiciel qui permette de faire des agrégats de certaines informations financières spécifiques et de produire les états financiers listés ci-avant et requis par le FIDA, qui par ailleurs sont utiles pour le suivi des performances d'exécution du projet. Les états cumulés de ressources et d'emplois par axe analytique doivent être produits par ce logiciel, ainsi que les formulaires de demandes de remboursement de fonds à adresser au FIDA.

II. Procédures de paiements et de décaissements

4. L'analyse du système de gestion financière du Maroc montre l'existence d'une évolution sensible vers l'amélioration du suivi des dépenses et de la transparence grâce au système de gestion intégrée des dépenses (GID) qui permet le suivi à tous les niveaux central et provincial des différents engagements et paiements des dépenses de l'Etat avec des délais fixés. En outre, le MEF a prévu d'engager, à partir de 2014, la réforme de la loi organique des finances de trois départements ministériels parmi lesquels le MAPM. Cette réforme qui vise à regrouper les projets de même nature dans le même paragraphe (Tous les projets filières de la même région devront être inscrits dans le même paragraphe) risque d'engendrer des difficultés d'identification et de suivi des projets/programmes financés par les bailleurs de fonds, notamment ceux du FIDA.

5. Par ailleurs, l'examen du circuit de décaissements à travers l'expérience des projets en cours d'exécution au Maroc montre l'existence des retards importants dans les décaissements liés (en plus du retard dans l'exécution des projets), au circuit de décaissement qui nécessite le passage par plusieurs structures (DPA, Trésorier provincial, Direction centrale, Direction du Budget, Trésorier central et FIDA) et à la défaillance du retour de l'information entre les directeurs de l'UGPP, la Direction du Budget et le FIDA qui ne permet pas le suivi des décaissements.

6. Afin de remédier à ces insuffisances, il est prévu d'entreprendre les mesures suivantes: i) mettre en place une UCCP au niveau central qui consolide et centralise l'information émanant des deux provinces et de l'ONCA et qui assure le suivi et la coordination entre les différentes parties concernées par le Programme; ii) codifier tous les engagements et les dépenses du Programme pour pouvoir assurer le suivi; iii) mettre en place une application informatisée au niveau central et des différents partenaires du Programme pour assurer le suivi du programme; iv) opter pour la procédure de remboursement pour réduire le nombre d'intervenants et en même temps répondre à la demande

de la DB; et v) assurer le retour de l'information entre le FIDA, la DB et les DPF au moins à la fin de chaque trimestre et le suivi régulier des décaissements.

7. Le prêt et le don du FIDA seront décaissés selon les montants et pourcentages de financement par catégorie de décaissements déterminés dans l'Annexe 2 de l'Accord de financement. Le tableau 9 de la section V-B à l'annexe 9 indique les catégories de décaissements par source de financement. Les retraits de fonds du Compte de Prêt seront justifiés par les contrats et factures correspondants. Les autres dépenses éligibles seront justifiées par des états de dépenses certifiés, dont les justificatifs seront conservés pour leur vérification par les missions d'audit et de supervision. Les demandes de remboursement doivent être soumises au plus tard quatre-vingt-dix jours calendaires à compter de la date de paiement par l'emprunteur. S'il existe des circonstances spéciales pour un prêt ou un don spécifique, elles seront décrites dans la lettre agréée à l'emprunteur, spécifique au projet.

8. Pour permettre le suivi des décaissements, des situations des demandes de décaissement trimestrielles seront préparées et transmises par les DP à la Direction du Budget, à l'ADA, à la DF du MAPM et au FIDA et des situations de décaissement trimestrielles seront transmises par le FIDA à la DB, l'ADA, les DP, l'ONCA et à la DF du MAPM qui assurera la centralisation des situations de décaissements du programme.

III. Procédures de remboursement

9. Le remboursement des dépenses préfinancées par le Gouvernement par la voie du Prêt et du Don sera réclamé au moyen de cette procédure. Les retraits des Comptes de Prêt et de Don peuvent être faits sur la base d'états certifiés de dépenses pour des dépenses éligibles et pour des montants que le Fonds peut déterminer et notifier à l'Emprunteur. Les pièces justificatives relatives à ces dépenses n'ont pas à être remises au Fonds, mais seront conservées par l'Agent principal du programme (Directions du programme) et présentées aux représentants du Fonds lors de leurs inspections, conformément aux dispositions des Sections 4.07 (États de dépenses) et 10.03 (Visites, inspections et renseignements) des Conditions générales.

10. Pour cette procédure qui concerne les dépenses préfinancées, le flux des fonds suit le circuit suivant: i) Elaboration et validation du PTBA par les différentes parties concernées y compris le FIDA; ii) inscription et délégation des crédits prévus par le PTBA au Directions du Programme (ADA, deux DPA, ONCA) par le MAPM et le MEF; iii) engagement des marchés par les Directions du programme; iv) ordonnancement des paiements par les DP; v) paiement des dépenses par les Trésoriers provinciaux et central sur la base des pièces justificatives; vi) établissement par les DP des relevés des dépenses (pour les dépenses inférieures ou égales aux seuils fixés par l'Accord de financement) et des pièces justificatives: marchés, factures, reçus, pièces justificatives de paiement, etc. (pour les dépenses supérieures aux seuils fixés par l'Accord de financement); vii) transmission des relevés de dépenses et des pièces justificatives à la Direction du Budget avec copie à l'ADA et la DF; viii) vérification des pièces par la DB, établissement des demandes de retrait et des feuilles récapitulatives des demandes et leur transmission au FIDA; ix) vérification par le FIDA des pièces reçues et établissement de l'ordre de remboursement à partir du compte du Prêt, du montant correspondant aux dépenses effectuées et justifiées; x) décaissement au profit du Trésor; et xi) transmission par le FIDA à la DB et au DP (ADA, DPA et ONCA) des états des dépenses décaissés.

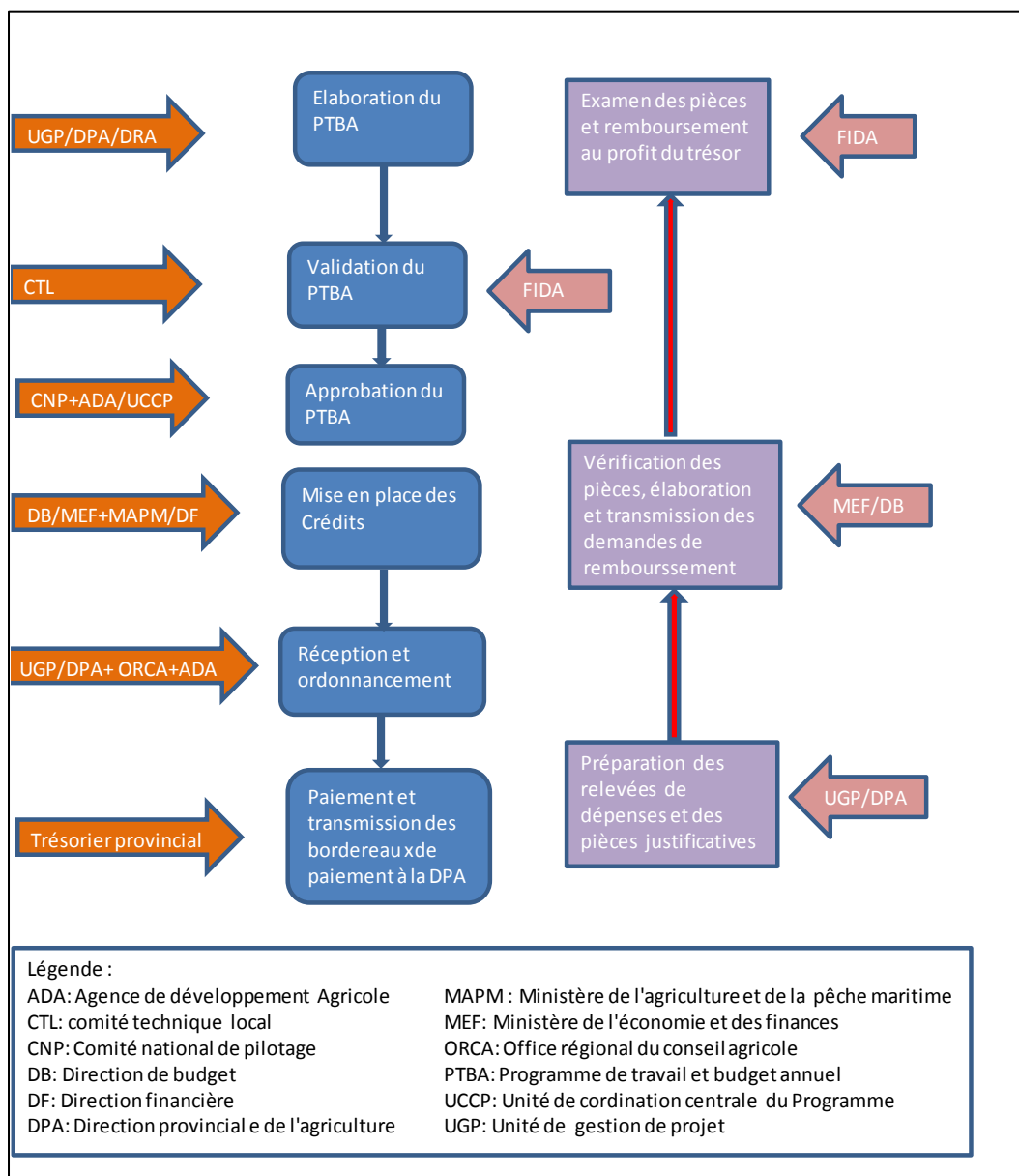
IV. Conformité des procédures nationales d'audit par rapport aux Directives du FIDA

11. Pour le cas du Maroc, l'auditeur des projets FIDA est l'Inspection Générale des Finances relevant du Ministère de l'Economie et des Finances. L'examen des capacités de l'IGF sur la base des expériences des projets FIDA audités par l'IGF a permis de faire ressortir qu'elle dispose des capacités requises pour la réalisation des audits du Projet. Cependant certaines insuffisances sont relevées concernant la non présentation des états financiers dans le rapport d'audit et la non

formulation de l'avis des auditeurs sur ces états ainsi que la présentation parfois en retard des rapports au FIDA.

12. Pour pallier ces insuffisances, les mesures suivantes devront être mises en œuvre: i) appuyer les UGPP (comptable) à travers l'AT et la formation pour l'établissement des états certifiés selon le modèle exigé par le FIDA à cet égard, une assistance technique est prévu par le Programme pour la formation des membres des UGPP et; ii) tenir une réunion entre le FIDA et l'IGF pour la sensibilisation de cette dernière sur le respect des délais et la formulation de son avis sur les états financiers.

Schéma du Flux de fonds financiers



Appendice 8: Passation des marchés

A. Principes fondamentaux

1. Le système de passation des marchés publics sur lequel se base ce document est celui tel que défini par le « Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada Ier 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ». Ce décret vise à [Ch.1er/ Art.1er : Dispositions générales] renforcer: i) la liberté d'accès à la commande public; ii) l'égalité de traitement des concurrents; iii) la garantie des droits des concurrents; iv) la transparence dans les choix des maîtres d'ouvrage; et v) le respect des règles de la bonne gouvernance

2. Au Maroc, le système de passation des marchés est en alignement avec les principes fondamentaux de la passation des marchés figurant dans les Directives du FIDA. Il s'agit notamment, de la Conformité aux Directives du FIDA concernant les principes fondamentaux de passation des marchés des projets financés par le FIDA, inclus dans la partie A des Directives, notamment:

- les principes de l'équité, de l'intégrité, de la transparence, de la bonne gouvernance et de la mise en concurrence préalable qui doivent être respectés dans le processus de passation des marchés;
- la participation aux marchés qui reste ouverte aux concurrents étrangers sans discrimination;
- les prestations objet des marchés qui doivent répondre exclusivement à la nature et à l'étendue des besoins à satisfaire;
- l'engagement du concurrent, dans sa déclaration sur l'honneur de ne pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution des marchés; et,
- l'indépendance des intervenants dans les procédures de passation des marchés vis-à-vis des concurrents qui doivent, en outre, n'accepter de la part des concurrents aucun avantage ni gratification et doivent s'abstenir d'entretenir avec eux toute relation de nature à compromettre leur objectivité et leur impartialité.
- La "participation des communautés locales" serait incluses dans la liste des méthodes de passation de marché.

3. Les procédures prévues par les Directives du FIDA comprennent les procédures prévues dans la réglementation marocaine. A cet effet, la procédure de l'appel à la concurrence internationale de la partie B des Directives est conforme à l'appel d'offres du système marocain dans la mesure où tout concurrent quel que soit son pays d'origine ou d'installation peut retirer le dossier d'appel d'offres et présenter une offre qui est traitée sans discrimination entre autres dispositions.

4. Les cas de recours à la passation des marchés par entente directe sont similaires à ceux prévus par les Directives du FIDA. En outre, il prévoit l'entente directe lorsque la mise en concurrence est infructueuse à condition de conserver le même dossier et de procéder à une publicité et à des négociations avec un ou plusieurs concurrents sur le prix.

5. Par ailleurs, il y a lieu de noter que le système marocain limite à dix pour cent (10%) l'extension du marché pour des travaux supplémentaires.

6. Le dossier d'appel d'offres tel que prévu dans le système marocain répond d'une manière générale à ce qui est exigé par les Directives précitées. On peut citer ci-après les passages similaires les plus significatifs:

- Mettre à la disposition des concurrents les renseignements dont ils ont besoin pour établir leur offre concernant les biens et travaux à fournir.
- Tous les candidats devront recevoir les mêmes renseignements et avoir les mêmes possibilités d'obtenir des renseignements supplémentaires dans des délais raisonnables.
- Le dossier d'appel d'offres doit clairement indiquer la nature du contrat qui sera conclu et indiquer les clauses contractuelles envisagées.

- Le dossier d'appel d'offres doit indiquer tous les facteurs, autres que le prix, qui seront pris en considération pour l'évaluation des offres, et comment ces facteurs seront quantifiés ou évalués.
- Le dossier d'appel d'offres doit donner des précisions sur les travaux à exécuter et leur localisation exacte, les biens à fournir et le lieu de livraison ou d'installation, le délai de livraison ou d'achèvement, les exigences techniques ou fonctionnelles minimales, les exigences en matière de garantie et d'entretien et les autres conditions pertinentes.
- Eviter l'utilisation de marques, de numéros de catalogue ou autres descriptions similaires.
- Lorsqu'il n'existe pas de normes internationales appropriées, on pourra employer des normes nationales. Dans tous les cas, le dossier d'appel d'offres doit préciser que des équipements, matières ou règles de l'art conformes à des normes qui garantissent des prestations au moins équivalentes, seront acceptables.

7. Par ailleurs, le système de passations des marchés marocain vient d'être renforcé par la publication du nouveau décret n° 2-12-349 du 20/3/2013 qui vise à renforcer: i) la liberté d'accès à la commande public; ii) l'égalité de traitement des concurrents; iii) la garantie des droits des concurrents; iv) la transparence dans les choix des maîtres d'ouvrage; et v) le respect des règles de la bonne gouvernance.

B. Méthodes de passation des marchés

8. En conséquence de ce qui précède, la passation des contrats pour la mise en œuvre du programme financés sur les fonds du Prêt et du Don est soumise aux procédures nationales de l'Emprunteur.

Procédures de soumission préalable au FIDA

9. Conformément à l'accord de financement du programme, l'attribution de certains marchés dont le montant dépasse des seuils à fixer, sera soumise à un examen préalable du Fonds. **Ces seuils seront relevés et précisés dans la lettre à l'Emprunteur.**

10. Pour les contrats qui doivent faire l'objet d'un examen préalable par le FIDA, la procédure à adopter est comme suit:

- L'ADA, en relation avec les directions centrales concernées et les DRA et DPA, élaborera des dossiers d'appel d'offres type (CPS et règlements de consultations) pour chaque type d'intervention (études, élaboration des plans de développement des filières, plantation, construction d'unités de valorisation, aménagements hydro-agricoles, pistes, etc.) et les soumettra pour avis au FIDA.
- Une fois la non objection du FIDA obtenue sur ces DAO type, les sous-ordonnateurs lanceront les appels d'offres, jugeront ces offres et engageront les marchés selon les procédures nationales.
- Deux copies conformes des contrats devront être communiquées au FIDA aussitôt après leur signature et en tout cas avant la présentation au FIDA de la première demande de retrait de fonds du compte de Prêt ou de Don pour le règlement du marché en question.

Plan de passation des marchés

11. "Plan de passation des marchés" désigne le plan de passation des marchés établi par l'UGPP pour couvrir la période initiale d'exécution du projet de dix-huit (18) mois et mis à jour pour couvrir les périodes successives de douze (12) mois. L'Emprunteur fournira au Fonds, pour approbation, un PPM avant le début de la passation des marchés et annuellement par la suite.

12. Le PPM est un document qui doit être joint au PTBA. Il doit être établi par l'UGPP chaque année et doit comprendre les informations suivantes: i) les divers marchés, bons de commande et conventions de fournitures, de travaux et de services consultatifs requis pour l'exécution du projet au cours des 12 mois suivants; ii) les seuils et préférences applicables dans le cadre du projet; iii) les méthodes proposées pour la passation des marchés selon la réglementation nationale et celles qui figurent dans l'Accord de financement; iv) les procédures d'examen applicables du FIDA telles

qu'elles sont décrites ci-dessus; v) être conforme aux directives pour la passation des marchés relatifs aux projets ainsi que l'énoncent et le prescrivent les Conditions générales adoptées par le FIDA et vi) toute autre exigence supplémentaire prévue pour certaines méthodes de passation des marchés telles que dans les Directives du FIDA

13. L'emprunteur devra promptement informer le FIDA de tout retard de financement ou de toute autre modification du Plan de passation des marchés qui pourrait avoir une incidence sur l'exécution conforme et dans les délais, des marchés passés dans le cadre du Projet et convenir avec le FIDA de mesures correctives à prendre sans retard.

14. Le plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois de mise en œuvre du programme est donné en DT 6.

Appendice 9: Coût et financement du programme

I. Hypothèses de travail

A. Coûts unitaires

1. Tous les coûts unitaires du Programme sont fournis toutes taxes comprises (TTC) et englobent les droits et taxes à l'importation, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), et les autres taxes directes et indirectes. La TVA est payée lorsque le Programme et ses partenaires procureront des biens et des services sur le marché local. La part des coûts d'investissement et de fonctionnement correspondant aux taxes est prise en charge par le budget du gouvernement. Les estimations de coûts sont basées sur les enquêtes de terrain de la mission de conception détaillée dans les régions d'Azilal et de Séfrou, effectuées en Novembre 2013. Les coûts ont été imputés en MAD et ont été convertis en \$US. Le détail des coûts unitaires est présenté en Annexe.

B. Imprévus physiques et financiers

2. **Les imprévus physiques** représentent des dotations qui traduisent les difficultés trouvées lors de la réalisation des travaux et seraient donc censés corriger les erreurs dans l'estimation des quantités physiques. Dans la majorité des cas, les enveloppes financières annuelles ont été estimées à partir des quantités et des coûts unitaires par activité

3. **Les imprévus financiers** sont liés à l'inflation et à la variation du taux de change entre le Dirham Marocain (MAD) et le dollar des États-Unis (\$US). Les provisions pour inflation sont basées sur les estimations de l'inflation en monnaie locale et sur les prévisions de la Banque mondiale pour ce qui est de l'inflation internationale. Ces prévisions se basent sur l'indice de la valeur des exportations des produits manufacturés des sept pays les plus industrialisés (G-7)⁵⁰. Les prévisions retenues sont de 2% par an pour les coûts en devises. Les prévisions d'inflation nationale retenues, pour la durée d'exécution du Programme, sont de 2,2% par an.

C. Pourcentages de taxes et composante en devises

4. Les taxes sont calculées en pourcentage des coûts de base. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'applique à presque toutes les catégories de dépenses. Les droits de douane n'ont été considérés que pour les produits qui seront importés pour les besoins du Programme; les taxes sont financées par le Gouvernement Marocain. Les taux de taxation sont de 20% pour les aménagements et travaux, les équipements, véhicules et matériels, la formation et l'assistance technique, les études et les conventions, l'entretien et le fonctionnement.

II. Coûts et financement du programme

D. Coûts du Programme:

5. Le coût total du programme sur 15 ans est d'environ 150 millions dollars US (\$US). Le coût total de la phase 1 sur cinq (5) ans est estimé à 50 millions \$US ou 410 millions de dirhams (MAD). Le coût de base est estimé à près de 45 millions de \$US ou 370 millions de MAD soit 91 % des coûts totaux. Les imprévus physiques et financiers atteignent 4 millions \$US ou 40 millions de MAD soit 8% des coûts totaux. Les coûts d'investissement représentent (avec 43 millions de \$US), 96% des coûts de base. Les coûts de fonctionnement ne représentent que 4% des coûts de base.

⁵⁰ Source: Banque mondiale, manuel des opérations.

Tableau 1: Components Project Cost Summary

	(MAD Million)			(USD Million)			%	% Total
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total	Foreign Exchange	Base Costs
A. Développement et valorisation des filières agricoles								
1. Filières arboricoles Amont	40	28	68	5	3	8	42	18
2. Filières arboricoles Aval	44	30	74	5	4	9	41	20
3. Filières animales Amont	35	7	42	4	1	5	17	11
4. Filières animales Aval	8	1	9	1	0	1	11	3
5. Infrastructures et aménagements hydro-agricoles	75	16	91	9	2	11	18	25
Subtot. Développement & valorisation des filières agricoles	201	83	284	25	10	35	29	77
B. Gestion des ressources naturelles, diversification et adaptation au cc	50	10	59	6	1	7	16	16
C. Coordination, gestion et appui institutionnel	22	5	27	3	1	3	18	7
Total BASELINE COSTS	273	97	370	33	12	45	26	100
Physical Contingences	13	5	18	2	1	2	27	5
Price Contingences	16	6	22	2	1	2	26	5
Total PROJECT COSTS	302	108	410	37	13	50	26	110

Tableau 2: Expenditure Accounts Project Cost Summary

	(MAD Million)			(USD Million)			%	% Total
	Foreign	Local	Total	Foreign	Local	Total	Foreign Exchange	Base Costs
A. Investment Costs								
1. Aménagements et travaux	16	49	66	2	6	8	25	18
2. Equipements, véhicules et matériels	67	43	110	8	5	13	61	30
3. Formation et assistance technique	11	76	87	1	9	11	13	23
4. Etudes et conventions	1	19	21	0	2	3	6	6
5. Duties & Taxes	-	71	71	-	9	9	-	19
Total Investment Costs	96	258	354	12	32	43	27	96
B. Recurrent Costs								
1. Salaires et indemnités	-	12	12	-	2	2	-	3
2. Entretien et fonctionnement	1	2	3	0	0	0	38	1
3. Duties & Taxes	-	1	1	-	0	0	-	-
Total Recurrent Costs	1	15	16	0	2	2	7	4
Total BASELINE COSTS	97	273	370	12	33	45	26	100
Physical Contingences	5	13	18	1	2	2	27	5
Price Contingences	6	16	22	1	2	2	26	5
Total PROJECT COSTS	108	302	410	13	37	50	26	110

6. **Le financement du programme** est comme suit: une contribution du FIDA de 25.5 millions dollars \$US sous forme de prêt à taux ordinaire et un montant de 500'000 USD sous forme de don pour le renforcement des capacités existantes et la mise en œuvre du programme. En plus de la contribution du Gouvernement, estimée à environ 13.5 millions de \$US, le programme sera cofinancé par deux dons du GEF (de 6,5 millions de \$US) et de l'ASAP (2 millions de \$US). La contribution des bénéficiaires concerne l'ANOC, les communes rurales, et les populations partenaires. La participation de ces dernières, tant en apport de main-d'œuvre que d'investissements, concerne principalement l'amélioration de la productivité agricole (plantations arboricoles en sec et en irrigué, création et équipement de puits de surface privés, équipement à la parcelle et l'achat des terrains pour la réalisation des unités de valorisation). Les dépenses par composantes, par catégories de dépenses et par financiers sont résumées dans les tableaux 4 et 5 ci-dessous:

Tableau 3: Composantes par Financiers (USD Million)

	Gouvernement		Prêt FIDA		Don FIDA		GEF		ASAP		Bénéficiaires		Total	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
A. Développement et valorisation des filières agricoles														
1. Filières arboricoles- Amont	2	20,7	7	71,5	0,2	1,8	-	-	1	6,0	-	-	9	18,4
2. Filières arboricoles_-Aval	2	24,9	7	66,9	0	0,4	-	-	-	-	1	7,8	10	20,0
3. Filières animales-Amont	1	21,3	4	74,2	-	-	-	-	-	-	0	4,5	6	11,3
4. Filières animales-Aval	1	59,5	0	32,9	0	3,4	-	-	-	-	0	4,1	1	2,5
5. Infrastructures et aménagements hydro-agricoles	4	33,4	6	48,7	-	-	-	-	1	11,8	1	6,1	12	24,6
Subtotal Développement et valorisation des filières agricoles	10	27,2	24	62,2	0,2	0,6	-	-	2	5,2	2	4,8	38	76,7
B. Gestion des ressources naturelles, diversification et adaptation au cc	2	19,2	-	-	-	-	6,5	80,8	-	-	-	-	8	16,1
C. Coordination, gestion et appui institutionnel	2	43,6	2	49,1	0,3	7,3	-	-	-	-	-	-	4	7,2
Total PROJECT COSTS	13	27,1	26	51,2	0,5	1,0	6,5	13,0	2	4,0	2	3,7	50	100,0

Tableau 4: Catégories de dépenses et par financiers (USD Million)

	Gouvernement		Prêt FIDA		Don FIDA		GEF		ASAP		Bénéficiaires		Total		
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	
I. Investment Costs															
A. Aménagements et travaux	4		5		46,5	-	-	-	1		10	1	8	11	22
B. Equipements, véhicules et matériels	4		22	12	62,6	0	0	2	8	1	3	1	4	19	37
C. Formation et assistance technique	3		21	7	46,5	0	2	4	27	0	2	0	1	15	30
D. Etudes et conventions	1		20	2	56,1	0	2	1	19	0	2	0	1	3	7
Total Investment Costs	12		25	26	53,5	0	1	6	13	2	4	2	4	48	96
II. Recurrent Costs															
A. Salaires et indemnités	1		81	-	-	-	-	0	19	-	-	-	-	2	3
B. Entretien et fonctionnement	0		91	-	-	0	9	-	-	-	-	-	-	1	1
Total Recurrent Costs	2		83	-	-	0	2	0	15	-	-	-	-	2	4
Total PROJECT COSTS	13		27	26	51,2	1	1	6	13	2	4	2	4	50	100

Tableau 5: Local/Foreign/Taxes by Financiers

	Gouvernement		Prêt FIDA		Don FIDA		GEF		ASAP		Bénéficiaires		Total				
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
I. Foreign		5,3	10		73,4	0		0,7	1		9,9	1		5,1	13	26,3	
II. Local																	
(Exclu. Taxes)	3		11,6	16		58,7	0		1,5	5		19,2	1		4,0	27	54,4
III. Taxes	10		100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	19,4	
Total Project	13		27.1	26		51.2	1		1.0	6		13.0	2		3.7	50	100.0

7. **Passation des marchés.** Les appels d'offres nationaux sont la catégorie principale du programme avec 44 millions de \$US, soit 88% du coût total du PDRZM et dont plus de la moitié (57%) est financée par le FIDA (tableau 7) :

Tableau 6: Catégories de décaissements et passation des marchés (US\$)

	appels d'offres nationaux	N.B.F.	Total
A. Aménagements et travaux	8 (4)	3 (1)	11 (5)
B. Equipements, véhicules et matériels	18 (12)	0	19 (12)
C. Formation et assistance technique	14 (7)	0	15 (7)
D. Etudes et conventions	3 (2)	-	3 (2)
E. Coûts récurrents	-	2	2
Total	44 (25)	6 (1)	50 (26)

Note: les chiffres entre parenthèses sont les quantités financées par le Prêt FIDA

Tableau 7 : Détail des composantes et des sous- composantes des actions du GEF (1000 \$US)

	GEF/SCCF	Total GEF+Govt	Expenditure Account	Proc. Method
I. Investment Costs				
a. études préalables et de faisabilité énergétique				
études de faisabilité énergétique d'une unité frigorifiques /a	10,4	12,9	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
études de faisabilité énergétique d'une unité unité de production de jus de pomme/vinaigre	20,7	25,9	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
études de faisabilité énergétique d'une unité de séchage de prune de 18 T/J	15,5	19,4	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
études de faisabilité énergétique -apiculture /b	24,9	31,1	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
étude d'un système énergétique optimisé pour caroube	10,4	12,9	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal études préalables et de faisabilité énergétique	81,8	102,3		
b. Infrastructure efficiente en énergie				
alimentation des puits en énergie solaire -prune /c	8,4	10,5	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
système hybride pour une unité frigorifique de 600 T de pomme /d	51,8	64,7	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
séchoir de prune /e	51,8	64,7	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Système d'efficience énergétique du centre apicole /f	51,8	64,7	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Equipement d'une unité de transformation de la caroube /g	93,2	116,5	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Equipement efficient en énergie d'unités de jus de pomme/vinaigre /h	134,7	168,3	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Production de briquettes /i	134,7	168,3	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal Infrastructure efficiente en énergie	526,3	657,9		
c. Assistance technique et formation				
Assistance technique	269,5	336,9	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Formations	72,5	90,6	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Etude sur les conditions d'accès aux subventions & micro finance /j	13,5	16,8	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
Voyages d'échange	50,2	62,8	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal Assistance technique et formation	405,7	507,2		
Subtotal Opérations spécifiques et assistées d'efficience énergétique	1.013,9	1 267,4		
Reconversion du gravitaire au goutte à goutte /k	62,8	77,7	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
formation des AUEA	62,2	78,5	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Champs-école "Economie d'eau"	53,4	66,7	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Voyages d'échange	76,1	95,1	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal Opérations spécifiques et assistées de l'économie de l'eau	254,4	318,0		
Appui-conseil	62,8	78,5	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Champs-école "TPS et pratiques agricoles"	53,4	66,7	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Assistance technique	20,7	25,9	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Voyages d'échange	57,1	71,3	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal opérations spécifiques et assistées d'optimisation des traitements phytosanitaires et pratiques agricoles adapté au CC	193,9	242,4		
Subtotal Optimisation dans l'utilisation des RN et restauration des services éco-systémiques	1.462,2	1 827,7		
1. plans participatifs de GRN, pour l'adaptation au CC				
a. plans de développement adaptative • au niveau « produit » (miel, noix et caroube)	248,6	310,8	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
b. études de système de gestion et création de valeur au niveau « écosystème »	124,3	155,4	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal plans participatifs de GRN, pour l'adaptation au CC	372,9	466,2		

Royaume du Maroc
Programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM)
Rapport de conception finale
Appendice 9: Coût et financement du programme

Apprentissage des membres de coopératives apicoles dans des institutions spécialisées ou chez des apiculteurs professionnels	25,1	31,4	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
suivi régulier des ruchers par une assistance technique /l	41,9	52,3	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
activités d'expérimentation et de recherche liée au contrôle du potentiel productif et commercial	73,2	91,5	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
Soutien aux organisations féminines d'apiculture (liée aux PAM)	41,9	52,3	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
service apicole /m	41,9	52,3	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Formations	108,8	136,0	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal diversification et amélioration de la qualité des produits/sous-produits du Miel	332,7	415,8		
a. Filière Noyer				
Renforcement des capacités des producteurs	52,3	65,4	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Réhabilitation des noyers existants	732,4	915,5	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Nouvelles plantations de noyers	167,4	209,3	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Adoption d'itinéraires techniques adaptés aux systèmes de culture existants	18,6	23,3	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
mise à niveau des équipements et locaux unité d'extraction d'huile de noix /o	98,4	123,0	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Activités de valorisation de la noix /p	88,1	110,1	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
formations dans les technologies post-récoltes et en bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène	111,0	138,7	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal Filière Noyer	1.268,2	1 585,2		
b. Filière Caroubier				
Renforcement des capacités des producteurs /q	62,8	78,5	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Nouvelles plantations de caroubier	207,2	259,0	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Réhabilitation des caroubiers existants	753,3	941,6	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Appui à une unité de fabrication de gomme /r	62,2	77,7	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Formations en technologies post-récolte et en bonnes pratiques de fabrication et hygiène	29,0	36,3	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal Filière Caroubier	1.114,4	1 393,0		
c. Plantes aromatiques et médicinales (PAM)				
plantation de PAM (amont)	62,2	77,7	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
plantation de PAM (aval)	103,6	129,5	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal Plantes aromatiques et médicinales (PAM)	165,7	207,2		
d. Gestion durable des espaces sylvopastoraux				
Etude d'aménagement sylvopastoral	36,3	45,3	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
optimisation de l'utilisation des parcours	41,4	51,8	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal Gestion durable des espaces sylvopastoraux	77,7	97,1		
e. l'horticulture associée à l'arboriculture				
AT typologie de microprojets	20,7	25,9	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Equipements de microprojets	82,9	103,6	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal l'horticulture associé à l'arboriculture	103,6	129,5		
f. Stations météorologiques	16,2	20,2	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal Valorisation des produits agricoles de terroir et liés à la résilience au CC	2.745,8	3 432,2		
Subtotal Mise à disposition des technologies d'adaptation aux CC en agriculture et des pratiques de diversification des productions et des métiers	3.451,4	4 314,2		
1. Etudes de faisabilité sur les emplois "verts"	72,5	90,6	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
2. Actions spécifiques et assistées (équipes métiers, staff pour unités de valorisation etc....)	254,8	318,5	EQUIP_MAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal Diversification des emplois «verts» liés à la résilience au CC	327,3	409,2		
D. Actions transversales				
1. Actions de communication et de sensibilisation /s	350,4	438,0	ETUDES_EA	NCB_PM (100%)
2. Monitoring environnemental /t	529,8	662,3	FORMAT_EA	NCB_PM (100%)
Subtotal Actions transversales	880,2	1 100,3		
Total Investment Costs	6.121,1	7 678,3		
II. Recurrent Costs				
A. Project management costs				
	353,0	353,0	SALA_EA	NBF_PM (100%)
B. Opération et maintenance des équipements	53,9	67,4	FCT_EA	NBF_PM (100%)
Total Récurrent Costs	406,9	420,4		
Total	6.528,0	8 071,7		

Appendice 10: Analyse économique et financière

A. Introduction

1. L'analyse économique du PDRZM a porté sur l'augmentation et commercialisation des productions et sous-produits des filières arboricoles et animales à l'amont et à l'aval des deux provinces de Séfrou et d'Azilal. A l'amont, les productions arboricoles concernées sont le pommier, le cerisier, le prunier, le noyer, l'amandier, et le caroubier. Les productions animales analysées sont les ovins, les caprins et l'apiculture. A l'aval, les unités de valorisation des filières arboricoles du PDRZM sont relatives au stockage frigorifique et au conditionnement des pommes de différentes capacités, à la production de jus et vinaigre de pomme, au concassage et conditionnement et transformation de l'amandier, du noyer et du caroubier, et à la production d'huile d'amande de noix. Les bénéfices additionnels qui en découlent au niveau de la zone du PDRZM seront comparés avec l'accroissement de leurs coûts économiques.

B. Modèles de cultures

2. Sur la base des études réalisées par l'ADA, des entretiens et des enquêtes menées auprès des responsables et cadres des Directions et Services Centraux et Régionaux du Ministère de l'Agriculture et des Pêches Maritimes, en particulier les DRA/DPA de Séfrou et d'Azilal et des producteurs et des coopératives, la mission a identifié des modèles de cultures relatifs à six productions arboricoles (pommier, cerisier, prunier, noyer, amandier, et caroubier) en relation avec les espèces arboricoles à appuyer par le Programme. Ces modèles sont relatifs au mode de commercialisation et l'âge des plantations. Aussi, la mission a distingué douze modèles de productions arboricoles: trois modèles de pommier (vente sur pied, vente au marché, et pommier juvénile), deux modèles de prunier (prunier adulte vendu sur pied, et prunier juvénile), deux modèles de noyer (noyer vendu au village après récolte et noyer juvénile), deux modèles d'amandier (amandier vendu au souk après récolte et amandier juvénile), le caroubier juvénile, et le cerisier adulte vendu sur pied.

3. Les augmentations de production et de productivité sont prévues grâce à: i) l'intensification du pommier, du cerisier, du prunier, du noyer, de l'amandier et du caroubier; ii) la création de nouveaux vergers; iii) l'amélioration des itinéraires techniques, iv) l'augmentation de l'utilisation des facteurs de production; v) aux choix des espèces, vi) l'amélioration des intensités culturales et à la rentabilisation des infrastructures, des aménagements hydro-agricoles et vii) la gestion durable des ressources naturelles. Les augmentations de coûts de production sont relatives à celles développées par le PDRZM et ce en raison de l'utilisation rationnelle et additionnelle des intrants. Les accroissements de marge brute sont notables et nettement plus importants pour les productions développées par le Programme. Ces productions sont valorisées à travers une approche filière intégrant différents maillons de production et de valorisation. En raison des technologies proposées par le PDRZM, les producteurs auraient des incitations à adhérer au programme. Cependant, les marges bénéficiaires des producteurs sont limitées par les prix de vente de leurs productions et les circuits de commercialisation désorganisés et la sénescence ou l'absence des unités de valorisation.

4. Les hypothèses retenues sur les augmentations des productivités des différents modèles de production sont conservatives. L'analyse de sensibilité permettrait de relaxer ces hypothèses pour tenir compte autant que possible de scénarii plausibles dans le contexte des régions de Séfrou et d'Azilal. L'année de croisière pour les modèles de cultures est de 4 à 11 ans et de 6 ans pour les modèles de production animale (tableau 1 ci-dessous).

Tableau 1: Hypothèses de rendement – Modèles de cultures (en tonnes/ha) du PDRZM

Cultures	Rendement moyen Année 1	Rendement moyen (an. de croisière)
Pommier (vente sur pied)	20	32
Pommier (vente au marché)	20	32
Pommier juvénile	20	40
Prunier adulte (vente sur pied)	17	25
Prunier juvénile	17	45
Noyer vendu au village	0,6	2
Noyer juvénile	0,4	2,5
Amandier (vente au souk)	0,2	0,6
Amandier juvénile	0,2	1,5
Caroubier (vente aux industriels)	1,5	5
Caroubier juvénile	1,5	8
Cerisier adulte (vente sur pied)	4	8

5. Les accroissements de rendement varient selon l'espèce arboricole, l'âge et la destination de la production (vente sur pieds, vente directe au marché...). Ces accroissements varient de 47% (prunier adulte vendu sur pied) à 650% (amandier juvénile). Les marges nettes sont plus importantes pour les productions visées par le programme en termes d'intensification et de réhabilitation des productions qui présentent des opportunités importantes. L'objectif principal étant d'améliorer durablement les revenus agricoles des petits producteurs. Les marges nettes de ces productions montrent que leur contribution dans la formation des revenus est consistante pour les petits producteurs participants au PDRZM (tableau 2). Les marges bénéficiaires des agriculteurs peuvent être néanmoins handicapées par les prix de vente de leurs productions en raison des problèmes de commercialisation qui connaissent une multitude d'intermédiaires et d'opérateurs, qui drainent une partie de la valeur ajoutée créée par le développement de ces productions.

Tableau 2: Marges nettes des productions du programme PDRZM (en \$US)

cultures	Marges nettes Année 1	marges nettes (an. de croisière)
Pommier (vente sur pied)	3 259	2 224 294
Pommier (vente au marché)	-51 671	12 511 917
Pommier juvénile	-3 482 248	6 960 451
Prunier adulte (vente sur pied)	-59 985	71 075
Prunier juvénile	-180 207	779 694
Noyer vendu au village	-30 832	142 511
Noyer juvénile	-607 509	3 181 758
Amandier (vente au souk)	-10 912	17 848
Amandier juvénile	-272 414	880 150
Caroubier (vente aux industriels)	-23 790	268 106
Caroubier juvénile	-503 665	1 813 443
Cerisier adulte (vente sur pied)	-29 689	92 601

6. Tous les modèles de productions arboricoles présentent des rentabilités financières que ce soit en termes de taux de rentabilité internes (TRI) de chaque modèle pris séparément ou en termes de valeurs actuelles nettes (VAN). En effet, les TRI sont largement supérieurs au coût d'opportunité du

capital (COC) de 10%. Ces taux varient entre 17% (noyer juvénile) et 43,4% (cerisier adulte vendu sur pied). De même, les VAN de ces différents modèles de production sont largement positifs (de 0,04 millions de \$US pour l'amandier vendu au souk après récolte à 6,2 millions de \$US pour le pommier juvénile) comme le montre le tableau 3 ci-dessous :

Tableau 3: Rentabilité financière des modèles de productions arboricoles

Modèle de production	Accroissement de Rendement	TRI	VAN
Pommier (vente sur pied)	60%	32%	4,8
Pommier (vente au marché)	60%	24,2%	1,7
Pommier juvénile	100%	16,3%	6,2
Prunier adulte (vente sur pied)	47%	33,6%	0,3
Prunier juvénile	165%	32,7%	2,5
Noyer vendu au village	233%	38,4%	0,5
Noyer juvénile	525%	17,0%	3,1
Amandier (vente au souk)	200%	39,5%	0,06
Amandier juvénile	650%	22,4%	1,8
Caroubier (vente aux industriels)	233%	42,7%	0,9
Caroubier juvénile	433%	21,5%	3,3
Cerisier adulte (vente sur pied)	100%	43,4%	0,7

7. En matière d'unités de valorisation des filières arboricoles, neuf modèles ont été construits: une unité de stockage frigorifique des pommes, d'une capacité de 2000 tonnes (région de Séfrou) et une unité de stockage frigorifique des pommes, d'une capacité de 600 tonnes (région d'Azilal), trois unités de transformation des pommes en jus et vinaigre (région de Séfrou, Tabant et Ait M'hammed dans la province d'Azilal), une station conditionnement (20T/J) à Ait M'hammed (région d'Azilal), une unité de concassage, de conditionnement et de production d'huile d'amande de capacité de 2 t/j (région d'Azilal), deux unités de concassage, de fabrication de gomme et de conditionnement du caroubier (région d'Azilal), une unité de stockage, de concassage et de conditionnement du noyer et de production de l'huile de noix (région d'Azilal), d'une capacité de 1,8 t/j.

8. Ces unités de valorisation des filières arboricoles sont rentables aux conditions de financement et de marché actuel. En effet, les indicateurs de rentabilités financières utilisés (marges brutes en année de croisière, TRI, et VAN) montrent des marges et des VAN positives ainsi que des TRI largement supérieurs au coût d'opportunité du capital (COC) de 10% (tableau 4). En termes de TRI, ces taux varient entre 12% (Stockage frigorifique des pommes (2000 T, Séfrou) à 37% (unité de conditionnement des pommes_20T/J. à Ait Mhammed, Azilal). De même, les VAN de ces différentes unités de valorisation varient de (de 0,08 millions de \$US pour le stockage, conditionnement du noyer et la production d'huile noix à Azilal à 12, 7 millions de \$US pour le Concassage, fabrication gomme et conditionnement du caroubier (région d'Azilal). Toutefois, les efforts fournis à l'amont de la chaîne de valeur sont souvent handicapés par les problèmes de ponction de la valeur ajoutée par certains opérateurs situés hors des zones de production, la prospection de nouveaux marchés, l'accès aux intrants et au crédit, le niveau élevé des coûts de transaction. Autant de contraintes que le PDRZM a prévu de résoudre un tant soit peu.

Tableau 4: Rentabilité financière des unités de valorisation du programme (en Millions \$US)

Unité de valorisation	Marges nettes	Marges nettes	TRI (%)	VAN
	Année 1	(an. croisière)		
Stockage frigorifique des pommes (2000 T, Séfrou)	-0,2	0,26	12%	0,22
Stockage frigorifique des pommes (600 T, Azilal)	-0,05	0,12	13%	0,10
Transformation des pommes en jus et vinaigre (r. Séfrou)	-0,09	0,14	34%	0,63
Transformation des pommes en jus et vinaigre (Tabant, Azilal)	-0,09	0,07	13%	0,09
Transformation des pommes en jus/vinaigre (Ait Mhamed, Azilal)	-0,04	0,10	35%	0,38
Conditionnement _20T/J. à Ait Mhamed, Azilal	-0,01	0,37	37%	1,50
Concassage, conditionnement & production d'huile d'amande-Azilal	-0,09	0,10	33%	0,49
Stockage, conditionnement du noyer et production d'huile noix-Azilal	-0,06	0,05	15%	0,08
Concassage, fabrication gomme et conditionnement du caroubier-Azilal	-0,06	3,43	26%	12,68

C. Analyse économique

9. Les groupes-cible concernés dans le développement des filières sont: i) les groupements de petits agriculteurs (trices); ii) les ruraux pour la création des petites entreprises gérées sous forme coopérative de « métiers » arboricoles et de valorisation des produits agricoles; et iii) les femmes dans le cadre de coopératives de valorisation des produits ou de groupes « métiers».

10. Pour les filières arboricoles, le nombre de bénéficiaires cibles en amont serait au total de 5'450 petits agriculteurs cibles dont 2'320 pour les extensions dans les deux provinces (74 agriculteurs du projet prunier de l'ADA à Séfrou et 2246 entre projet ADA et nouveaux projet à Azilal), 2'200 agriculteurs pour l'accompagnement et le suivi techniques, 850 petits agriculteurs pour le surgreffage du caroubier et 80 jeunes ruraux pour la création d'équipes « métier » dans le cadre de coopératives de service soit 3'300 bénéficiaires environ.

11. Pour ce qui est des filières animales, le Programme ciblera près de 5'050 petits éleveurs (dont 500 femmes environ) du groupe cible appartenant aux groupements ANOC et éleveurs en dehors de ces groupements (soit 30'000 bénéficiaires directs) et les apiculteurs qui sont au nombre de 3'200 (dont 60 femmes) dans les 2 provinces. Pour ce qui est des bénéficiaires directes des actions en aval des filières (unités de transformation, stockage, etc.), des infrastructures et aménagements hydro-agricoles, formations, conservation des sols ; ils sont estimés à près de 120'000 personnes.

12. Sur la base de 6 personnes par ménage, le nombre total de bénéficiaires directs du programme s'élèverait donc à environ 180'500 personnes (30'000 ménages). En prenant en considération les effets indirects générés par les actions en aval des filières, les pistes, infrastructures et aménagements hydro-agricoles, les formations et la conservation des sols, CC, le nombre de bénéficiaires indirects est estimé à 205'000 personnes environ (34'000 ménages). L'effectif de femmes qui bénéficieraient directement des actions de valorisation et celui des jeunes et sans terre serait de près de 50%.

13. Les prix des produits végétaux et animaux sont, pour l'essentiel, déterminés selon la loi de l'offre et de la demande. Les prix retenus pour l'analyse financière correspondent à ceux qui sont payés aux producteurs pour les produits au départ de l'exploitation. Ces prix ont été obtenus lors des visites de terrain dans les deux zones du PDRZM, des entretiens avec certains producteurs et avec les services des DPA de Séfrou et d'Azilal.

14. Les prix financiers de certaines productions correspondent à des prix moyens obtenus au cours de la campagne agricole 2013-14. Ces prix varient sensiblement en cours de l'année. Les prix des intrants se basent sur les prix collectés aux marchés de gros et de détail, auprès de quelques grossistes, d'exploitants et vendeurs d'intrants et de matériel agricole.

15. Les prix économiques ont été introduits afin de corriger les distorsions dues à l'intervention de l'État (fiscalité, subvention) et à l'imperfection des marchés du travail, du capital, et des biens et services concernés par le programme. Ces prix sont basés sur les cours mondiaux pour les produits qui font l'objet de commerce international, en tenant compte de la position (soit net exportateur, soit net importateur) du Maroc. Les facteurs de conversion (CF) sont issus de la comparaison des prix financiers et économiques. Pour les besoins de l'analyse économique, un taux de conversion de 0,9 a été utilisé, en conformité avec les projets déjà en cours dans le pays.

16. **Subventions.** Les actions prises en charge par le programme, conformément aux dispositions de l'ADA⁵¹, concernent principalement les plantations fruitières et d'arbustes fourragers et des PAM, les opérations d'intensification de la production agricole, l'acquisition et l'installation des unités de valorisation, les aménagements fonciers et hydro-agricoles, l'ouverture et la réfection de pistes rurales, l'assistance technique, les actions d'accompagnement et d'apiculture, la mise en place des centres de collecte du lait, les aménagements hydro-agricoles et fonciers, les bâtiments, l'équipement des unités de valorisation.

17. Certaines actions, réalisées à titre pilote, seront prises en charge par le programme. C'est le cas notamment de l'introduction de l'irrigation goutte à goutte, de l'acquisition du matériel d'entretien des vergers, de l'extension et de la reconversion des plantations, des actions pilotes de diversification des ressources fourragères,

18. **Les bénéficiaires, prennent en charge** la mise à la disposition du programme des terrains destinés pour l'installation de l'unité de valorisation **à hauteur de 10% du coût de l'unité**, le raccordement au réseau électrique et à l'eau potable des unités de valorisation, l'équipement des exploitations agricoles, la construction/aménagement des bâtiments d'élevage, la constitution d'un fond de roulement pour la mise en marche de l'unité de valorisation et l'entretien des cultures avant l'entrée en production. La contribution des bénéficiaires a été légèrement augmentée tout en tenant compte des capacités limitées des populations-bénéficiaires dans les zones de montagnes. **Les communes rurales** concernées par la sous-composante « pistes rurales » seraient sollicitées à participer au coût de construction **à hauteur de 15%** et à l'entretien et la maintenance de ces pistes.

19. Pour certaines activités, les producteurs (individuels ou organisés en coopératives notamment) peuvent également bénéficier des subventions grâce au Fonds de Développement Agricole (FDA). Ce Fonds va financer ces activités pour les agriculteurs ou investisseurs éligibles et qui souhaitent bénéficier de ces subventions à condition de suivre les nouvelles procédures en matière de demande de l'aide au niveau du guichet unique de la DPA⁵².

20. Ainsi, sous le régime universel, pour les plants fruitiers, le taux de subvention est de 80% pour les aides universelles pour l'acquisition des plants, avec des plafonds fixés par espèce pouvant aller de 17'000 MAD/ha pour le pommier, 10'000 MAD/ha pour le prunier, 9'000 MAD/ha pour le cerisier, de 5'000 MAD/ha pour l'amandier en sec, 3500 MAD/ha pour l'amandier en irrigué, de 10'000 MAD/ha pour le noyer, et de 6'000 MAD/ha pour le caroubier.

21. Pour les projets d'agrégation, un régime avantageux d'aides et de subventions est accordé aux agriculteurs/éleveurs agrégés et aux agrégateurs pour l'équipement des exploitations, l'irrigation et les unités de valorisation.

22. Le taux de subvention à l'irrigation, à l'équipement en matériel agricole et aux aménagements hydro-agricoles est estimé par le FDA à 100% du coût pour les actions collectives et à 80% pour les

⁵¹ Guide de Montage des projets Pilier II, ADA, 2013.

⁵² Instruction d'Avril 2010.

agriculteurs individuels, avec un plafond de la subvention. Pour les actions d'irrigation de complément, le taux de subvention passe à 70% du coût pour les producteurs agrégés et à 50% pour les individuels. Le taux de subvention est de 30% pour l'épierrage et 50% pour la collecte des eaux pluviales.

23. Pour ce qui est de l'équipement des exploitation en matériel agricole, le taux de subvention est de 30% pour les individuels et 40% pour les agrégés/agrégateurs. Pour le matériel de semis et de traitement phytosanitaire, le taux passe à 50% (pour les individuels) et 70% pour les agrégés/agrégateurs.

24. Le taux de subvention à l'équipement des unités de valorisation de la production végétale est de 10% avec un plafond fixe et forfaitaire en fonction de la filière végétale et animale. Les taux de subvention pour l'utilisation des filets de protection des plantations fruitières contre la grêle est de 40% avec un plafond de la subvention de 50'000 MAD/ha.

25. Pour ce qui est de la filière animale, le montant de la subvention pour la production de reproducteurs sélectionnés de race pure varie entre 700 MAD/tête (ovins) et 4'000-5'000 MAD/tête (bovins). Celui établi par le FDA pour la reproduction de « reines » d'abeilles sélectionnées varie de 250 MAD/ruche (éleveurs individuels) à 350 MAD/ruche (éleveurs groupés). Le taux de subvention pour l'acquisition de matériel/centres de collecte de lait est de 30% alors qu'il est de 40% pour les bâtiments d'élevage avec des plafonds variables.

26. **Rentabilité économique du programme.** Des hypothèses ont été retenues en termes de durée de vie économique du PDRZM (20 ans), de taux de change (8,19 MAD par dollars US), de coût d'opportunité du capital (10%). Une dotation aux coûts récurrents a été incluse à la fin de la durée d'exécution du programme (20 % des coûts économiques de l'année 5 du PDRZM). Le rythme de montée en production du Programme sera progressif afin de tenir compte de la capacité d'adoption des nouvelles technologies proposées pour les producteurs-cibles du programme.

27. Les prix économiques ont été introduits afin de corriger les distorsions à travers des facteurs de conversion (FC). Ces facteurs sont de 1 pour les outputs et inputs des différents modèles de production. L'estimation des prix de référence de la main-d'œuvre dépend des sources utilisées. Pour le projet FIDA de Boulmane, le FC était estimé à 0,75 alors qu'il était de 0,5 pour le programme d'arboriculture fruitière du programme MCA. Des estimations faites par le Ministère de l'Economie et des Finances en 2007, et utilisant les données du Tableau des Entrées et Sorties (TES) de 1998, aboutissent à des FC moyens de 0,86 pour l'emploi permanent et de 0,93 pour l'emploi temporaire. Ces trois sources aboutissent pratiquement à la même rentabilité agrégée du PDRZM (TRE) en raison notamment des différences non sensibles entre ces FC et du poids limité des dépenses en main d'œuvre par rapport aux dépenses totales des différents modèles retenus dans le programme.

28. Sur la base des hypothèses retenues, le taux de rentabilité économique (TRE) du programme PDRZM est de 15,6%. Le TRE, largement supérieur au coût d'opportunité du capital (10%) est très satisfaisant car une partie des bénéfices additionnels n'a pas été considérée. Il s'agit notamment des bénéfices des activités d'appui aux douze centres de collecte de lait dans la région de Séfrou, des bénéfices de certaines actions soft (assistance technique, formations), du renforcement de la station de conditionnement du miel dans la région d'Azilal, du renforcement de la coopérative de noyer de Tikniouine, et de l'aménagement des pistes rurales.

29. En outre, les avantages occasionnés par la réduction des coûts de transaction due à l'accès facilité aux services financiers (Tamwil al Fellah) et aux technologies, l'amélioration des conditions de vie, d'hygiène, et d'alimentation chez le groupe cible du Programme n'ont pas été pris en compte car ils sont difficilement quantifiables. De même, d'autres bénéfices non tangibles n'ont pas été considérés. Il s'agit en particulier de l'amélioration des conditions de vie, d'hygiène, et d'alimentaire des bénéficiaires.

30. **Analyse de sensibilité.** Afin de tester la rentabilité du PDRZM sous différents scénarios, une analyse de sensibilité a été effectuée par rapport au cas de base. Les différents scénarios concernent

l'impact sur le TRE des augmentations /diminutions des coûts et bénéfices globaux du programme. L'approche utilisée était une approche conservatrice afin d'apprécier la rentabilité économique du Programme. En termes de sensibilité du programme «variable par variable», les cas où le PDRZM ne serait plus rentable sont une diminution des bénéfices de 60% et plus (le TRE serait de l'ordre de 8,1%), ou d'une augmentation des coûts de 110% et plus (le TRE serait de l'ordre de 9,6%).

31. En termes de sensibilité «scénario», les cas les plus illustratifs de la non faisabilité sont ceux d'une diminution simultanée des bénéfices agrégés de 40% et plus, et d'une augmentation des coûts agrégés du programme de 30%: le TRE serait inférieur à 9,4%. Globalement, le taux de rentabilité économique est relativement robuste par rapport aux variations des coûts et des bénéfices et reste toujours d'un niveau acceptable vu qu'il ne prend pas en compte certains bénéfices directs et indirects.

32. Des tests de sensibilité des retards des avantages du PDRZM a été inclus pour tenir compte des risques identifiés par le programme PDRZM. Le programme n'est pas sensible aux retards dans la réalisation ces avantages de 1, 2, et 3 années puisque le TRE est respectivement de 14,2% ; 12,8%, et 11,4%. La VAN économique est toujours positive et varie entre 6,8 et 22,6 millions de \$US.

33. Les coûts récurrents représentent en moyenne 5% des coûts totaux mais varient d'une année à l'autre du fait que les investissements initiaux en termes de formation, d'investissements physiques, d'assistance technique, d'études, d'aménagements et travaux, d'équipements et de moyens de transport sont réalisés lors des premières années du programme.

34. En somme, le PDRZM n'est pas sensible aux variations des coûts et des bénéfices agrégés. Le taux de rentabilité interne économique est robuste par rapport aux variations des coûts et des bénéfices et reste toujours d'un niveau acceptable vu qu'il ne prend pas en compte certains bénéfices directs et indirects, et que les risques d'alternance des productions arboricoles, associés à des niveaux modestes de gains de productivité. Calculé sur une durée de vie économique relativement longue, l'analyse de sensibilité permet d'apprécier, d'un point de vue déterministe, les risques qui peuvent grever l'exécution du Programme suite à une évolution défavorable de la conjoncture économique et financière, notamment l'augmentation des prix. Dans le cas d'une conjoncture favorable au programme, notamment une augmentation des bénéfices ou une diminution des coûts, **le TRE serait supérieur à 15,6%.**

Tableau 5: Sensibilité du TRE au changement des bénéfices/coûts du PDRZM

Coûts/Bénéfices	-40%	-30%	-10%	Bénéfices de base
Coûts de base	11,6%	12,9%	14,8%	15,6%
+10%	10,8%	12,1%	14,1%	14,9%
+30%	9,4%	10,7%	12,8%	13,6%
+40%	8,7%	10,1%	12,2%	13,0%

Appendice 11: Manuel d'exécution du programme - version préliminaire

I. Introduction

1. Le présent manuel de procédures a pour objectif de préciser le rôle et les responsabilités de chacun des intervenants institutionnels, les relations entre eux, les mécanismes de coordination et détaille les procédures de mise en œuvre du programme. Le manuel comporte trois sections et deux annexes:

- La première section donne une brève description du programme.
- la seconde traite des modalités de pilotage, de coordination et de gestion du Programme.
- La troisième traite des modalités et procédures de mise en œuvre du programme : activités préalables, modalités de coordination et de gestion, modalités de mise en œuvre des différentes composantes du programme, procédures relatives à l'élaboration du Plan de travail et budget annuel (PTBA) et du Plan de passation des marchés (PPM), procédures relatives à la soumission préalable au FIDA des dossiers de marchés, bons de commande et conventions passés dans le cadre du Programme, procédures de décaissement, tenue de la comptabilité et des états financiers à produire, et procédures concernant l'audit du Programme..
- L'annexe 1 présente le modèle d'états financiers à produire annuellement.
- L'annexe 2 présente le plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois du programme.

II. Modalités de mise en œuvre du programme

A. Activités préalables à engager en 2014 sur le don du FIDA

2. Afin d'assurer un démarrage effectif du programme dès la première année de sa mise en œuvre, et sur la base des enseignements tirés de l'expérience des projets antérieurs, un don du FIDA de 500'000 USD a été approuvé et sera disponible dès le mois de mai 2014 pour préparer cette mise en œuvre. Ce don servira à :

- La préparation des plans de développement des filières ;
- l'engagement de certaines études préalables;
- le lancement de l'étude relative à l'élaboration et la mise en place du système de suivi-évaluation et de la situation de référence des indicateurs du cadre logique;
- l'organisation des sessions de formation sur l'approche du programme, son organisation et ses procédures de gestion et de décaissement (Système de gestion financière, SIG, SYGRI, circuit et procédure de décaissement) au profit des équipes du programme;
- l'organisation des bénéficiaires en coopératives ou associations et le renforcement de leurs capacités. La sélection des coopératives/associations sera basée sur une analyse de leur statut et de leur potentiel;
- la mobilisation des ressources humaines nécessaires à travers l'affectation du personnel disponible aux UGPP, le redéploiement du personnel et la mobilisation de l'assistance technique.
- l'acquisition des moyens d'équipement pour la réalisation de ces activités

3. L'ADA reste le récipiendaire le plus habilité à recevoir ce don pour mettre en œuvre, avant le démarrage du futur programme, les activités qui seront programmées en relation avec la Direction des zones de montagne, les directions provinciales et les associations et unions qui seront ciblées. Les crédits nécessaires pour engager ces activités seront délégués à l'ADA et aux deux DPA concernées dès la signature de l'accord de don par le MEF.

4. Le bénéficiaire du don doit préparer le plan de travail et budget annuel, en précisant les indicateurs et jalons pour faciliter la surveillance. Les effets et résultats (inputs/outputs) sur la population cible seront retracés et documentés avant et au cours de la mise en œuvre du programme.

B. Modalités de coordination et de gestion du programme

5. Le dispositif de coordination et de gestion est développé à l'appendice 5 du rapport principal.

C. Processus d'élaboration et de mise en œuvre du PTBA

6. **Procédure d'élaboration du PTBA et du PPM.** Chaque UGPP préparera le PTBA pour les activités relevant de sa zone, en concertation avec les partenaires du programme, le discutera avec les comités local et provincial de mise en œuvre du PMV et le transmettra, via la DRA, à l'ADA qui en assurera la validation avant sa soumission au FIDA.

7. La procédure à suivre pour l'élaboration des PTBA est la suivante:

- Elaboration des premières versions du PTBA et du PPM entre mai et juin par les deux UGPP et en concertation avec les services techniques (SMOP, SVA, ONCA) et les partenaires du programme.
- Transmission entre juillet et août des projets de PTBA à l'ADA pour examen, consolidation et négociation avec le MEF, via la Direction Financière du MAPM.
- Validation des PTBA par l'ADA sur la base du montant des crédits retenus pour le programme et ajusté avec les services concernés.
- Soumission du PTBA consolidant les deux PTBA provinciaux au comité national de pilotage du programme pour validation.
- Transmission par l'ADA avant la fin de septembre du PTBA consolidé au FIDA pour commentaires et approbation.
- Intégration par l'ADA et les deux UGPP des commentaires du FIDA dans la version finale du PTBA consolidé.
- Transmission aux différentes structures concernées, avant le commencement de l'année, du PTBA consolidé adopté sous sa forme définitive.
- Délégation par la Direction financière du MAPM des crédits nécessaires à l'ADA, à l'ONCA, aux DRA et aux deux DPA.
- Réalisation des actions prévues dans les PTBA.
- Si nécessaire, le PTBA pourra être révisé après avis du FIDA et les virements de crédits nécessaires entre lignes budgétaires opérés.
- Suivi des réalisations et établissement des situations et des indicateurs de suivi notamment SYGRI (RIMS) par l'UCCP, l'ONCA, les deux UGPP, les services techniques et les partenaires concernés.
- Consolidation par l'ADA des informations et des situations recueillies.
- Circulation de l'information entre les différentes structures du Programme à travers l'application informatique, l'internet et le site web mis en place ainsi qu'à travers les bilans et rapports semestriels et annuels élaborés par les UGPP, à transmettre au FIDA par l'ADA.

8. L'ADA devra informer le FIDA de tout retard de financement ou de toute autre modification du plan de passation des marchés qui pourrait avoir une incidence sur l'exécution du programme dans les délais requis et convenir avec le FIDA de mesures correctives à prendre.

9. Le plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois du programme est donné ci-dessus à l'appendice 8 « Passations des marchés ».

D. Méthodes de passation des marchés

10. La passation des contrats pour l'acquisition de biens et pour les travaux de génie civil financés sur les fonds du Prêt et du Don est soumise, conformément aux dispositions de l'Accord de financement, aux procédures nationales de l'Emprunteur.
11. La passation des contrats de travaux, d'achat de matériel, d'équipement et d'assistance technique pour l'acquisition des services d'un montant supérieur à 25'000 USD (200'000 MAD) sera conclue sur la base d'un appel d'offres national. Tout contrat d'un montant estimatif inférieur à l'équivalent à 25'000 USD (200'000 MAD) pour l'achat de matériels et équipements, pour l'assistance technique et pour l'acquisition de services de consultants pourra être conclu sur la base d'une consultation d'au moins trois fournisseurs à l'échelon local (bon de commande).
12. **Seuils de soumission préalable au FIDA.** En vertu de l'Accord de financement du programme, l'attribution de certains marchés dont le montant dépasse des seuils à fixer, sera soumise à un examen préalable du Fonds. Ces seuils seront relevés et précisés dans la lettre à l'Emprunteur.
13. Pour les contrats qui doivent faire l'objet d'un examen préalable par le FIDA, la procédure à adopter est comme suit:
 - L'ADA, en relation avec les directions centrales concernées, les DRA, les DRCA⁵³ et les DPA, élaborera des dossiers d'appel d'offres type (CPS et règlements de consultations) pour chaque type d'intervention (études, élaboration des plans de développement des filières, plantation, construction d'unités de valorisation, aménagements hydro-agricoles, pistes, etc.) et les soumettra pour avis au FIDA.
 - Une fois la non objection du FIDA obtenue sur ces DAO type, les sous-ordonnateurs lanceront les appels d'offres, jugeront ces offres et engageront les marchés selon les procédures nationales.
 - Deux copies conformes des contrats devront être communiquées au FIDA aussitôt après leur signature et en tout cas avant la présentation au FIDA de la première demande de retrait de fonds du compte de Prêt ou de Don pour le règlement du marché en question.

E. Procédures de mise en œuvre des composantes du programme.

Procédures de mise en œuvre de la composante 1

14. La mise en œuvre de la composante 1 sera précédée, en année N-1, sur les fonds du don du FIDA, par l'élaboration des plans participatifs de développement des filières (PPDF).
15. Une campagne d'information et de sensibilisation des populations concernées est à réaliser. Cette campagne doit préciser les objectifs du programme, la participation attendue des communautés et les modalités d'intervention sur le terrain. La campagne d'information devra être très claire sur les conditions d'éligibilité au programme et sur la définition des groupes cibles afin d'éviter des conflits et des attentes inutiles des populations.
16. A la fin de la campagne de sensibilisation, des groupements d'intérêt seront identifiés et constitués des différentes catégories de population (agriculteurs, femmes, jeunes). Le programme veillera à la constitution de ces groupements d'intérêt conformément à la réglementation en vigueur.

Processus d'élaboration des PPDF

17. L'élaboration de chaque PPDF débutera par un diagnostic participatif qui comprendra l'identification et l'analyse des potentialités naturelles et humaines du développement des filières concernées, des contraintes au développement de ces filières et de la capacité des bénéficiaires à s'organiser et à participer au projet. Elle sera suivie par l'identification des groupes d'intérêts

⁵³ Direction régionale de conseil agricole

éligibles et la délimitation précise de leurs espaces d'intervention. Pour chaque groupe d'intérêt, seront tenues des séances de travail avec la population et ses représentants, afin d'organiser le processus de formulation avec leur adhésion et leur participation. Lors de ces séances de travail, seront examinés et analysés, pour chaque groupe d'intérêt retenu, les besoins exprimés, la priorisation des actions à mener pour le développement de la filière en question, la localisation précise de chaque action, le planning de réalisation, ainsi que leur engagement à respecter les conditions de mise en œuvre.

F. Procédures de mise en œuvre des sous-composantes de la composante 1 :

Sous-composante filières de production végétale :

18. En amont, la mise en œuvre sera précédée par la mobilisation de l'assistance technique prévue dans le cadre du programme pour cette sous-composante. L'AT sera recrutée après appels à concurrence sur la base de dossiers d'appel d'offres établis par les sous-ordonnateurs concernés.
19. L'assistance technique retenue devra présenter un programme de travail pour chacune des zones du programme et un rapport d'activité hebdomadaire.
20. Les travaux d'extension et de réhabilitation des superficies définies dans le programme seront confiés à des entreprises privées sous la supervision des SMOP des deux DPA.
21. Des conventions de partenariat seront conclues avec les institutions concernées, notamment avec les centres régionaux de la recherche agronomique, des institutions d'enseignement et de recherche, les coopératives de producteurs et leurs unions, des agriculteurs pilotes et, éventuellement l'interprofession.
22. Des équipes-métiers composées d'ingénieurs et de techniciens de la région seront constituées sous forme de coopératives de services pour la prestation de services tels que taille, traitements phytosanitaires et récolte. Leur constitution obéira à la règle d'appel à candidatures examinées sur la base de critères d'éligibilité à définir. Une fois constituées et légalement approuvées, leur formation sera assurée par les ingénieurs et techniciens du SMOP et de l'assistance technique.
23. Les équipes-métiers devront établir, en concertation avec le service technique, l'UGPP et les bénéficiaires, un programme de travail pour leur zone d'intervention, programme dont la réalisation sera supervisée par la DPA.
24. Des champs-écoles seront établis dans les zones concernées en concertation avec les agriculteurs. Ils constituent une plate-forme d'apprentissage et de partage d'expériences entre agriculteurs, un moyen de promotion et de diffusion des connaissances, des technologies et des innovations contribuant à l'augmentation de la production. Les agriculteurs apprennent à partir des faits observés, analysent et prennent des décisions adéquates pour la bonne gestion de leurs exploitations. C'est une méthodologie de formation et de conseil dans laquelle les champs sont les premières ressources pédagogiques. C'est dans les champs que les agriculteurs apprennent à partir des faits observés.
25. Les différentes étapes d'une consistent en ce qui suit :
 - la sensibilisation des agriculteurs pour introduire les objectifs visés et pour susciter l'intérêt à la participation à une école aux champs.
 - la conduite des activités de base : collecte des données, traitement...
 - la tenue de réunions préliminaires et le choix de l'agriculteur hôte, des agriculteurs adhérents, du champ école (parcelle champ école et parcelle pratique paysanne).
 - la mise en place du champ école de façon concertée avec les agriculteurs et le conseiller agricole facilitateur.
 - le suivi des champs écoles, sous forme de réunions régulières au cours de la saison de la culture ou du cycle de l'exploitation au niveau du champ école.

26. En aval, chaque unité de valorisation identifiée par le programme fera l'objet d'une étude de faisabilité technico-économique. Les études seront confiées à des bureaux d'études privés. Pour les projets dont les études technico-économiques sont concluantes, la mise en œuvre suivra les étapes suivantes: i) établissement des critères d'éligibilité aux investissements validés; ii) constitution des équipes techniques pour le suivi et l'accompagnement des bénéficiaires dans les domaines techniques, financier et commerciaux; iii) constitution des coopératives des femmes, jeunes et agriculteurs pour gérer les unités de valorisation validées; iv) acquisition des terrains pour la construction des locaux des différentes unités de valorisation; v) préparation des cahiers des charges spécifiant les critères de construction des locaux pour répondre aux exigences des normes des bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène relatifs aux locaux agroalimentaires; vi) lancement des appels d'offre relatifs à la construction des locaux; vii) préparation des cahiers de charge relatifs aux équipements spécifiant les caractéristiques techniques de chaque équipement; viii) lancement des appels d'offre relatifs à l'achat des équipements; et ix) accompagnement pour la mise en place des équipements.

Sous-composante filières de production animale

27. La mise en œuvre de l'appui aux filières animales sera basée sur l'approche participative pour la constitution des groupements ANOC, l'identification des coopératives apicoles dynamiques et intéressées par l'appui ainsi que pour la constitution de coopératives éventuelles et la planification des actions. L'exécution des travaux sera confiée aux entreprises privées sur la base de contrats conformément aux procédures en vigueur, notamment pour la construction de locaux (pour les groupements ANOC) pour le stockage d'aliment de bétail afin de promouvoir l'achat groupé, les locaux des coopératives apicoles, la fourniture d'équipements d'extraction du miel ainsi que la réalisation de plantations d'arbustes fourragers pour les besoins de démonstration, la fourniture de l'assistance technique et la réalisation des études. Des rapports d'activité seront remis mensuellement par l'ANOC pour les activités qui la concernent.

Sous-composante infrastructures et aménagements hydro-agricoles

28. La mise en œuvre de cette sous-composante sera confiée à des entreprises privées sous la supervision des SMOP des deux DPA, avec l'appui d'une assistance technique composée d'ingénieurs et de techniciens GR et en collaboration avec des laboratoires de contrôle qualité.

29. La formation des AUEA sera confiée à des bureaux d'études locaux, et sera réalisée en sessions en salles et en sessions pratiques sur le terrain.

30. Des conventions de partenariat seront signées entre la direction du programme et les ABH⁵⁴ pour la supervision et le suivi des prospections des nappes et avec les AUEA pour les essais de démonstration et suivi des travaux.

31. L'entretien et la gestion des réseaux d'irrigation seront assurés par les AUEA après une formation dans ces domaines.

Pistes rurales

32. La réalisation des études et travaux de pistes sera confiée aux entreprises privées sous la supervision des services SMOP des deux DPA avec l'appui d'une assistance technique dédiée aux pistes et en coordination avec les DPE, les associations et coopératives locales. La qualité des travaux sera suivie par un laboratoire de contrôle qualité privé.

⁵⁴ Sebou, Oum Er-Rabia.

Points d'eau pour abreuvement du cheptel

33. La réalisation des travaux d'aménagement de points d'eau pour abreuvement de cheptel sera exécutée par des entreprises locales sous la supervision et le suivi des SMOP des deux DPA et en collaboration avec l'ANOC.

34. L'entretien et la maintenance de ces points d'eau seront confiés aux groupements d'éleveurs par des conventions passées entre la DPA et ces derniers.

Procédures de mise en œuvre de la composante II financée par le GEF : ces modalités seront précisées ultérieurement dans le manuel des procédures du GEF.

G. Procédures de décaissement

35. Sur la base de l'expérience des projets et programme en cours et à la demande de l'emprunteur, la procédure qui sera adoptée pour le décaissement est celle du remboursement. Ainsi, le remboursement des dépenses préfinancées par le Gouvernement par la voie du Prêt et des Dons (FIDA, GEF et ASAP) sera réclamé au moyen de la procédure de remboursement. Les retraits des Comptes de Prêt et de Dons peuvent être faits sur la base d'états certifiés de dépenses pour des dépenses éligibles et pour des montants que le Fonds peut déterminer et notifier à l'Emprunteur à travers la lettre à l'emprunteur. Les pièces justificatives relatives à ces dépenses n'ont pas à être remises au Fonds, mais seront conservées par les différentes structures chargées de la mise en œuvre du programme « Agent principal du programme » et présentées aux représentants du Fonds lors de leurs inspections, conformément aux dispositions des Sections 4.07 (États de dépenses) et 10.03 (visites, inspections et renseignements) des Conditions générales.

36. Pour cette procédure qui concerne les dépenses préfinancées, le flux des fonds suit le circuit suivant (voir schéma ci-dessous): i) élaboration et validation du PTBA par les différentes parties concernées; ii) inscription et délégation, par la DF du MAPM, des crédits prévus par le PTBA aux structures responsables de la mise en œuvre du Programme (ADA, DRA, DPA, ONCA); ii) engagement des marchés par ces structures; iii) ordonnancement des paiements; iv) paiement des dépenses par les trésoriers provinciaux et central sur la base des pièces justificatives; v) établissement par les structures chargées de la mise en œuvre du Programme des relevés des dépenses (pour les dépenses inférieures ou égales aux seuils fixés par l'Accord de financement) et des pièces justificatives: marchés, factures, reçus, pièces justificatives de paiement, etc. (pour les dépenses supérieures aux seuils fixés par l'Accord de financement); vi) transmission des relevés de dépenses et des pièces justificatives à la Direction du Budget (DB) avec copie à l'ADA et à la DF; vii) vérification des pièces par la DB, établissement des demandes de retrait et des feuilles récapitulatives des demandes et leur transmission au FIDA; viii) vérification par le FIDA des pièces reçues et établissement de l'ordre de remboursement à partir du compte du Prêt ou du don, du montant correspondant aux dépenses effectuées et justifiées; ix) décaissement au profit du Trésor ; et xi) transmission par le FIDA à la DB et aux structures concernées (ADA, DPA et ONCA) des états des dépenses décaissées.

37. Le prêt et les dons seront décaissés selon les montants et pourcentages de financement par catégorie de décaissements déterminés dans l'Annexe 2 de l'Accord de financement. Le tableau 9 de la section V-B à l'annexe 9 indique les catégories de décaissement par source de financement. Les retraits de fonds du Compte de Prêt ou de Dons seront justifiés par les contrats et factures correspondants. Les autres dépenses éligibles seront justifiées par des états de dépenses certifiés, dont les justificatifs seront conservés pour leur vérification par les missions d'audit et de supervision. Les demandes de remboursement doivent être soumises au plus tard quatre-vingt-dix jours calendaires à compter de la date de paiement par l'emprunteur. S'il existe des circonstances spéciales pour un prêt ou un don spécifique, elles seront décrites dans la lettre à l'emprunteur, spécifique au programme.

38. Pour permettre le suivi des décaissements, des situations trimestrielles des demandes de décaissement par financeur seront préparées et transmises par les Directions du Programme à la Direction du Budget, à l'ADA, à la DF et au FIDA et des situations trimestrielles de décaissement seront transmises par le FIDA à la DB, à l'ADA, aux DPA, à l'ONCA et à la DF qui assurera la centralisation des situations de décaissement du programme.

H. Documents comptables et états financiers

39. **Documentation comptable à tenir.** Les structures chargées de la mise en œuvre du programme tiendront une comptabilité séparée pour les activités financées par le Programme et assureront le suivi financier de ces activités. Elles établiront et tiendront dans un délai raisonnable et au plus tard dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement, un système approprié de gestion, basé sur des indicateurs acceptés par l'Emprunteur et le Fonds, capable de suivre le Programme au jour le jour conformément aux dispositions de la section I, paragraphe 6 de l'Annexe 3 et de la section 8.02 (Suivi de l'exécution du programme) des Conditions générales, et au "Guide pratique de suivi-évaluation des projets de développement rural" du Fonds.

40. Elles doivent tenir: i) les états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au Programme (états des ressources et emploi des fonds par composante et par catégorie, états de rapprochement, etc.) conformément au modèle joint en annexe au présent manuel, conformément aux dispositions de la section 9.02 (états financiers) des Conditions générales, et les présenter au Fonds dans les trois mois suivant la fin de l'année fiscale concernée; ii) un registre distinct des marchés, conventions et bons de commande du programme; iii) le livre d'inventaire des biens acquis dans le cadre du Programme; et iv) les pièces justificatives de réception et de mouvements de ces biens.

41. **Autres rapports d'activité à fournir.** Les différentes structures responsables de la mise en œuvre du Programme soumettront au Fonds des rapports d'activité semestriels sur l'exécution du Programme, prévus à la section 8.03 (Rapport d'activités) des Conditions générales, dans les trois mois suivants la fin de la période d'exécution du Programme considérée.

42. **Rapport d'achèvement.** Les structures responsables de la mise en œuvre du Programme soumettront le rapport d'achèvement du Programme au Fonds, au plus tard dans les six mois suivants la date d'achèvement du Programme, rapport prévu à la section 8.04 (Rapport d'achèvement) des Conditions générales.

I. Procédures concernant l'audit des comptes du Programme

43. L'Emprunteur, conformément aux procédures et critères contenus dans les Directives relatives à l'audit des projets (à l'usage des emprunteurs) du Fonds, fait procéder chaque année fiscale à l'audit des comptes relatifs au Programme par l'Inspection Générale des Finances (IGF) du MEF agréée par le Fonds et présente une copie certifiée du rapport d'audit au Fonds dans les six mois suivant la fin de l'année fiscale concernée. Le rapport devra se prononcer sur les modalités de passation des marchés financés par le Programme. Le rapport devra également contenir:

- un avis sur les procédures comptables et le contrôle interne et des recommandations sur les modifications à apporter pour améliorer ces procédures;
- la certification que les biens et les services financés par le Fonds ont été utilisés aux seules fins de la réalisation des objectifs du Programme;
- la confirmation que les états de dépenses ayant servi au remboursement des dépenses correspondent bien aux écritures comptables;
- une opinion sur les états certifiés de dépenses; et
- une lettre de recommandations séparée signalant les défaillances relevées dans les registres, procédures et systèmes comptables du Programme ainsi que dans les contrôles internes et formulant des recommandations appropriées en vue d'y remédier.

44. Pour assurer le bon déroulement de l'audit, les structures chargées de la mise en œuvre du Programme veilleront à:

- préparer les rapports financiers et les informations nécessaires, principalement les états financiers, les pièces justificatives de toutes les dépenses de l'année (DAO, copies des marchés, bons de commande, conventions, décomptes, factures, bordereaux, etc.), le registre des marchés, le livre d'inventaire, la situation des stocks et de leurs mouvements, etc.;
- préparer une situation de mise en œuvre des recommandations de l'audit de l'exercice écoulé;
- adresser en janvier une lettre à l'IGF pour l'inviter à procéder à l'audit du Programme, pour l'année écoulée, avant la fin du premier semestre de l'année en cours;
- adresser les réponses nécessaires aux observations relevées dans le rapport d'audit dans un délai n'excédant pas 15 jours à partir de sa réception de la part de l'IGF;
- envoyer le rapport d'audit au FIDA (par l'ADA) dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice concerné; et
- mettre en œuvre les recommandations de l'audit.

45. Les modèles d'états financiers du programme et les TDRs du personnel de l'UCCP et des UGPP sont présentes en DT 5.

Appendice 12: Respect des politiques du FIDA.

A. Politique actuelle du FIDA et stratégies nationales

1. Depuis 2009, le programme pays FIDA s'articule autour de l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) et le Plan Maroc Vert Pilier II qui ont pour but de réduire la pauvreté au Maroc. Le programme est parfaitement aligné avec les politiques du FIDA en cours, en particulier le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la Politique du FIDA du ciblage et la Stratégie de collaboration avec le secteur privé.

2. Le COSOP du FIDA au Maroc couvre la période 2009-2014. La revue à mi-parcours de 2012 a confirmé les grandes orientations du développement économique et social du pays et les objectifs du COSOP sont toujours valables.

3. Conformément à sa politique de ciblage, la stratégie des projets et programme du FIDA au Maroc s'est concentrée sur les zones géographiques et agro-écologiques où l'incidence de la pauvreté est la plus importante et où les alternatives de développement n'étaient pas exploitées. Celles-ci sont:

- Les zones montagneuses, en donnant la priorité aux provinces identifiées comme étant les plus pauvres et où le FIDA n'a pas fourni d'assistance dans le passé;
- Les terres de parcours de bas potentiel où les projets FIDA en cours (dans les hauts plateaux de l'oriental et le sud aride) avaient besoin de consolidation pour assurer la durabilité des activités;
- Les zones d'agriculture pluviale (bour) dans le sud aride. C'est dans ces trois zones que les groupes cibles du FIDA, à savoir les agriculteurs possédant de petites exploitations ou n'ayant pas de terre, les petits éleveurs, les femmes rurales et les jeunes garçons et filles sans emploi, se rencontrent en grand nombre.

4. Avec l'élaboration par le Maroc, en 2008, d'une nouvelle stratégie de développement agricole, le plan Maroc vert (PMV), une quatrième génération de projets a vu le jour : les projets de développement de filières, mais toujours dans les zones de montagne. Elle est constituée de deux projets en cours de mise en œuvre, à savoir, le projet de développement de filières agricoles dans les zones montagneuses de la province de Taza (PDFAZMT) et le projet de développement de filières agricoles dans les zones montagneuses de la province d'Al Haouz (PDFAZMH). Ces projets visent, dans le cadre du pilier II du PMV, l'allègement de la pauvreté rurale par la diversification et la croissance de manière durable des revenus des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres impliqués dans des filières sélectionnées en fonction de leur importance dans les zones concernées, étroitement associés à une gestion durable des ressources naturelles, qui constituent leur base de survie.

5. De même, la plupart des dons d'assistance technique des générations passées étaient focalisés sur la production de nouveaux paquets technologiques pour les groupes cibles du FIDA adaptés aux conditions agro-écologiques de leurs exploitations, y compris la formation et l'appui institutionnel. Les dons les plus récents, par contre, étaient notamment concentrés sur le renforcement des capacités de gestion des projets de développement, la sensibilité aux questions du genre, la gestion participative des ressources naturelles, l'autonomisation des pauvres sous des conditions d'environnement précaires, la gestion du savoir-faire et le partage des connaissances.

B. COSOP 2009-2014

Objectifs

6. Il faut rappeler que parallèlement à l'élaboration par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, du Plan Maroc Vert, le Fonds a élaboré en 2008 un Programme d'options stratégiques pour

ses interventions au Maroc axé sur les résultats (COSOP) qui couvre la période 2009-2014, en concertation avec les instances publiques marocaines, les partenaires, les autres institutions internationales présentes sur la scène marocaine et les représentants de la société civile concernés. Ses objectifs stratégiques sont au nombre de trois:

- Objectif stratégique n 1: Renforcer la participation des communautés rurales dans le processus de développement;
- Objectif stratégique n 2: Promouvoir l'accès des ruraux pauvres, notamment des femmes et des jeunes, à des services financiers adaptés et durables;
- Objectif stratégique n3: Promouvoir l'accès à l'eau et aux techniques agricoles améliorées.

Résultats

7. Par rapport aux objectifs stratégiques du COSOP, les résultats de l'intervention du FIDA dans le pays se résument comme suit:

- Objectif stratégique n 1: La réalisation de cet objectif a été effective dans la mesure où 500 organisations de base ont été constituées dans les zones des quatre projets et 662 plans de développement ont été réalisés.
- Objectif stratégique N 2: Dans le cadre de la mise en œuvre du PMV, pilier II, l'accès des ruraux pauvres, notamment des femmes et des jeunes, à des services financiers adaptés et durables pour le financement des petits agriculteurs, a été opérationnalisé à travers la création d'une institution financière (SFDA) dédiée au financement adapté à leurs activités.

8. Objectif stratégique N 3: Cent cinquante (150) associations d'usagers de l'eau d'irrigation (AUEA) ont été constituées et 202 périmètres (7'800 ha) ont été aménagés pour l'irrigation (soit un taux de 70 à 120% par rapport aux prévisions). La reconversion vers des productions à haute valeur ajoutée (distribution de plants), a porté sur 6'500 ha et différents aménagements pastoraux ont été réalisés sur 21'000 ha environ. La valorisation de ces productions a donné lieu à la création d'unités de conditionnement, de séchage et de transformation de ces productions, notamment au profit des femmes (l'olive, l'abricot, la prune, la pomme, l'huile de noix, les plantes aromatiques et médicinales et le miel). Près de 15'000 agriculteurs ont bénéficié de formations, d'actions de sensibilisation et de vulgarisation de techniques dans les quatre projets (soit 2 fois ½ les prévisions). L'accès aux services sociaux de base et aux marchés a permis la réalisation de 345 km de pistes et de systèmes d'adduction d'eau potable

9. Considérant les conclusions du rapport d'examen à mi-parcours du COSOP de 2012 , sur la pertinence des objectifs stratégiques du COSOP par rapport aux stratégies nationales de développement humain, de développement agricole et rural et de lutte contre la pauvreté, sur la base des discussions avec la partie marocaine qui ont mis en exergue le **parfait alignement de l'actuel COSOP avec l'ensemble des stratégies précitées**, vu l'horizon temporel du nouveau programme, la partie Marocaine a confirmé la pertinence des objectifs stratégiques **de l'actuel COSOP au-delà de 2014 et donc son extension sur une période de six ans, soit jusqu'à 2020, couvrant ainsi les deux prochains cycles PBAS.**

Appendice 13: Teneur du fichier "cycle de vie" du programme

A. Documents relatifs au PDRZM

- Note de conception du Programme, juillet 2013.
- Aide-mémoire de la mission d'identification, juillet 2103.
- Commentaires PTA, juillet 2013.
- OSC Issues Minutes, septembre 2013.
- Aide-mémoire de la mission de conception détaillée, novembre 2013.
- Procès-verbal de réunion du CPMT, décembre 2013.
- Small Country Specific Grant – Morocco: Appui à la préparation de la mise en œuvre du futur programme de développement rural dans les zones de montagne, décembre 2013.
- Aide-mémoire de la mission de la conception finale, Mars 2014.
- Procès-verbal de réunion du CPMT, Avril 2014.

B. Tableaux de coûts du programme

- Fichier COSTAB du Programme.

C. Documents relatifs au programme du FIDA au Maroc

- Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz (PDRZMH).
- Projet de développement des parcours et de l'élevage dans l'Oriental – Phase II (PDPEO-II).
- Projet de développement rural dans le Moyen Atlas oriental (PDRMO).
- Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia (PDRME).
- Rapports de supervision des projets.
- Rapport de revue d'évaluation terminale du PDRZMH – Phase 1, septembre 2013.
- Rapport de la mission de revue de la gestion financière et comptable des projets FIDA au Maroc, décembre 2013.

D. Documents nationaux relatifs aux stratégies, au programme FIDA, aux textes législatifs et réglementaires et à l'organisation de certaines institutions

- Initiative nationale de développement humain (INDH), cadre de référence en matière de développement économique et sociale du pays.
- Plan Maroc Vert (PMV) 2008.
- Stratégie nationale sur l'équité et l'égalité des sexes (SNEES).
- Charte Nationale de l'Aménagement du Territoire de 2001 qui prévoit l'aménagement et le développement des espaces de montagne.
- Stratégie de Développement Rural intégré 2020.
- Stratégie Nationale pour la Conservation et l'Utilisation Durable de la Biodiversité.
- Plan d'Action National pour l'Environnement.
- Programme National de Construction des Routes Rurales.
- Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification.
- Stratégie Nationale sur les zones humides.
- Stratégie nationale de l'eau.

- Document relatif au Fonds de développement agricole (FDA) : Les Aides Financières de l'État pour l'encouragement des investissements agricoles ; Avril 2013

E. Documents de stratégies

- IFAD Country Strategic Opportunities Paper (COSOP) 2009-2014.
- IFAD, Country Strategic Opportunities Paper (COSOP), MTR- 2012.
- Politique FIDA pour l'égalité des sexes et autonomisation des femmes.
- Politique du FIDA en matière de ciblage.
- Politique du FIDA en matière de gestion des ressources naturelles et de l'environnement.

F. Documents relatifs au cadre règlementaire

- La Loi cadre N° 18-95 formant charte de l'Investissement.
- La loi n° 07-22, relative aux aires protégées.
- La loi 10-95 sur l'eau qui définit le cadre juridique de la politique gouvernementale de l'eau.
- La loi n°11-03, relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement.
- La loi n°12-03, relative aux études d'impacts sur l'environnement.
- La loi n°13-03, relative à la lutte contre la pollution de l'air.
- La loi n°13-09, relative aux énergies renouvelables.
- La loi n°28-00, relative à la gestion des déchets et à leur élimination.
- Le Décret 2-04-553 relatif aux déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects dans les eaux superficielles et souterraines.
- Le Code des investissements agricoles.

G. Documents relatifs au changement climatique

- Communications Nationales à la Convention Cadre des Nations Unies sur le CC (CCNUCC), 2001 & 2012.
- Plan d'Action Nationale d'Adaptation au Changement climatique (PANA), 2006.
- Vulnérabilité et Adaptation au Changement Climatique dans les Pays Arabes", Banque Mondiale, 2012.
- Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP), IFAD.